Statistique Canada
Division de l'agriculture

DOCUMENT DE TRAVAIL #15

Tendances et caractéristiques relatives aux régions rurales et aux petites villes du Canada

Brain Biggs, Division de l'agriculture
Ray Bollman, Division de l'agriculture
Michael McNames

Statistique Canada
Janvier 1993

N° de cat.: 21-6010MPF15300

L'analyse et l'interprétation des données sont la responsabilité de l'auteur et non celle de Statistique Canada.

© Ministre de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie, Statistique Canada, 1992. Tous droits réservés. Il est interdit de reproduire ou de transmettre le contenu du présent document, sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, enregistrement sur support magnétique, reproduction électronique, mécanique, photographique, ou autre, ou de l'emmagasiner dans un système de recouvrement.

Table des matières

	Page
RESUME	4
1. Introduction	6
1.1 Définitions	7
2. Caractéristiques démographiques	9
2.1 Tendances démographiques	9
2.1.1 Tendances observées dans la population rurale et urbaine	9
2.1.2 Tendances observées dans les régions rurales et les petites villes	19
2.1.3 Tendances observées dans la population rurale agricole et dans la population rurale non agricole	21
2.2 Mobilité entre les régions rurales et urbaines	24
2.3 Taux de dépendance de la population	27
2.4 Caractéristiques démographiques des villes mono-industrielles	32
3. Caractéristiques du marché du travail	35
3.1 Tendances de l'emploi observées chez les hommes et les femmes dans les régions rurales et urbaines	35
3.2 Tendances du taux d'activité selon le sexe et la région de résidence	40
3.3 Tendances des taux de chômage selon le sexe et la région de résidence	44
3.4 Tendances de l'emploi selon la branche d'activité chez les hommes et les femmes, dans les régions rurales et urbaines	47
3.4.1 Quotients de localisation	50
3.4.2 Analyse des mouvements	52
3.5 Tendances observées dans la population active selon la profession dans les régions rurales et urbaines	57
3.5.1 1971-1981	57
3.5.2 1981-1986	59

Table des matières

Page

4. Eléments du bien-être économique 62
   4.1 Tendances du revenu des particuliers et des familles dans les régions rurales et urbaines 63
   4.1.1 Effet des mesures gouvernementales sur le revenu des familles 67
   4.2 Inégalité du revenu - Différences entre les régions rurales et urbaines 70
   4.2.1 Fréquence des unités à faible revenu 70
   4.2.2 Quintiles et coefficients de Gini 71
   4.3 Autres indicateurs du bien-être 74
   4.3.1 Dépenses des ménages 74
   4.3.2 Niveaux de scolarité 75
   4.3.3 Bénévolat 77
   4.3.4 Capacités de lecture et d'écriture 78
   4.3.5 Taux de criminalité 80
   4.3.6 Lieu de résidence préféré 81

5. Conclusion 83

6. Références 85

7. Sources des données 87

8. Annexe

Les tendances et les caractéristiques relatives aux régions rurales et aux petites villes au Canada

RESUME

Nous avons résumé les caractéristiques des régions rurales et des petites villes du Canada en fonction de diverses variables démographiques et socio-économiques. L'étude a été réalisée à l'échelle nationale et, la plupart du temps, utilise le concept "rural" défini par Statistique Canada selon la taille et les seuils de densité de la population. Par conséquent, elle ne traite pas de la diversité des régions rurales et des petites villes qui s'explique par le fait qu'elles sont plus ou moins éloignées de grands centres urbains et que leurs ressources primaires sont différentes. Cet aperçu constitue le point de départ nécessaire à la réalisation d'études plus détaillées qui serviront à éclairer le débat sur les futures politiques à établir en matière de développement des régions rurales.

L'examen des tendances démographiques a révélé que bien que l'urbanisation de la population canadienne n'ait presque pas diminué depuis 1851, la population rurale a quant à elle montré une croissance constante en termes absolus. Après avoir brièvement cessé d'augmenter, de 1971 à 1976, les taux de croissance de la population urbaine ont de nouveau dépassé ceux de la population rurale pendant les deux périodes intercensitaires suivantes. Depuis 1971, la migration interne entre les régions rurales et urbaines a eu un effet net positif sur les niveaux de population rurale tandis que la population rurale agricole n'a pas cessé de diminuer. La croissance de la population rurale non agricole est concentrée dans les régions situées à proximité de grands centres urbains. La population des petites villes (c'est-à-dire les centres urbains de moins de 10,000 habitants) est demeurée aux mêmes niveaux qu'en 1951.

Une analyse des caractéristiques du marché du travail dans les régions rurales et les petites villes a montré que même si le secteur des services a connu une croissance relative et absolue depuis 1976, l'emploi dans les industries primaires reste concentré dans les régions rurales. La baisse absolue de l'emploi dans les industries agricoles et la baisse relative de l'emploi dans les autres industries primaires ont entraîné une diminution de la part de la croissance de l'emploi attribuée aux régions rurales. L'écart entre les taux de chômage enregistrés dans les régions rurales et ceux enregistrés dans les régions urbaines depuis 1983 témoigne de la croissance plus lente de l'emploi dans les régions rurales et les petites villes du Canada. En 1989, le taux de chômage dans ces dernières a été de 1.7 point de pourcentage plus élevé que le taux qu'ont enregistré les grands centres urbains.

L'aperçu des indicateurs du bien-être a révélé que c'est dans les régions rurales et les petites villes (population de moins de 30,000 habitants) que les revenus moyens sont les plus bas. Par contre, nous avons observé dans les régions rurales la proportion de familles à faible revenu la plus basse et la moins grande inégalité dans la répartition du revenu. Les familles des régions rurales sont celles qui ont bénéficié le plus des politiques gouvernementales en matière d'impôts et de transferts. Sur le plan de la scolarité et des capacités de lecture et d'écriture, les niveaux les plus bas ont été enregistrés dans les régions rurales et les petites villes où on trouve également les taux de criminalité les plus bas.

1. INTRODUCTION

Les régions rurales et les petites villes du Canada sont en train de changer. La restructuration mondiale des marchés des produits et des marchés financiers, l'évolution technologique rapide et les politiques établies en réponse à cette nouvelle conjoncture continueront d'influer sur le développement des régions rurales et des petites villes. Une grande partie des ressources naturelles du Canada de même qu'une proportion considérable de la population sont concentrées dans les régions rurales. Tous les Canadiens devraient donc être particulièrement attentifs au développement de ces régions. Des chercheurs se sont déjà penchés sur des questions précises, mais il n'existe pas d'aperçu statistique récent sur les régions rurales du Canada. Ce rapport a justement pour but de combler cette lacune en présentant un sommaire des statistiques démographiques, économiques et sociales relatives aux régions rurales et aux petites villes du Canada. Ce faisant, il alimentera sans aucun doute le débat sur les possibilités de développement futur de cette partie subsistante du paysage canadien.

L'expression "régions rurales et petites villes du Canada" désigne un vaste territoire dont la population est variée tant par ses problèmes que par ses possibilités. Les régions rurales situées très près des grands centres urbains sont moins touchées que les régions éloignées de l'arrière-pays par les contraintes de distance. Les différences géographiques sur les plans du climat et des ressources accentuent la disparité des régions rurales du Canada. La mise en valeur de ressources naturelles différentes créent des conditions économiques et sociales différentes. Comparons, par exemple, la réalité socio-économique d'une région de villégiature avec celle, très différente, d'une région minière du nord de la Colombie-Britannique. Il est possible que cette disparité des régions rurales rende la distinction entre les concepts urbain et rural plus trompeuse qu'instructive.

La nature agrégée des données présentées ici masque la diversité des régions rurales (et urbaines) du Canada. On ne corrige ce défaut que partiellement quand nous analysons, chaque fois que possible, des sous-groupes de populations rurales et urbaines. Comme nous nous intéressons principalement au développement rural, nous avons décrit la situation des régions rurales et des petites villes dans une perspective historique en analysant les tendances de diverses variables démographiques et économiques. Nous présentons également des données sur les régions urbaines du Canada afin de situer ces tendances en contexte.

Le document est divisé en trois sections. La première porte sur les caractéristiques démographiques des régions rurales et des petites villes du Canada. Les tendances des niveaux et des caractéristiques démographiques influent sur les changements de la structure économique et sociale et vice versa. On traite dans cette section des écarts entre les régions rurales et urbaines sur le plan des tendances démographiques et des structures par âge ainsi que de la migration entre les régions rurales et urbaines. La deuxième section porte sur l'élément principal des stratégies de développement des régions rurales, le marché du travail. On fait des comparaisons entre les régions rurales et urbaines afin de déceler d'importantes différences dans les niveaux ou les tendances de variables telles que les taux d'activité, l'emploi selon la branche d'activité et les taux de chômage. Dans la troisième section, nous examinons les différences qui existent entre les régions rurales et urbaines sur le plan du bien-être économique -- différences qui sont souvent le pivot des initiatives officielles touchant les régions rurales. Nous analysons les tendances du revenu de la famille et de l'inégalité du revenu ainsi que d'autres indicateurs du bien-être comme le niveau de scolarité, les capacités de lecture et d'écriture et les taux de criminalité.

1.1 Définitions

Avant de présenter un résumé des données, il importe d'examiner brièvement les définitions dont on s'est servi pour produire ces chiffres, afin d'interpréter ces derniers judicieusement. Le fait d'établir des définitions opérationnelles pour classer des régions en fonction de leur caractère rural ou urbain engendre inévitablement une attitude arbitraire. Le caractère rural d'une région est lui-même un concept vague. Une classification dichotomique ne conviendra pas pour décrire l'ensemble des facteurs socio-économiques et géographiques différents qui caractérisent les régions rurales. Par souci d'uniformité, nous nous en sommes tenus, la plupart du temps, à la définition du concept "rural" de Statistique Canada (voir le tableau 1).

Les définitions de Statistique Canada découlent de deux considérations mutuellement incompatibles. La première est que la redéfinition de concepts nuit à la comparabilité des statistiques dans le temps et, par conséquent, réduit leur utilité pour l'analyse de tendances. La deuxième est qu'il faut adapter les définitions à une réalité socio-économique changeante afin d'assurer une certaine pertinence. Depuis les 60 dernières années, les changements apportés aux concepts "rural" et "urbain" ont de plus en plus ajouté une dimension géographique pour tenir compte du phénomène d'étalement urbain.

Aujourd'hui, les régions urbaines ne sont pas seulement définies en fonction du nombre de résidents (comme en 1931), mais aussi en fonction de critères de concentration démographique et de proximité géographique d'un noyau urbain. En outre, les catégories "région rurale" et "région urbaine" ont été décomposées (à l'échelle des régions métropolitaines de recensement (RMR) et des agglomérations de recensement (AR)) pour former les catégories "noyau urbanisé", "banlieue urbaine" et "banlieue rurale", afin de refléter les divers degrés d'intégration sociale et économique des régions voisines des grandes villes.

2. CARACTÉRISTIQUES DÉMOGRAPHIQUES

2.1 Tendances démographiques

2.1.1 Tendances observées dans la population rurale et urbaine

Comme la population rurale représente un résidu, c'est-à-dire toutes les personnes n'habitant pas dans des régions urbaines, les changements apportés à la définition du concept "urbain" modifient nécessairement les utilités de population rurale. Le tableau 1 présente un résumé des modifications apportées depuis 1961, à la définition des régions urbaines. Un bref examen de ces définitions nous permet de croire que, dans l'ensemble, les changements n'ont pas introduit de biais unidirectionnel pour ce qui est de la tendance à l'urbanisation. Par exemple, les changements de 1956 ont entraîné la reclassification de grandes villes non constituées en régions urbaines, ce qui a provoqué une augmentation de la population urbaine. Par ailleurs, les changements de 1961 ont produit l'effet contraire en établissant des critères plus stricts pour la classification urbaine.

2. CARACTERISTIQUES DEMOGRAPHIQUES

2.1 Tendances démographiques

2.1.1 Tendances observées dans la population rurale et urbaine

Comme la population rurale représente un résidu, c'est-à-dire toutes les personnes n'habitant pas dans des régions urbaines, les changements apportés à la définition du concept "urbain" modifient nécessairement les chiffres de population rurale. Le tableau 1 présente un sommaire des modifications apportées, depuis 1931, à la délimitation des régions urbaines. Un bref examen de ces définitions nous permet de croire que, dans l'ensemble, les changements n'ont pas introduit de biais unidirectionnel pour ce qui est de la tendance à l'urbanisation. Par exemple, les changements de 1951 ont entraîné la reclassification de grandes villes non constituées en régions urbaines, ce qui a provoqué une augmentation de la population urbaine. Par ailleurs, les changements de 1961 ont produit l'effet contraire en établissant des critères plus stricts pour la classification urbaine.

Tableau 1
Historique des définitions de population

Années de recensement	Définition
1931, 1941	La population résidant à l'intérieur des limites des villes et villages constitués, indépendamment de la taille, est considérée comme urbaine et le reste de la population comme population rurale.
1951	La population urbaine comprend toutes les personnes qui résident dans les villes et villages, constitués ou non constitués, de 1,000 habitants ou plus, de même que la population de toutes les parties de régions métropolitaines de recensement. Le reste de la population est classée comme population rurale agricole ou population rurale non agricole.
1956	La définition de "population urbaine" est la même qu'en 1951, sauf que la banlieue d'autres grandes régions urbaines (régions dont les villes ont une population de 30,000 à 100,000 habitants et qui ont des liens économiques, géographiques et sociaux similaires) est considérée comme urbaine.
1961, 1966, 1971	La population des régions urbaines comprend (1) celle des villes et villages constitués de 1,000 habitants ou plus, (2) celle des localités non constituées ayant une population de 1,000 habitants ou plus et une densité de population d'au moins 1,000 habitants au mille carré; et (3) celle de la banlieue urbanisée de (1) et (2) si elles ont une population d'au moins 1,000 habitants et une densité de 1,000 habitants ou plus au mille carré.
1976	La densité de population urbaine est de 1,000 habitants au mille carré dans une zone bâtie ne comportant pas d'espaces libres de plus d'un mille.
1981, 1986	Personnes résidant dans des zones bâties en continu dont la concentration démographique est de 1,000 habitants ou plus et la densité de population est de 400 habitants par kilomètre carré, d'après les chiffres de population du recensement précédent.

TENDANCES NATIONALES

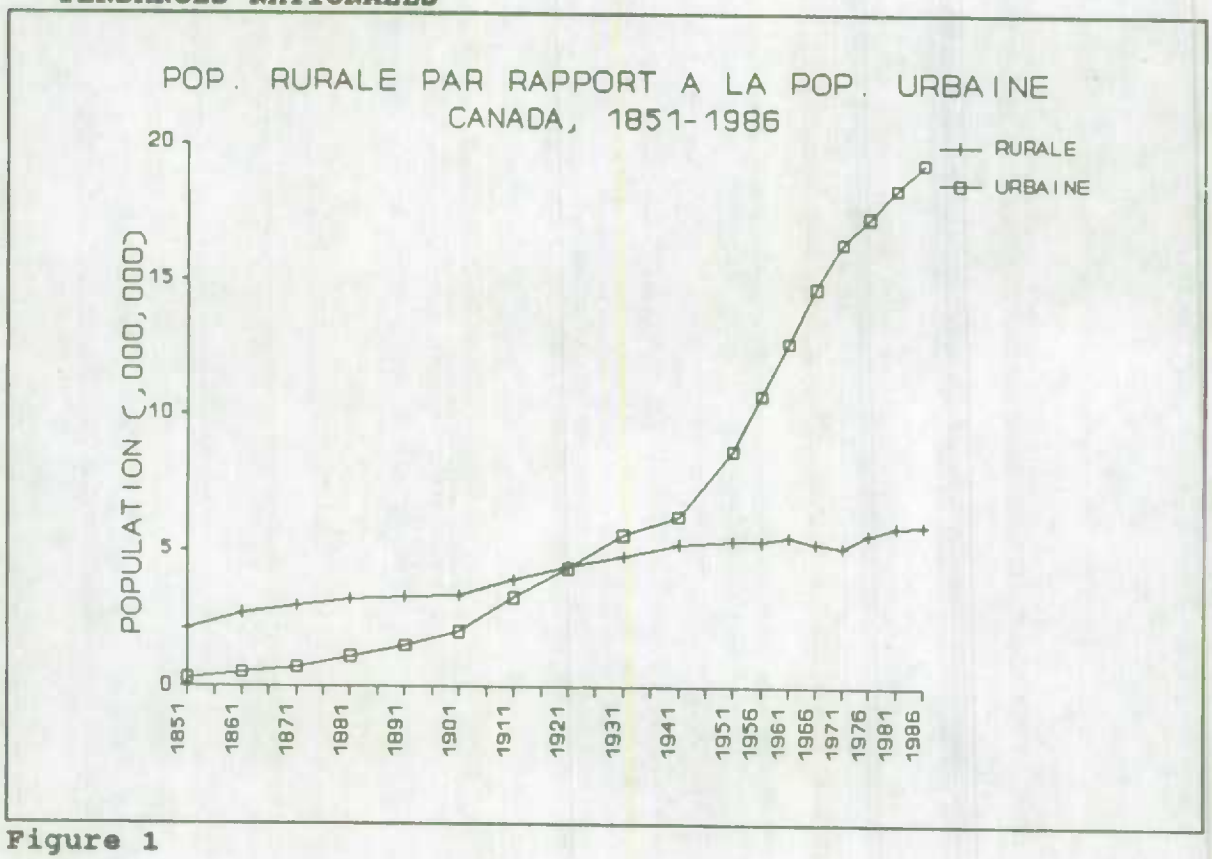

Figure 1

Comme le montre la figure 1, il y a eu, depuis les 135 dernières années, une tendance évidente à l'urbanisation. La population urbaine, qui représentait 13% de la population en 1851, est passée à 76% en 1986. La dernière majorité rurale enregistrée date du recensement de 1911. Cette tendance à l'urbanisation, caractérisée par des taux de croissance de la population urbaine supérieurs à ceux de la population rurale, s'est poursuivie de 1861 jusqu'au début des années 70. Toutefois, les données du recensement pour 1971-1976 révèlent un retournement de cette tendance puisque les taux de croissance de la population rurale ont dépassé ceux de la population urbaine (figure 3).

L'interruption de la tendance à l'urbanisation, qu'on a aussi observée aux Etats-Unis et dans d'autres pays développés, a donné lieu à certaines théories concernant une "renaissance" des régions rurales et a incité les chercheurs à s'interroger sur les raisons et même sur l'existence de ce revirement de situation.

Les résultats de ces recherches, pour ce qui concerne le Canada, sont résumés ci-après :

i) Il y a eu une migration nette significative vers les régions rurales du Canada pendant les années 70 (voir Field, 1988). L'effet de cette migration sur l'urbanisation a été largement neutralisé par l'afflux disproportionné d'immigrants dans les régions urbaines. (Les changements dans le rapport population rurale-population urbaine dépendent des différences de taux de naissances et de décès, de la migration entre les régions rurales et urbaines à l'intérieur de la région considérée (ou du pays considéré) et des décisions des immigrants quant à leur lieu de résidence.)

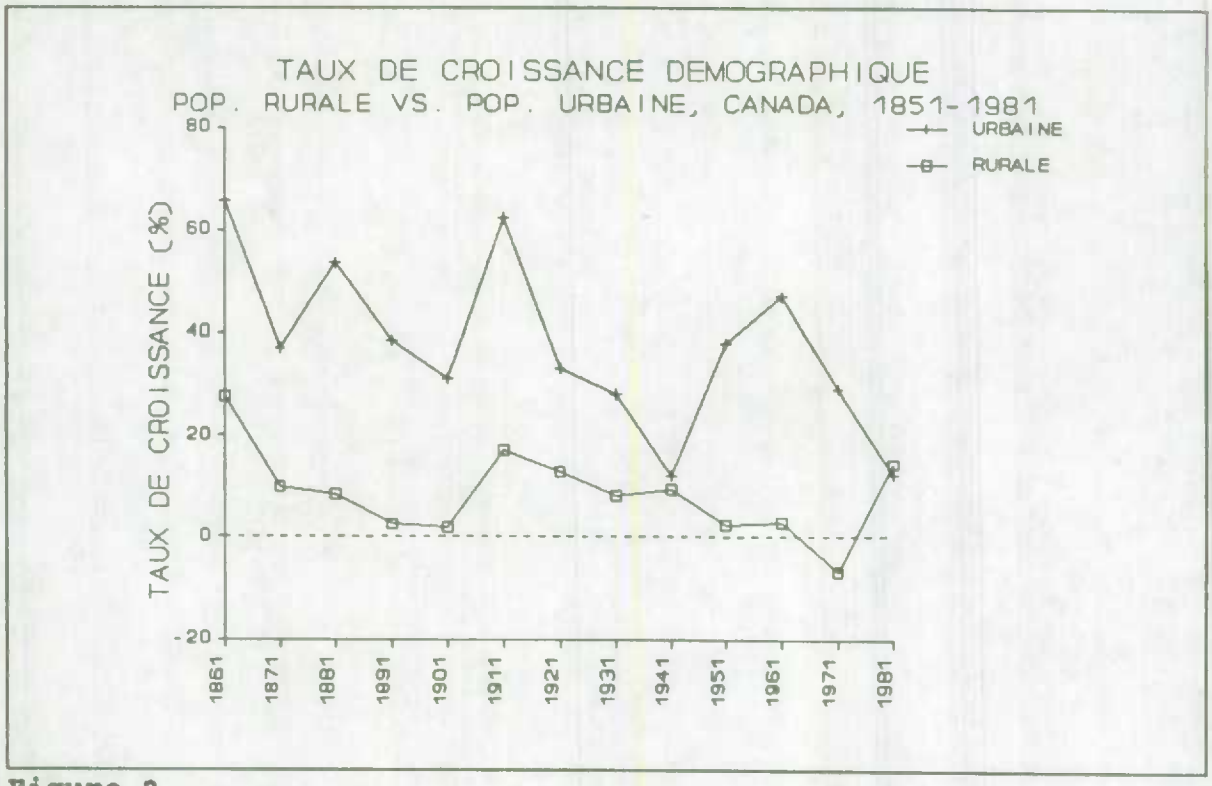

Figure 2

ii) On observe dans les taux de croissance de la population rurale non agricole une tendance cyclique attribuable en grande partie à la reclassification de régions rurales en régions urbaines. La croissance rapide de la population des régions rurales situées près des régions urbaines entraîne la reclassification de ces régions en raison a) de l'extension des limites urbaines, b) du fait que la population des banlieues atteint les seuils de densité urbaine et c) du fait que la population rurale atteint des niveaux de population urbaine.

La reclassification fait partie du processus naturel d'expansion urbaine et ses effets sont pris en considération dans les données de Statistique Canada. Cependant, il ne faudrait pas nécessairement conclure qu'un taux de croissance de la population rurale plus élevé qu'un taux de croissance de la population urbaine, observé pendant un seule période intercensitaire, veut dire qu'il y a un mouvement significatif de retour à la terre étant donné les effets de cette reclassification (Keddie et Joseph, 1990a).

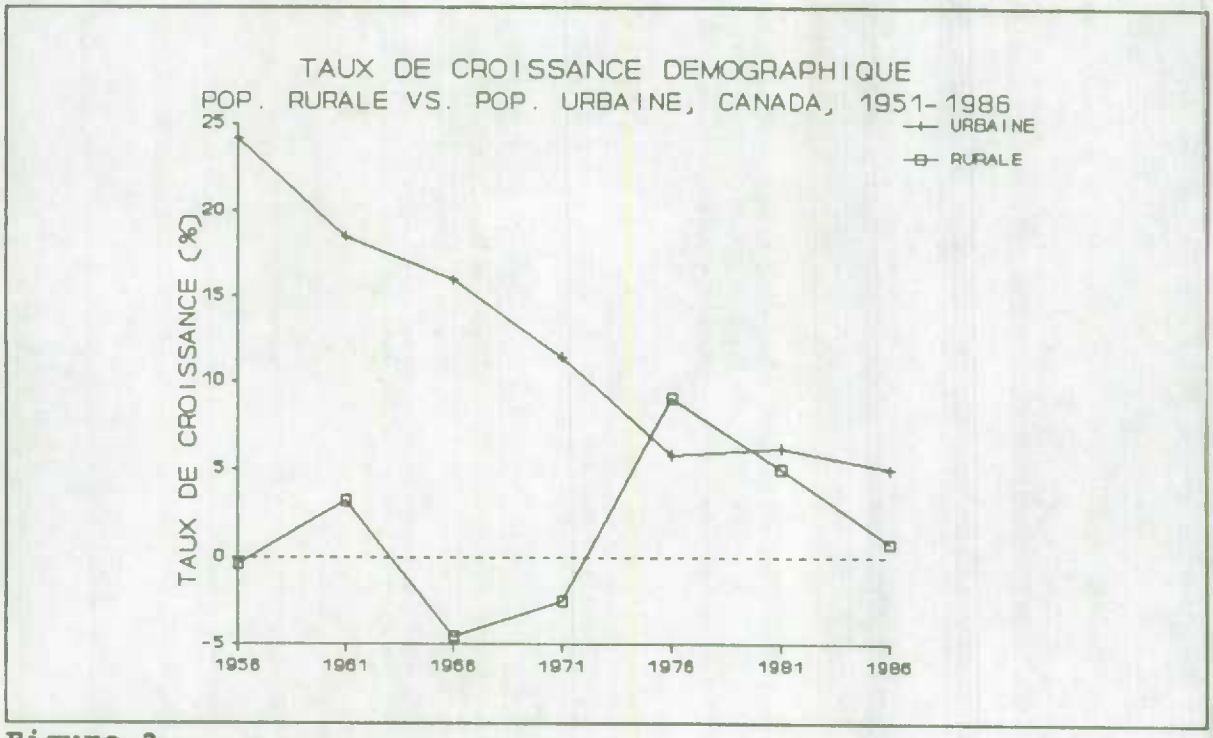

Figure 3

iii) Une part considérable de la croissance de la population rurale s'est produite dans des régions situées près de grands centres urbains, ce qui donne à penser qu'une partie de cette croissance pourrait être attribuée à l'expansion urbaine (Joseph, Keddie et Smit, 1988).

(iv) Le rythme auquel la population rurale du Canada s'accroît dépend de la façon dont on mesure cette croissance. Si l'on applique les concepts "rural" et urbain" du dernier recensement aux données de recensements précédents, on obtient une estimation de la croissance démographique à l'intérieur de limites géographiques précises.

Etant donné que par suite de la reclassification, de plus en plus de régions rurales deviennent des régions urbaines, cette méthode produira une estimation de la population "rurale" plus petite pour des années de recensements précédents et donc des taux de croissance de la population "rurale" plus élevés par rapport à des mesures qui ne tiennent pas compte des définitions antérieures. Comme les figures 4 et 5 le montrent, l'application des limites de 1986 aux données de 1981 se traduit par une reclassification de 160,000 résidents ruraux en résidents urbains. Par conséquent, le taux de croissance corrigé pour la population rurale est de 3 points de pourcentage plus élevé que le taux non corrigé. Si la reclassification est considérée comme faisant partie du processus naturel d'expansion des centres urbains, cette méthode, selon laquelle les régions rurales correspondent à des entités géographiques qui ne changent pas, exagérera la croissance de la population rurale (Keddie et Joseph, 1990a)[1].

---

[1] A moins d'indication contraire, les données présentées ici ne seront pas corrigées pour tenir compte des changements de limites. En outre, afin de dégager des tendances et d'accentuer les différences entre les régions rurales et urbaines, l'axe vertical dans certains graphiques n'inclut pas la valeur "0".

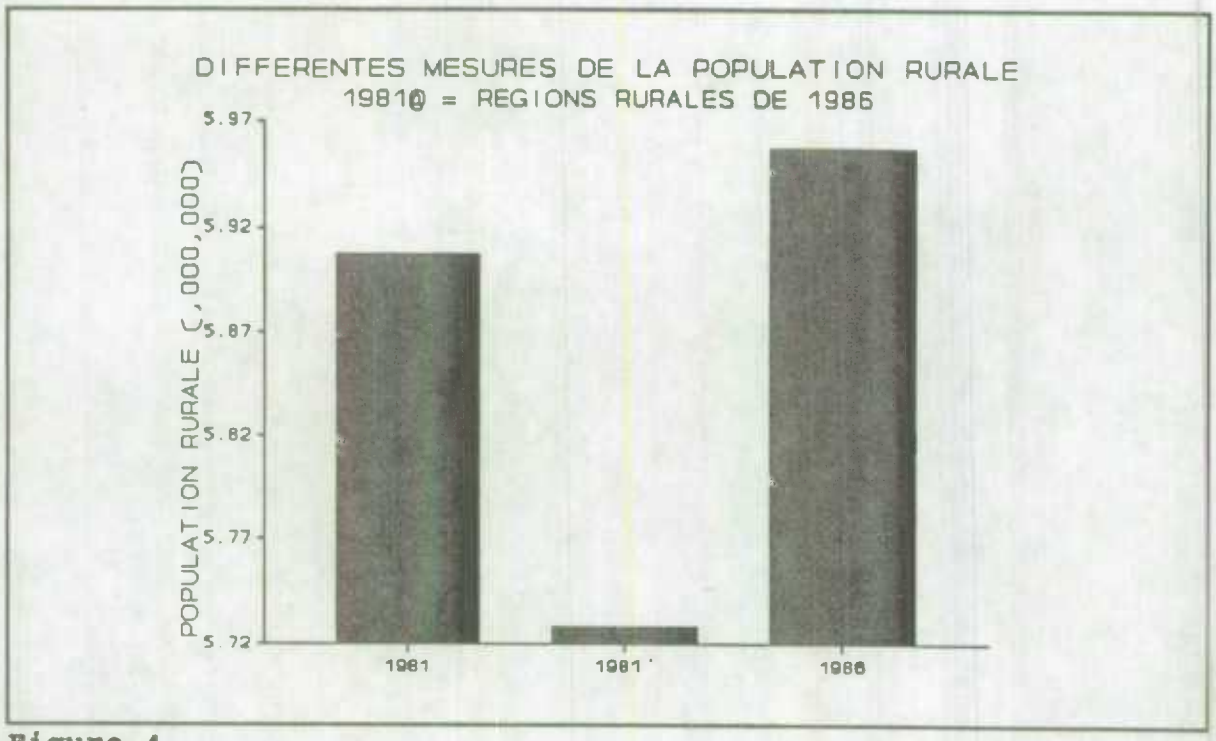

Figure 4

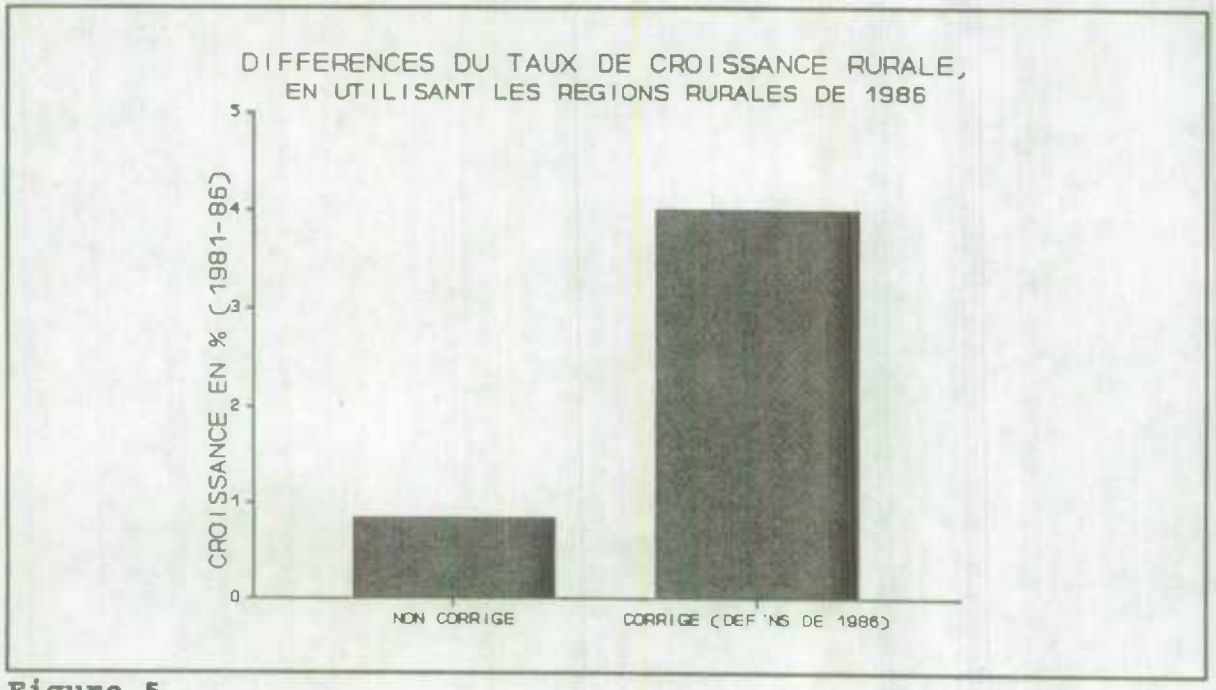

Figure 5

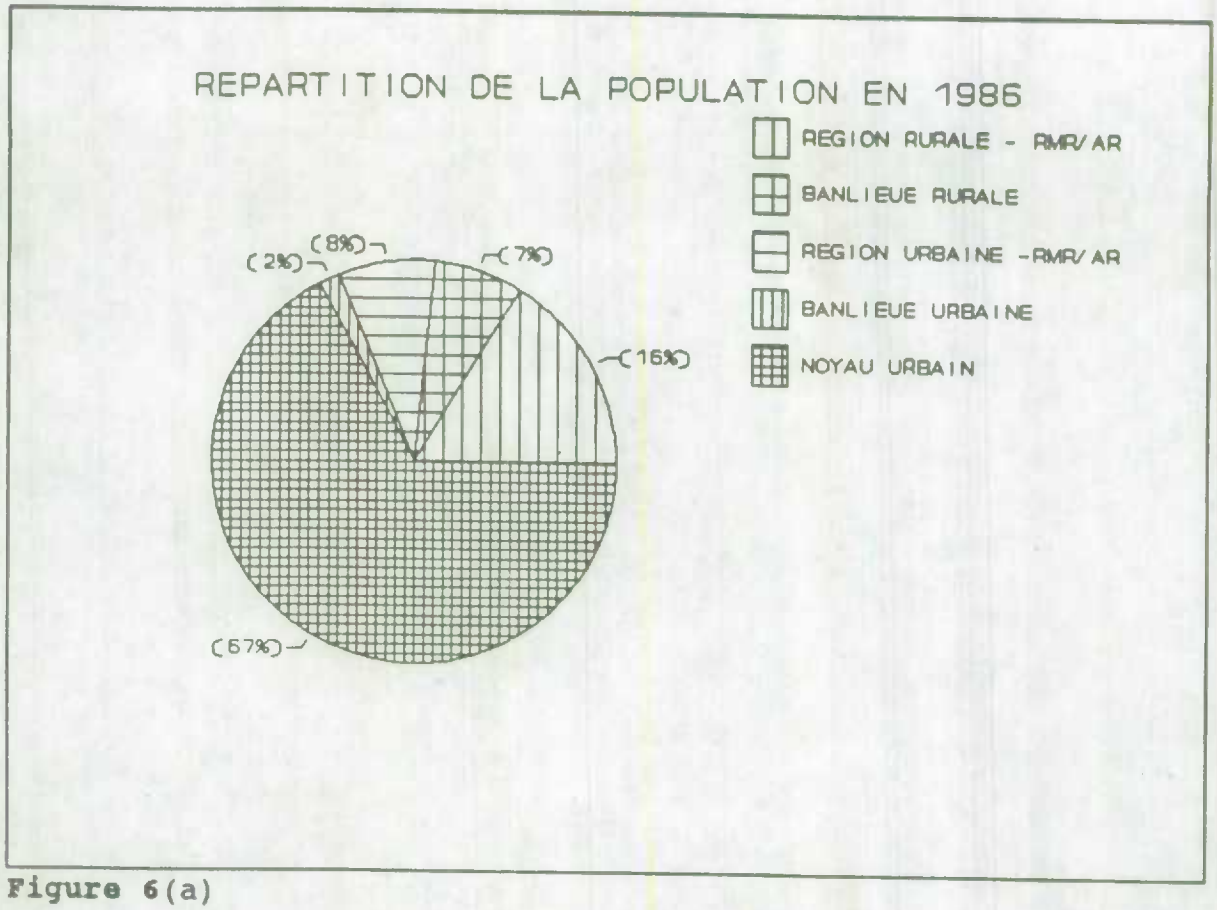

Figure 6(a)

DEFINITIONS

population urbaine = personnes résidant dans des zones bâties en continu dont la concentration démographique est de 1,000 habitants ou plus et dont la densité de population est de 400 habitants par kilomètre carré (d'après les chiffres du recensement précédent).

population rurale = population non urbaine

AR = principal marché du travail d'un noyau urbanisé comptant au moins 10,000 habitants (d'après les chiffres du recensement précédent). Elles renferment des subdivisions de recensement (SR) qui répondent à au moins un des critères suivants :

(1) la SR se trouve en totalité à l'intérieur du noyau urbanisé

(2) au moins 50% de la population active occupée demeurant dans la SR travaille dans le noyau urbanisé

(3) au moins 25% de la population active occupée travaillant dans la SR demeure dans le noyau urbanisé.

RMR = région classifiée antérieurement comme AR ayant atteint un niveau de population du noyau urbanisé d'au moins 100,000 habitants (d'après les chiffres du recensement précédent).

Noyau urbanisé = grande région urbaine autour de laquelle une RMR ou une AR est délimitée.

Banlieue urbaine = partie urbaine d'une RMR ou d'une AR située en dehors du noyau urbanisé.

Banlieue rurale = tout territoire d'une RMR ou d'une AR situé en dehors des régions urbaines.

Région rurale (urbaine)-RMR/AR = régions rurales (urbaines) situées à l'extérieur de RMR et de AR.

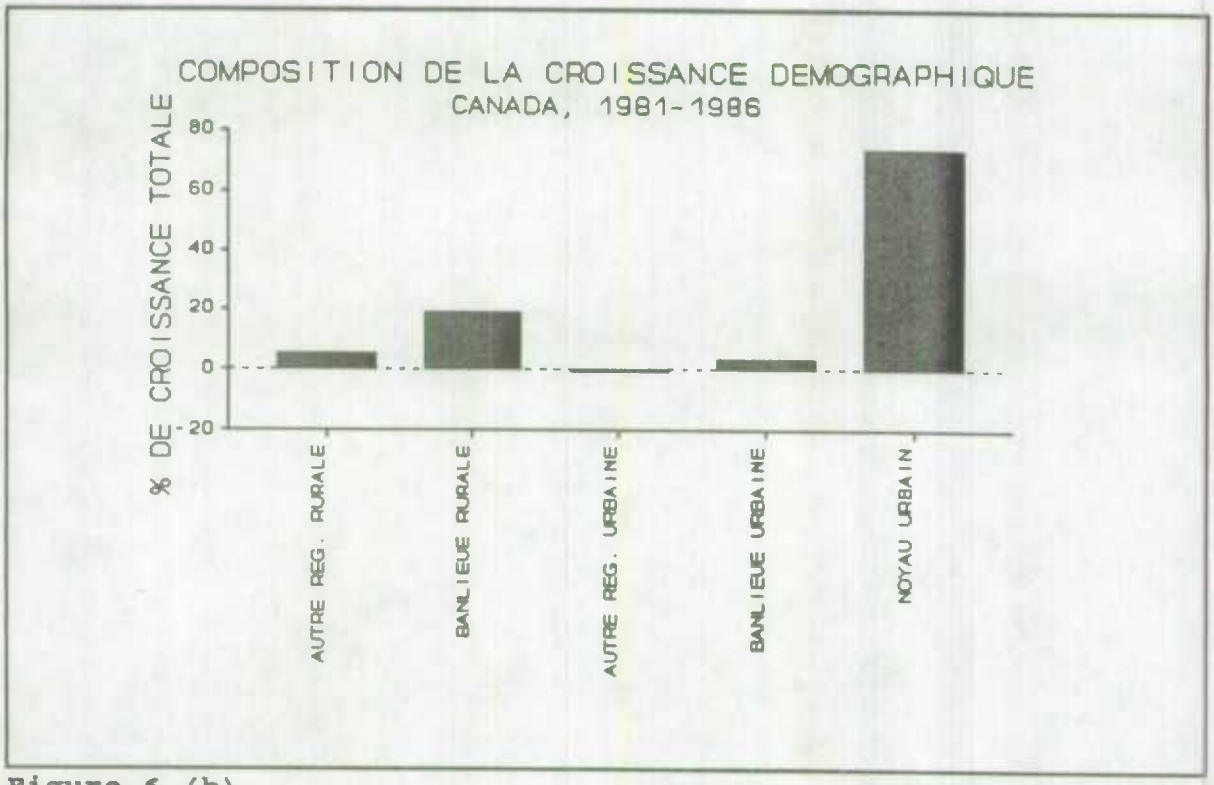

Figure 6 (b)

Depuis 1976, les taux de croissance de la population urbaine dépassent les taux de croissance de la population rurale. L'écart marginal manifeste entre les taux de croissance des populations urbaine et rurale de 1976 à 1981 (1%) s'est élargi pendant la période intercensitaire suivante (4%). Ainsi, il semble que le retournement de la tendance à l'urbanisation ait été un phénomène éphémère. Depuis 1971 néanmoins, il y a eu peu d'écart entre les taux de croissance de la population rurale et urbaine, ce qui laisse entendre que bien que la tendance à l'urbanisation n'ait pas connu de véritable retournement, elle est clairement moins prononcée.

En termes absolus, la population rurale a augmenté depuis l'établissement des premières statistiques sur les populations rurales et urbaines en 1871. (Il y a eu une brève diminution pendant les années 60 ainsi qu'une baisse marginale entre 1951 et 1956, baisses qui peuvent être attribuables à des changements apportées aux définitions.) En 1986, un peu moins de 6 millions de Canadiens étaient classés comme résidents ruraux. Toutefois, près des trois quarts de la croissance démographique totale entre 1981 et 1986 s'est produite dans les noyaux urbanisés. Pendant la même période, la croissance de la population rurale s'est produite principalement dans les banlieues rurales des grands centres urbains (voir les figures 6(a) et (b)).

TENDANCES PROVINCIALES

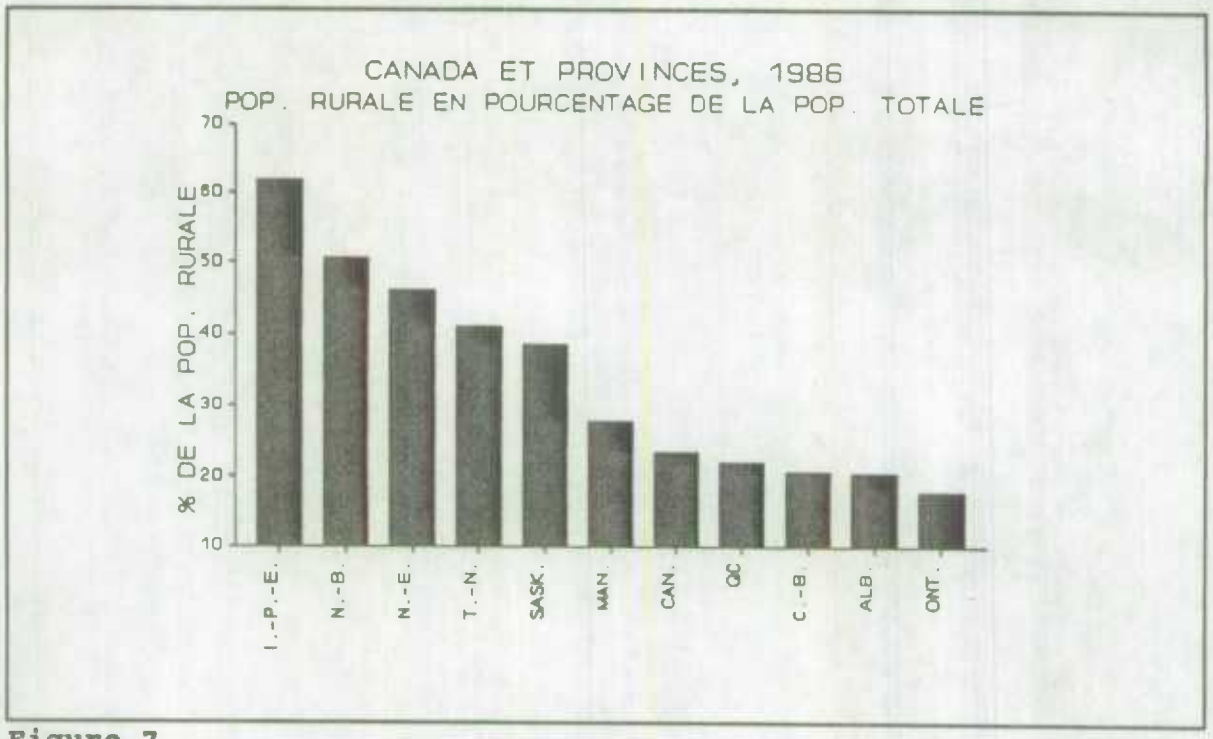

Figure 7

En 1986, seulement deux provinces, l'Ile-du-Prince-Edouard et le Nouveau-Brunswick (figure 7) avaient une population majoritairement rurale[2]. Bien qu'elle soit la province ayant la plus forte concentration démographique, l'Ile-du-Prince-Edouard a conservé son caractère rural depuis la Confédération. Dans cette province, la tendance à l'urbanisation s'est arrêtée en 1976, mais en 1986, les taux de croissance de la population urbaine ont de nouveau dépassé ceux de la population rurale. La population du Nouveau-Brunswick est devenue majoritairement urbaine en 1966, mais a retrouvé son caractère rural en 1986. Le Nouveau-Brunswick et la Nouvelle-Ecosse sont les deux seules provinces qui ont enregistré des taux de croissance plus élevés pour la population rurale que pour la population urbaine entre 1981 et 1986 (figure 8). Pendant la même période, la Colombie-Britannique, Terre-Neuve, l'Alberta, la Saskatchewan et le Québec ont connu une baisse absolue de leur population rurale. Au Québec, cette légère baisse a fait suite à une période (1971-1981) de forte croissance de la population rurale, tant en termes absolus que comparativement à la croissance de la population urbaine.

---

[2] Les données provinciales figurent en annexe.

Cette croissance s'est manifestée dans la banlieue rurale et dans les régions plus éloignées (Keddie et Joseph, 1990b).

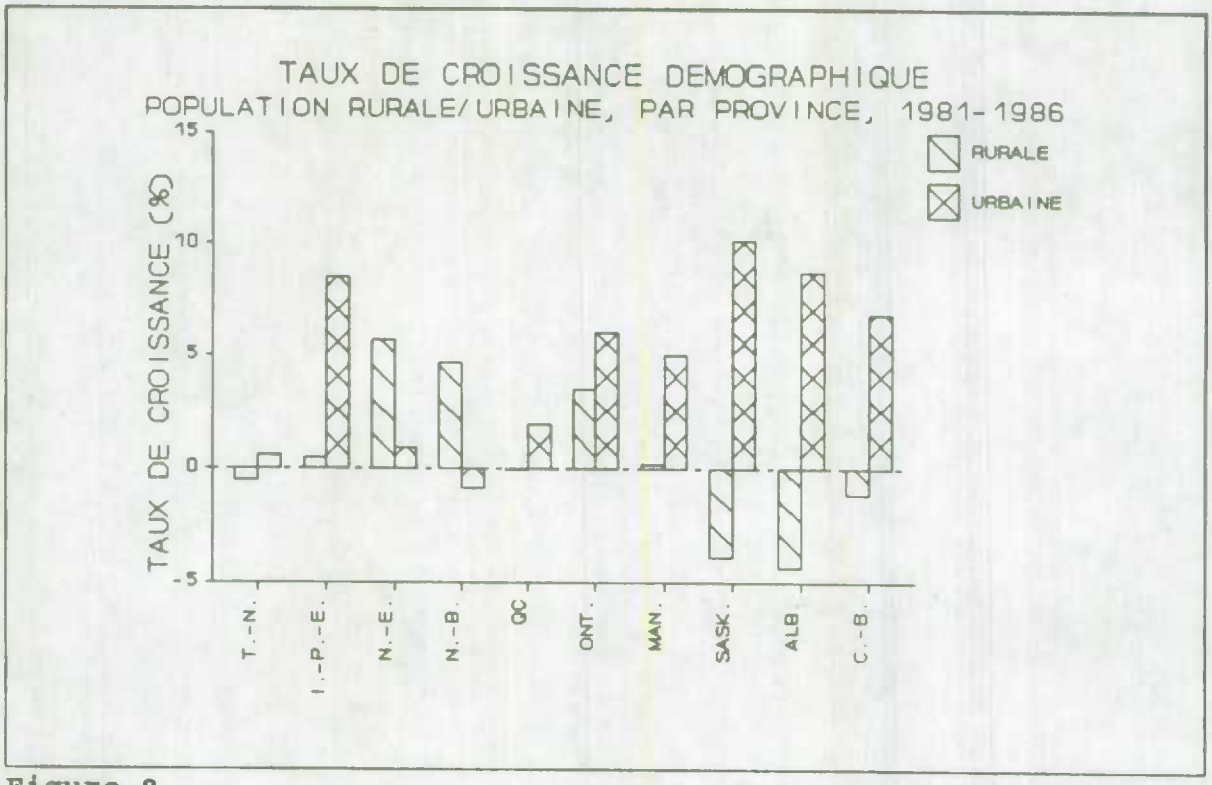

Figure 8

La Saskatchewan, qui pour plusieurs est la province qui représente le mieux le concept de "vie rurale", a une population rurale minoritaire depuis le recensement de 1971. La tendance à l'urbanisation dans cette province se poursuit depuis 1956. De plus, la Saskatchewan a connu une baisse absolue de sa population rurale à chaque période censitaire depuis 1941.

2.1.2 Tendances observées dans les régions rurales et les petites villes

TENDANCES NATIONALES

La population des petites villes et des régions rurales du Canada comprend les résidents ruraux et les résidents des régions urbaines de moins de 10,000 habitants. Comme la population rurale du Canada, la population des petites villes et des régions rurales a connu une diminution par rapport à celle des grands centres urbains (10,000 habitants et plus). En 1951, la majorité des Canadiens habitaient dans des régions rurales et des petites villes (figure 9).

Depuis ce temps, la population des grands centres urbains s'est accrue de 170% tandis que celle des petites villes et des régions rurales a connu une croissance inférieure à 7% .

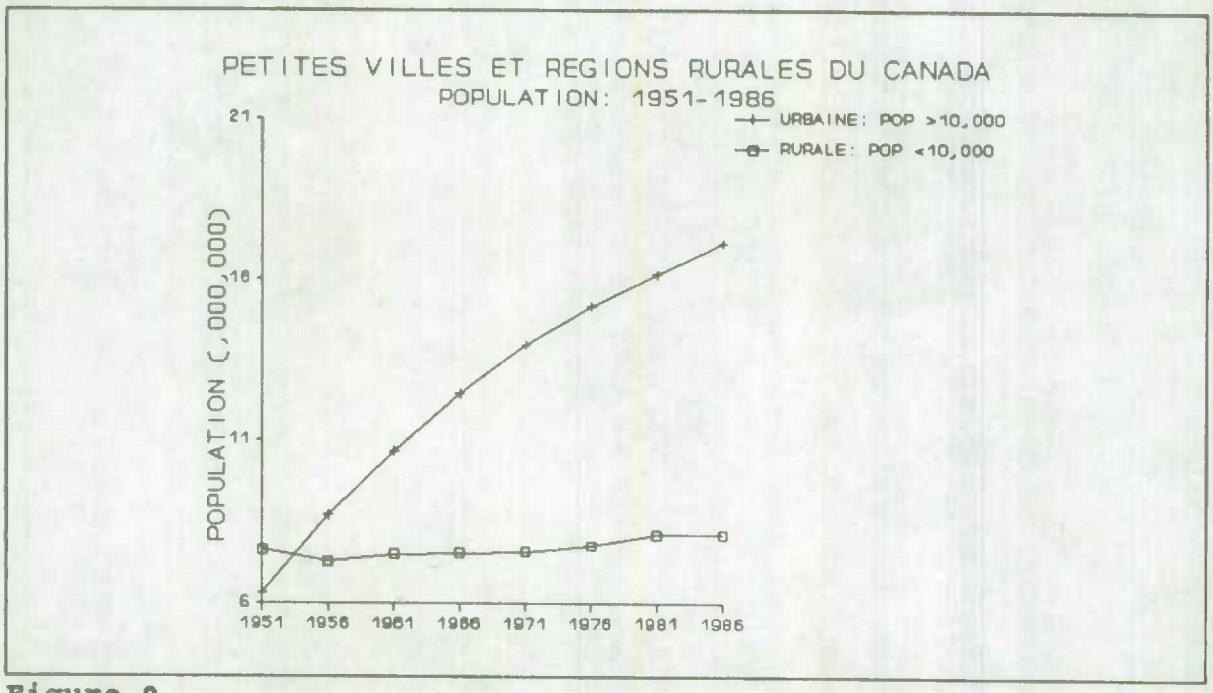

Figure 9

Il semble que cette croissance de la population des grands centres urbains soit principalement attribuable à la croissance des centres de 100,000 habitants et plus (figure 10). Toutefois, une partie de cet écart entre les taux de croissance découle du fait que certains centres urbains ont atteint des seuils de population de 100,000 habitants (par exemple London, Kitchener, Thunder Bay, Regina et Saskatoon). Depuis 1951, la population des petites villes est demeurée essentiellement constante. La croissance démographique des régions rurales et des petites villes n'a pas été aussi rapide que celle des grands centres urbains pendant les deux dernières périodes intercensitaires (figure 11). De 1981 à 1986, il y a eu une diminution marginale de la population des petites villes et des régions rurales que l'on peut attribuer en partie à la diminution de la population des petites villes. En 1986, 32% des Canadiens habitaient dans des petites villes et des régions rurales.

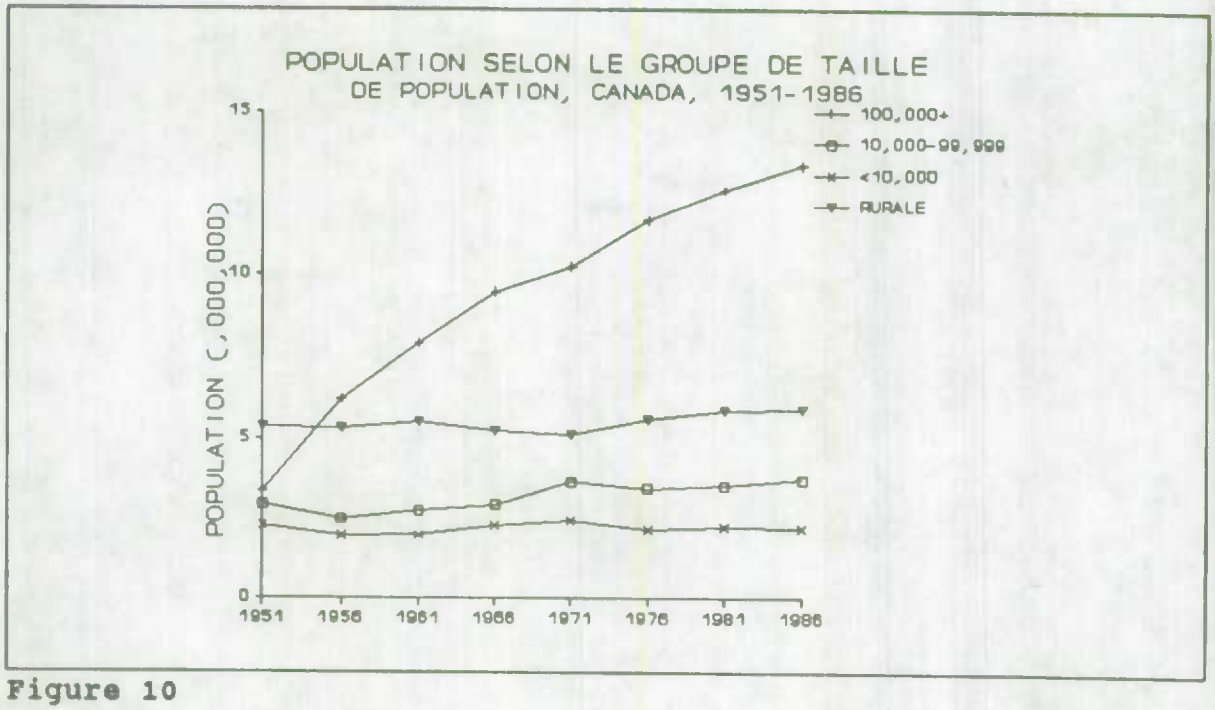

Figure 10

TENDANCES PROVINCIALES

Il y a moins de 40 ans, seulement deux provinces, la Colombie-Britannique et l'Ontario, comptaient la majorité de leur population dans des grands centre urbains. En 1986, les populations des petites villes et des régions rurales étaient encore majoritaires dans les provinces de l'Atlantique et en Saskatchewan. Ainsi, à Terre-Neuve, en Nouvelle-Ecosse et en Saskatchewan, la population est majoritaire dans les petites villes et les régions rurales quand elle n'est pas majoritaire dans les régions rurales.

Entre 1951 et 1986, les taux de croissance de la population des grands centres urbains ont été supérieurs à ceux des régions rurales et des petites villes dans chaque province. Les taux de croissance démographique les plus élevés dans les régions rurales et les petites villes ont été enregistrés en Colombie-Britannique et en Alberta (où les taux de croissance démographique des grands centres urbains ont aussi été parmi les plus élevés), tandis que le Manitoba et le Québec ont connu une diminution absolue de la population des petites villes. Entre 1981 et 1986, six provinces ont vu la population de leurs petites villes et de leurs régions rurales diminuer, les diminutions les plus marquées ayant été enregistrées dans l'Ouest.

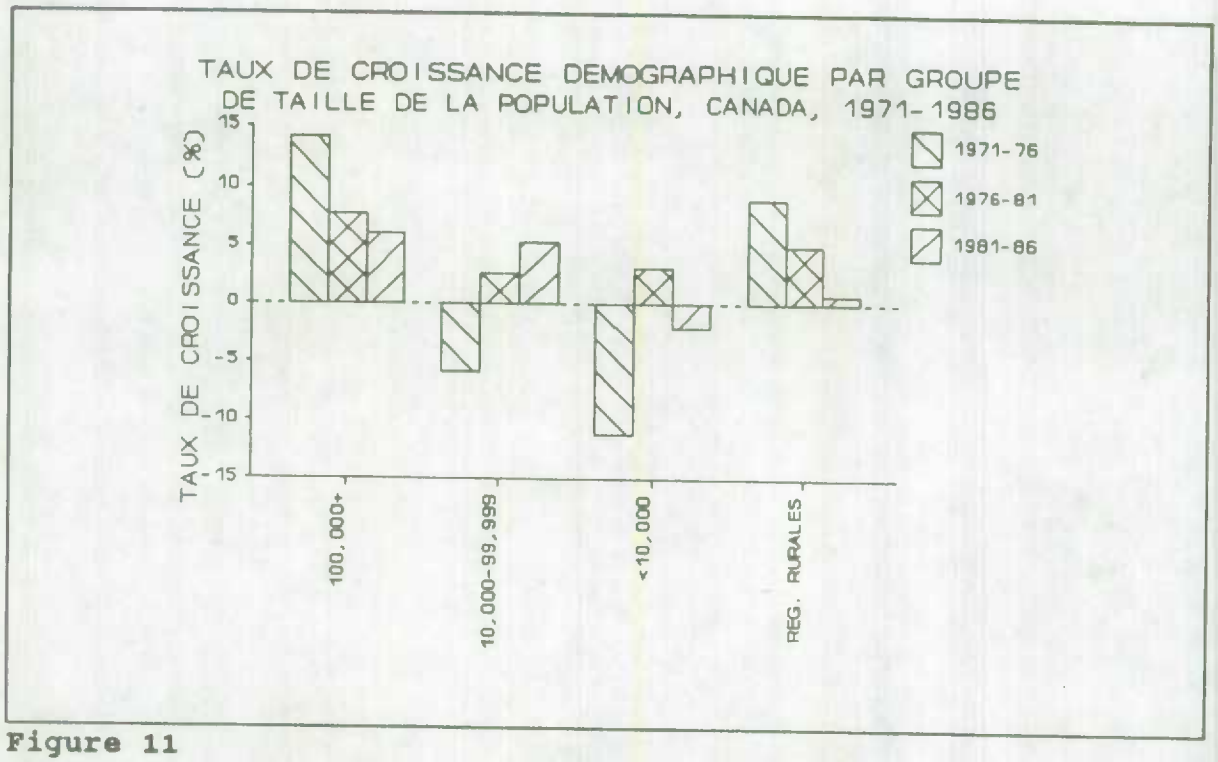

Figure 11

2.1.3 Tendances observées dans la population rurale agricole et dans la population rurale non agricole

TENDANCES NATIONALES

Depuis l'établissement des premières statistiques sur la population agricole en 1931, l'effectif de cette dernière a diminué tant en termes absolus que par rapport à la population rurale totale. Les changements apportés à la définition du concept de "ferme" en 1981[3] ont porté les critères relatifs aux ventes à $250 (fixés antérieurement à $50) et ont également restreint l'application du concept de "résident rural agricole" aux exploitants agricoles et à leur ménage (il incluait antérieurement tous les résidents d'une ferme de recensement).

---

[3] Les changements apportés aux définitions de "population agricole" en 1976 ne modifient pas les données que nous présentons ici, puisque nous avons appliqué les définitions de 1971 aux données de 1976. Les données sur la population rurale agricole et sur la population rurale non agricole excluent le Yukon et les Territoires du Nord-Ouest.

Evidemment, cette dernière modification a eu pour effet de transformer la "population agricole" en "population rurale non agricole". Malgré ces modifications récentes, la tendance à la baisse qu'on observe depuis longtemps dans la population rurale agricole est indéniable. De 1981 à 1986 par exemple, période pendant laquelle les changements de définitions n'ont pas eu d'effet sur les données, on a vu la population rurale agricole diminuer de 14%.

Depuis 1931, la population rurale agricole a diminué de 2.3 millions de personnes pour atteindre un niveau d'un peu plus de 900,000 personnes en 1986. Pendant la même période, la proportion de la population rurale classée comme "agricole" est passée de 67% à 15%. En 1956, la population rurale agricole constituait la minorité de la population rurale.

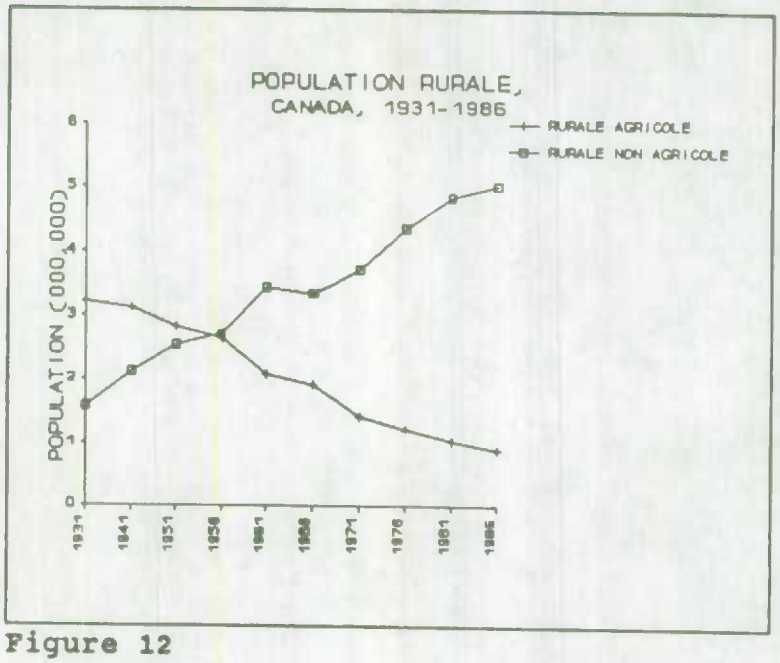

Figure 12

La population rurale non agricole montre une tendance contraire, mais tout aussi uniforme. Elle est passée de 1.6 million d'habitants en 1931 à 5 millions en 1986 et représente maintenant 85% de la population rurale.

TENDANCES PROVINCIALES

En 1986, la Saskatchewan avait la population rurale agricole la plus élevée de toutes les provinces, par rapport à sa population totale (16% comparativement à 4% à l'échelle nationale) et par rapport à sa population rurale (41% comparativement à 15% pour le Canada). La population agricole ne constituait donc une majorité rurale dans aucune province.

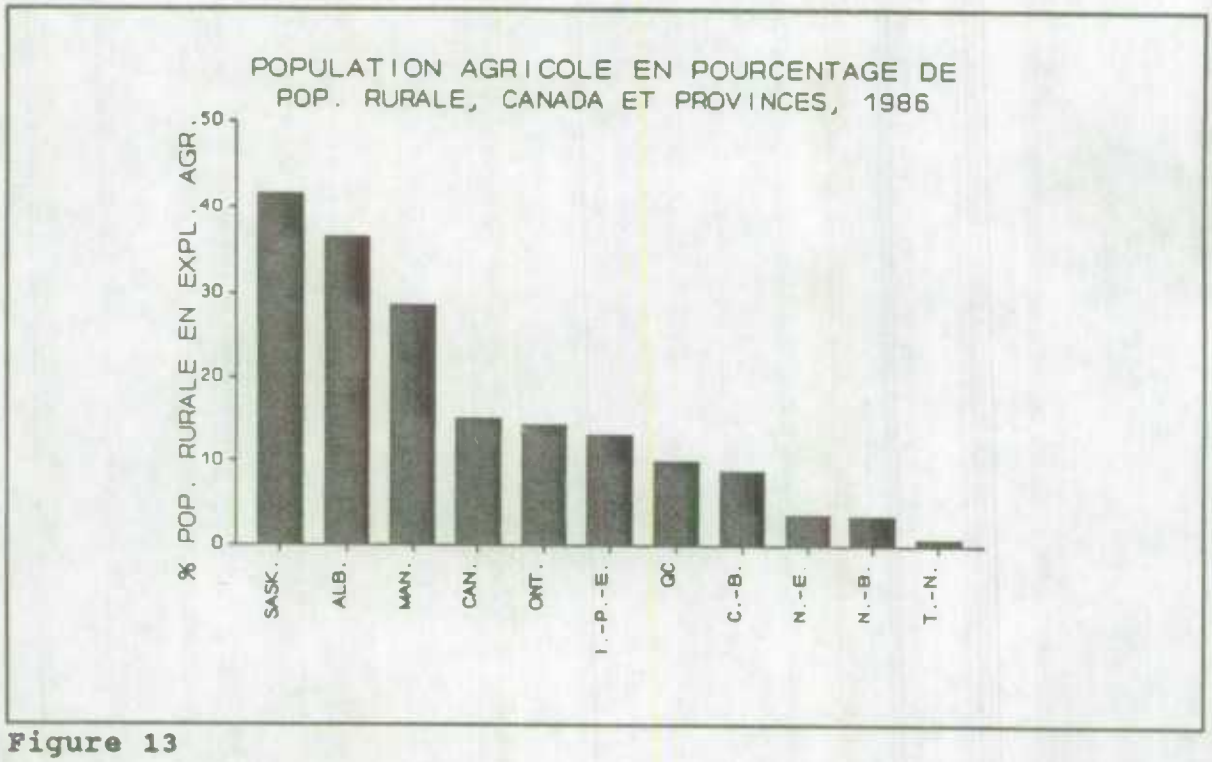

Figure 13

La situation était tout autre en 1931, tandis que la population agricole ne représentait une minorité rurale que dans une province seulement, la Colombie-Britannique. L'Ile-du-Prince-Edouard (une des deux provinces "rurales") présente l'exemple le plus frappant de changement dans la composition de la population rurale puisque la population agricole en proportion de la population rurale a chuté de 81% à 13% de 1931 à 1986.

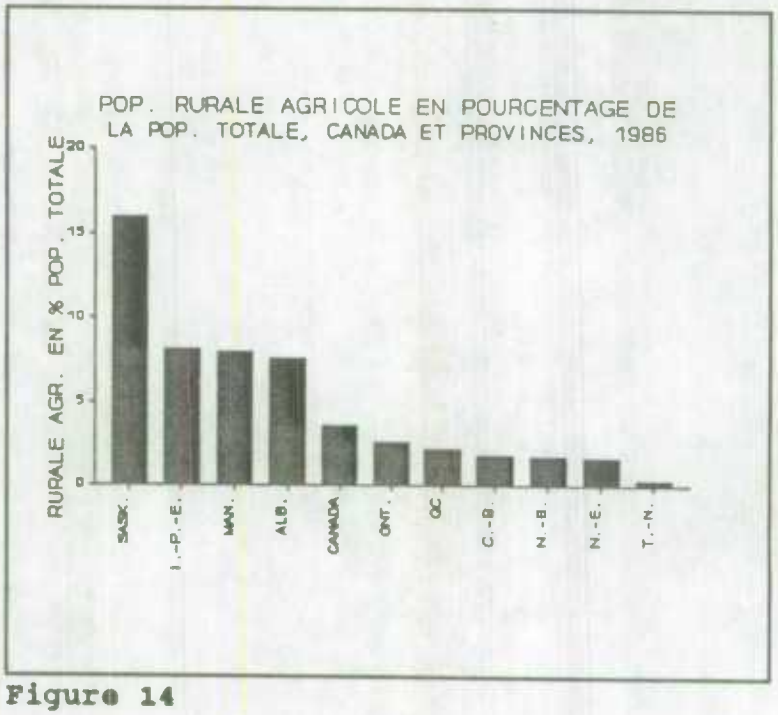

Figure 14

2.2 Mobilité entre les régions rurales et urbaines

Les tendances relatives à la migration (en particulier la migration interprovinciale) ont beaucoup varié dans le temps (Vanderkamp et Grant, 1988). Les variations des tendances de la migration découlent habituellement de trois phénomènes (i) les effets retardés des tendances précédentes de la migration (c.-à-d. la migration de retour d'un groupe précédent de migrants), (ii) les changements de lieu de résidence préféré et (iii) les réactions aux fluctuations économiques.

Le concept de migration repose sur deux décisions distinctes mais interdépendantes prises par une personne : la décision de quitter une certaine région et le choix d'une destination. Les rapports de migration interne dénotent la puissance relative de ces facteurs d'incitation dans les échanges interrégionaux de population. Par exemple, les taux d'émigration interne, qui correspondent au nombre d'émigrants internes (c.-à-d. le nombre de personnes qui résident dans une subdivision de recensement différente de celle où elles habitaient au moment du recensement précédent) par rapport à la population susceptible de migrer, donnent une mesure sommaire de la force des pressions économiques, démographiques et sociales qui incitent la population à quitter une région pour une autre. Pendant la dernière période intercensitaire, il y a eu une baisse des rapports d'émigration interne à la fois dans la population rurale et dans la population urbaine (figures 15 et 16)[4]. Plus particulièrement, les facteurs d'incitation qui ont poussé les citadins à quitter leur municipalité ont perdu considérablement de leur vigueur. La force de ces facteurs, mesurée par les rapports d'émigration interne, a été à peu près la même dans toutes les régions, des plus urbaines aux plus rurales, entre 1981 et 1986[5].

---

[4] Dans les figures 15 et 16, la période 1966-1971 est marquée d'un astérisque (*) pour indiquer que les données pour cette période ne séparent pas les composantes rurales-urbaines dans une région métropolitaine de recensement (RMR). La population rurale d'une RMR était classée comme urbaine.

[5] Les rapports d'immigration interne peuvent être plus élevés que les rapports d'émigration interne pour les régions rurales et urbaines pendant la même période (p. ex. 1966-1971). Cela s'explique principalement par le fait que les émigrants internes urbains ne sont pas tous des immigrants internes ruraux. Les émigrants internes urbains sont des personnes qui ont quitté leur subdivision de recensement urbaine -- bon nombre d'entre eux choisissent de résider dans une autre agglomération urbaine.

Il n'est pas étonnant de constater que les rapports d'immigration interne, qui traduisent la combinaison des forces qui attirent les migrants dans certaines régions, ont aussi diminué de façon significative pendant les deux périodes intercensitaires précédentes. Au cours des périodes 1976-1981 et 1981-1986, le rapport d'immigration interne dans les régions rurales a dépassé le rapport d'émigration interne, tandis qu'on a observé la tendance contraire dans les régions urbaines.

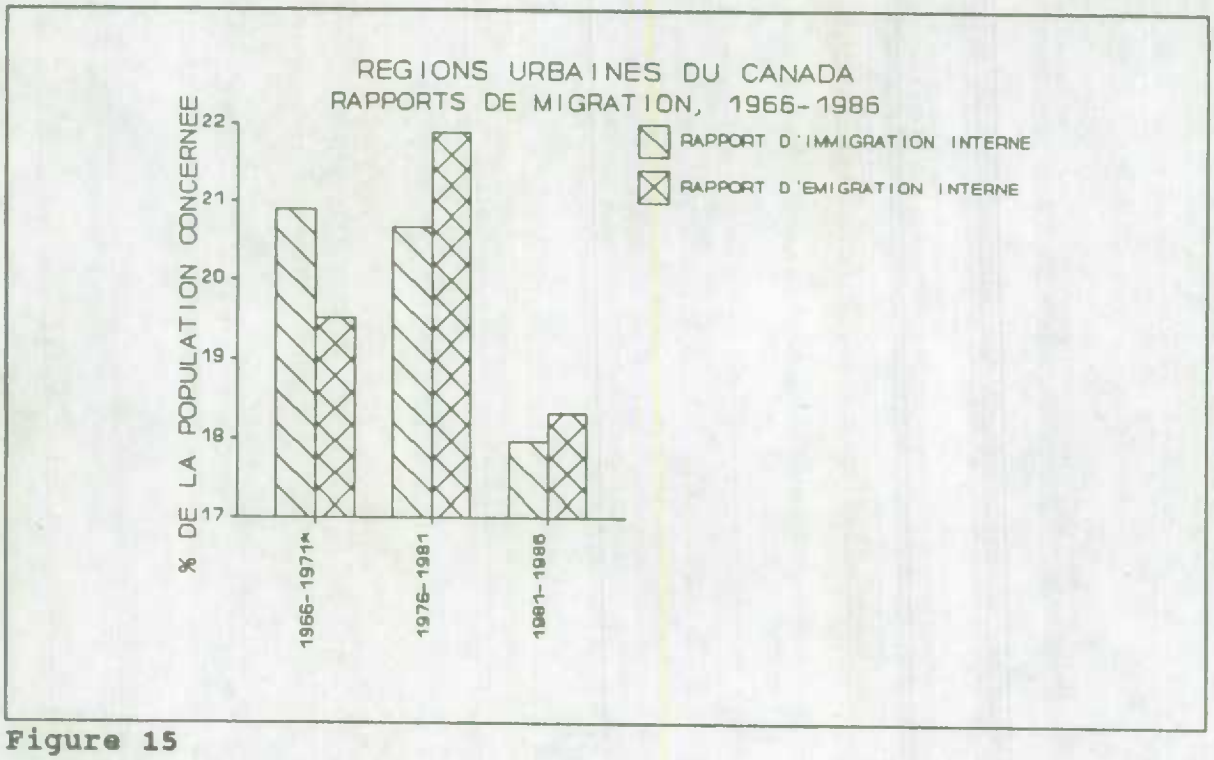

Figure 15

En se servant de données désagragées tirées du recensement, Field(1988) a observé que seules les régions rurales et les régions urbaines de taille moyenne (c'est-à-dire celles de 30,000 à 100,000 habitants) ont vu leur population augmenter en raison de la migration interne. De plus, de toutes les régions selon le groupe de taille de population, ce sont les régions rurales qui ont enregistré le plus important transfert net de population entre 1971 et 1976. Ce déplacement de la population urbaine dans les régions rurales est davantage attribuable à des taux d'émigration interne faibles qu'aux différences de capacité des régions rurales et urbaines d'attirer de nouveaux résidents. Les taux d'émigration interne étaient inversement reliés à la taille urbaine, les taux les plus élevés ayant été enregistrés dans des agglomérations non constituées de moins de 1,000 habitants.

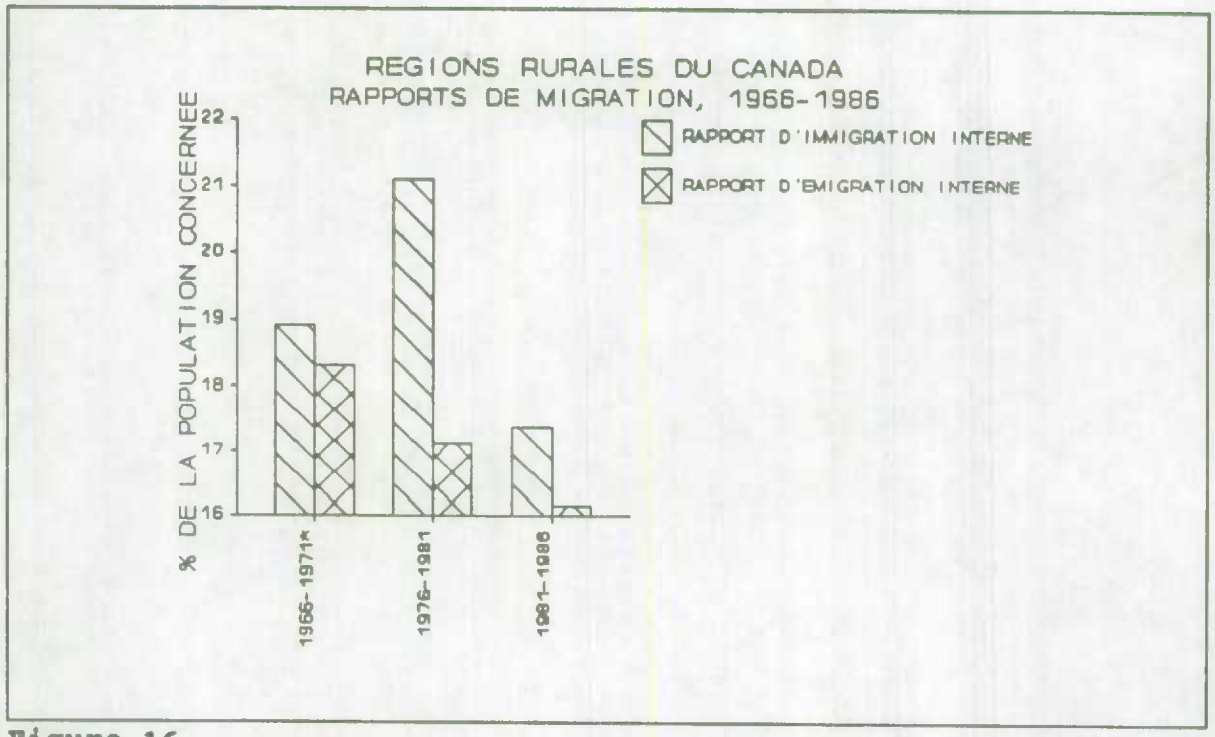

Figure 16

On a pu observer des déplacements de population vers les régions rurales dans toutes les régions (seul le Québec a connu une diminution de sa population rurale en raison de la migration) et dans tous les groupes de taille de population.

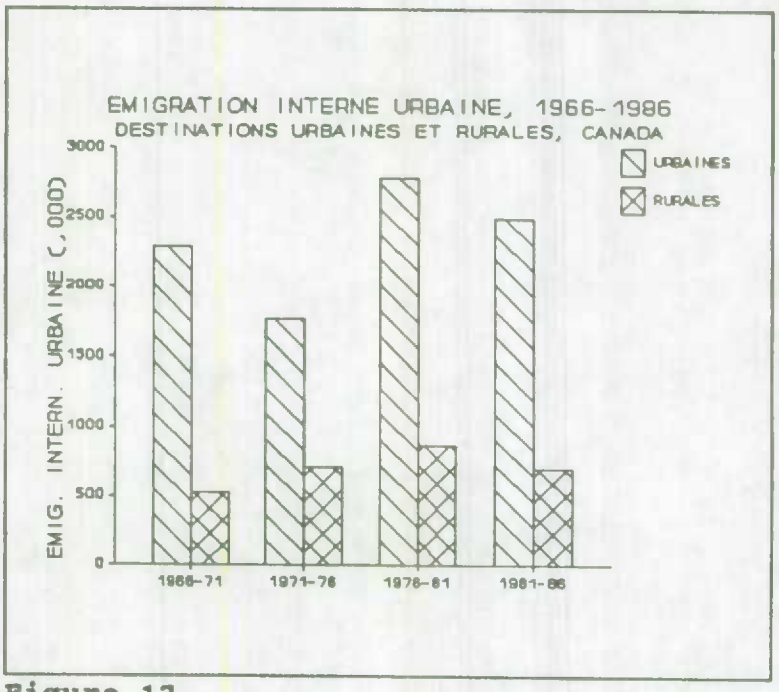

Figure 17

Le phénomène de croissance démographique dans les régions rurales auquel a donné lieu la migration des citadins s'est poursuivi pendant les dix années suivantes. Le transfert net de population dans les régions rurales qui découle de la migration interne a atteint un sommet de 256,000 en 1976-1981 pour chuter à 77,000 au cours de la dernière période intercensitaire (tableau 2).

Cette diminution est attribuable à un niveau de migration vers les régions rurales plus faible plutôt qu'à une augmentation du niveau des sorties des régions rurales.

Il y a eu un transfert net positif dans les régions rurales même si les centres urbains sont la destination la plus populaire tant chez les émigrants internes ruraux que chez les émigrants internes urbains (figures 17 et 18)[6]. Comme le montre la figure 19, la préférence pour les régions urbaines est encore plus marquée quand on considère les migrants de l'extérieur du Canada. Ceux d'entre eux qui s'installent dans des régions urbaines sont dix fois plus nombreux que ceux qui s'établissent dans des régions rurales. Le rapport correspondant pour les émigrants internes est d'environ 3 pour 1.)

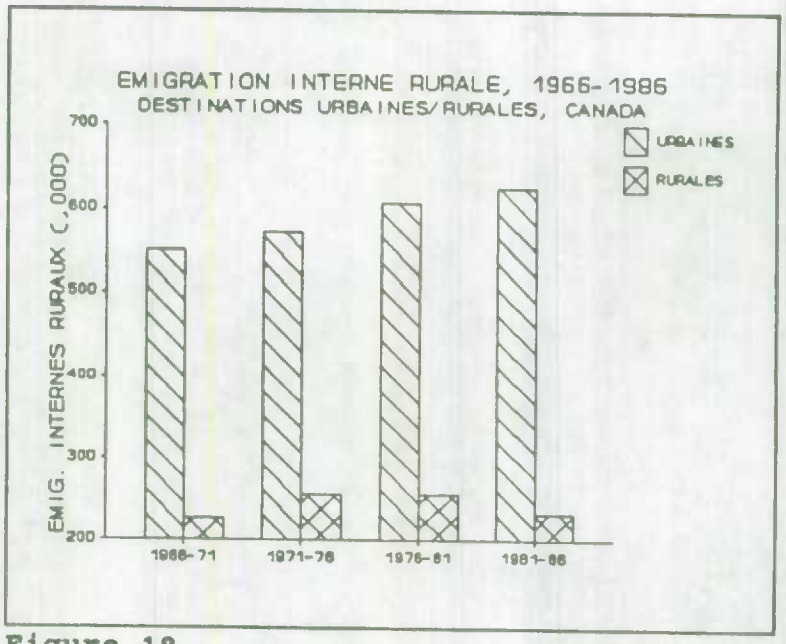

Figure 18

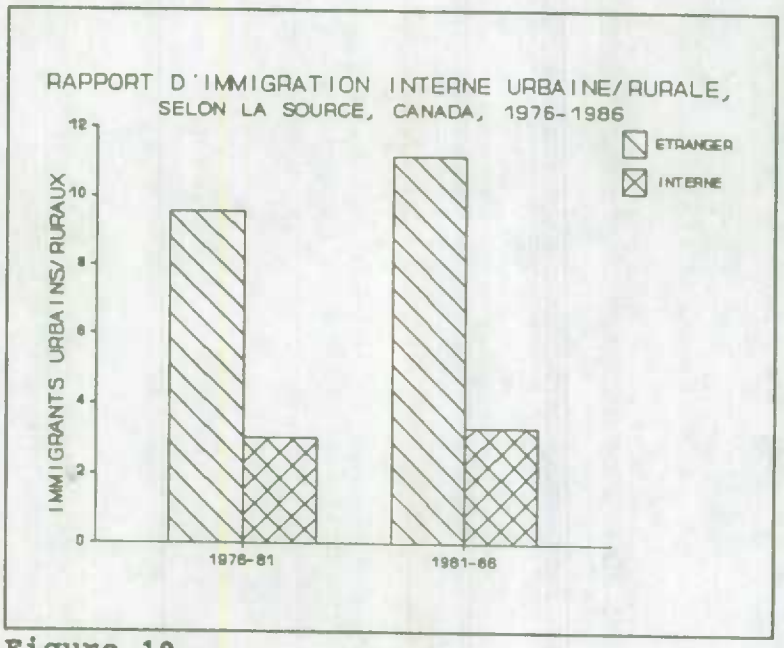

Figure 19

---

[6] Une plus forte proportion d'émigrants internes urbains et ruraux préfèrent des destinations urbaines. Toutefois, en termes absolus, la petite proportion de citadins qui préfèrent des destinations rurales est plus élevée que la grande proportion de résidents ruraux qui préfèrent des destinations urbaines. Par conséquent, la migration interne a un effet positif sur la population des régions rurales du Canada.

TABLEAU 2

MIGRATION ENTRE LES REGIONS URBAINES ET RURALES
CANADA, 1966-1986

(Données en milliers de migrants)

		LIEU DE RESIDENCE EN 1971		
LIEU DE RESIDENCE EN 1966		REGION URBAINE	REGION RURALE	EMIGRATION TOTALE
	URBAINE*	2281	524	2805
	RURALE	550	226	776
	IMMIGRATION TOTALE	2831	750	3582
	NET URBAINE/RURALE	26	-26	

		LIEU DE RESIDENCE EN 1976		
LIEU DE RESIDENCE EN 1971		REGION URBAINE	REGION RURALE	EMIGRATION TOTALE
	URBAINE	1771	707	2478
	RURALE	571	255	826
	IMMIGRATION TOTALE	2342	962	3304
	NET URBAINE/RURALE	-136	136	

		LIEU DE RESIDENCE EN 1981		
LIEU DE RESIDENCE EN 1976		REGION URBAINE	REGION RURALE	EMIGRATION TOTALE
	URBAINE	2786	863	3649
	RURALE	607	256	863
	IMMIGRATION TOTALE	3393	1119	4512
	NET URBAINE/RURALE	-256	256	

		LIEU DE RESIDENCE EN 1986		
LIEU DE RESIDENCE EN 1981		REGION URBAINE	REGION RURALE	EMIGRATION TOTALE
	URBAINE	2488	702	3190
	RURALE	625	232	857
	IMMIGRATION TOTALE	3113	935	4048
	NET URBAINE/RURALE	-77	77	

2.3 Taux de dépendance de la population

TENDANCES NATIONALES

Le taux de dépendance de la population correspond ici à la somme de la population de moins de 15 ans et de la population de 65 ans et plus divisée par le reste de la population. C'est une estimation de la population qui ne peut pas faire partie de la population active par rapport à la population qui peut en faire partie. Ainsi, le concept "dépendance" est défini en fonction du fait qu'une personne appartient à un groupe d'âge pour lequel la participation au marché du travail dépend de restrictions sociales et(ou) légales.

De 1921 à 1986, le taux de dépendance a suivi une évolution à peu près identique dans les régions rurales et les régions urbaines du Canada (figure 20). L'explosion démographique de l'après-guerre transparaît nettement dans la tendance à la hausse que le taux a connu jusqu'en 1961, puis dans la tendance à la baisse enregistrée après 1961, cette génération ayant atteint l'âge actif.

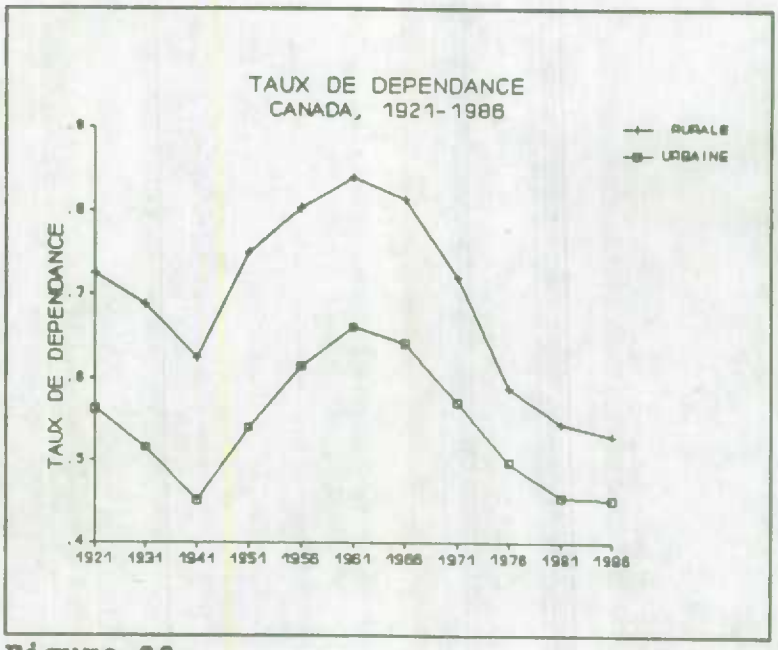

Figure 20

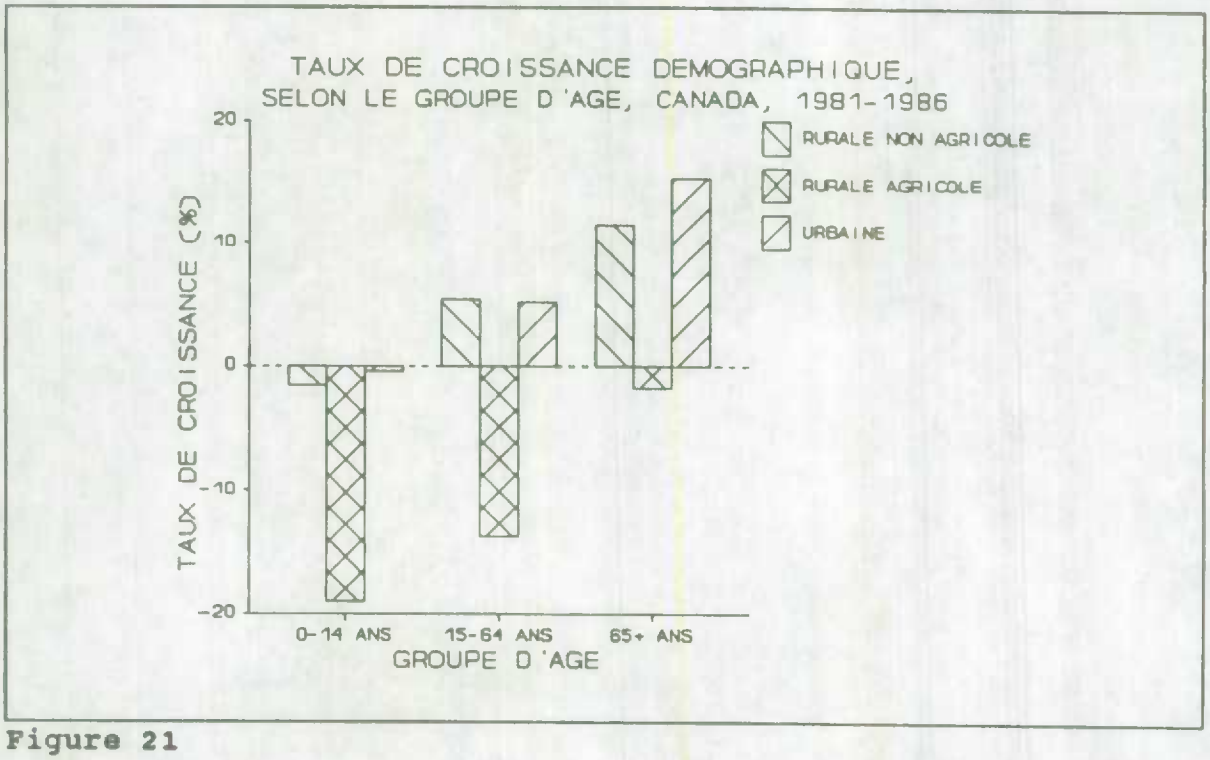

Figure 21

Pendant cette période, les taux de dépendance de la population rurale ont été supérieurs à ceux de la population urbaine, et les taux de dépendance enregistrés dans la population non agricole ont été généralement supérieurs à ceux de la population agricole.

Récemment, la baisse du taux de dépendance a ralenti à la fois dans la population rurale et dans la population urbaine. Au cours de la dernière période intercensitaire, le nombre de résidents ruraux non agricoles et de résidents urbains de plus de 64 ans a augmenté. En revanche, la population rurale agricole de ce groupe d'âge a diminué. Toutefois, le taux de dépendance de la population rurale agricole n'a pas baissé de façon significative étant donné que la population d'âge actif a aussi diminué -- seul groupe d'âge où une telle situation se soit produite. Toutes les régions selon le groupe de taille de population ont enregistré une diminution de leur population de moins de 15 ans. La diminution marquée dans la population rurale agricole de moins de 15 ans témoigne du fait que les jeunes familles quittent le secteur de l'agriculture. Pour ce qui concerne l'ensemble de la population, on s'attend à ce que la diminution de la population des 15 ans et moins soit neutralisée par l'augmentation de la population des 65 ans et plus jusqu'à la deuxième décennie du prochain siècle, lorsque la première composante de la génération du baby-boom deviendra de nouveau "dépendante" (Fellegi, 1988). Cependant, il est possible que le taux de dépendance de la population rurale agricole ne soit pas aussi stable si la diminution de sa population d'âge actif se poursuit.

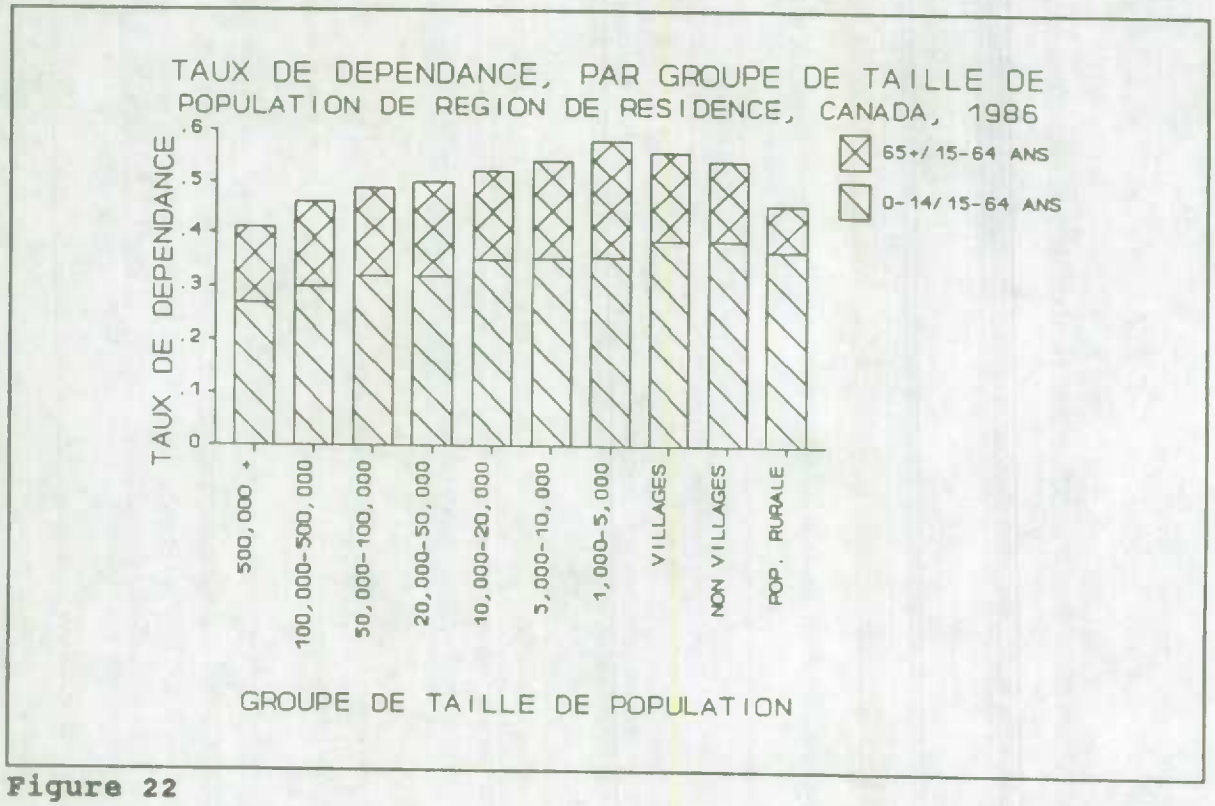

Figure 22

Une ventilation plus détaillée des données de 1986 selon le groupe de taille de population montre que le taux de dépendance est plus élevé dans les petits centres urbains et dans les agglomérations rurales. Le taux de dépendance de la population agricole a été le plus bas de tous les groupes de taille de population à l'exception de celui de 500,000 habitants et plus. Dans tous les groupes, la population de moins de 15 ans composait la plus grande partie de la population "dépendante" (figure 22). La dépendance des jeunes était plus marquée chez les résidents ruraux agricoles et non agricoles.

TENDANCES PROVINCIALES

On observe, de 1951 à 1986, un lien très étroit entre les taux de dépendance et la taille de la population de la région de résidence. Les taux de dépendance dans les grands centres urbains ont été systématiquement plus bas que ceux des régions rurales et des petits centres urbains. Pendant cette période, les centres urbains de moins de 10,000 habitants et les régions rurales ont enregistré les taux de dépendance les plus élevés. Récemment, dans les provinces de l'Ouest, en Ontario et à l'Ile-du-Prince-Edouard, les taux de dépendance ont été plus élevés dans les petits centres urbains que dans les régions rurales.

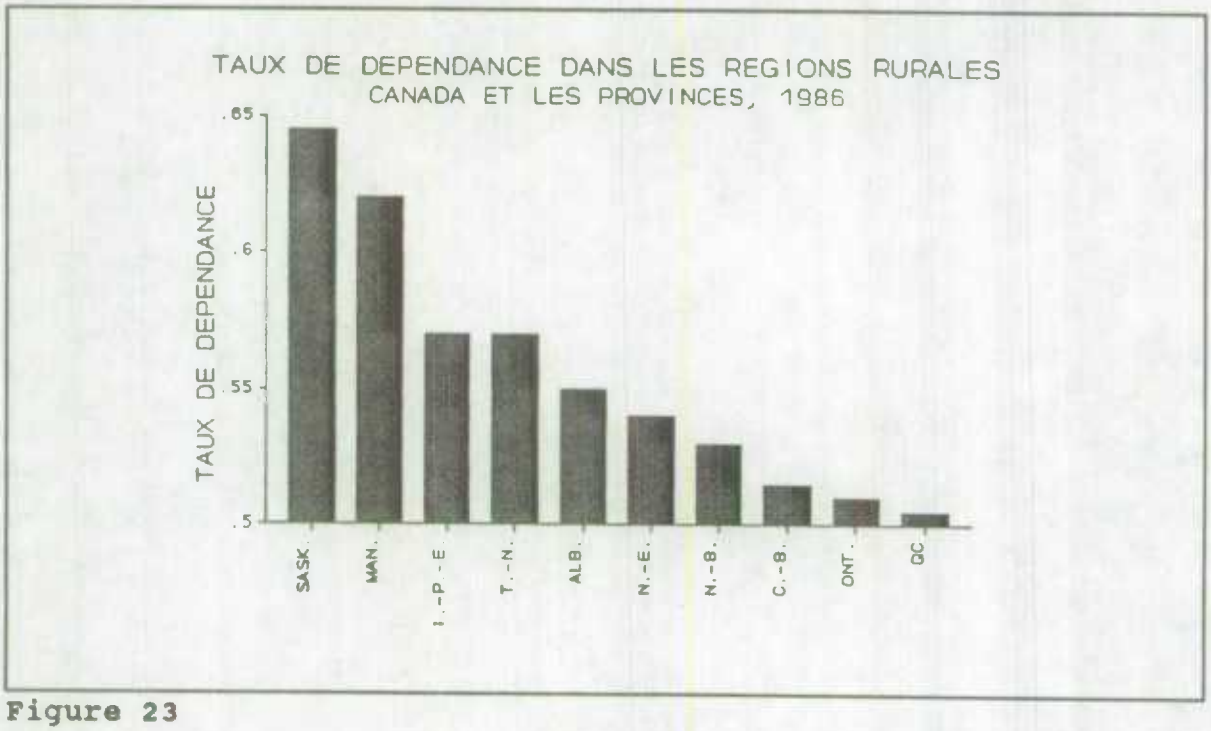

Figure 23

La tendance des taux de dépendance observée à l'échelle nationale, c'est-à-dire une augmentation des taux dans les années 50 jusqu'à un sommet dans les années 60, puis une diminution par la suite, se retrouve, à quelques exceptions près, dans toutes les provinces et dans tous les groupes de taille de population.

En 1986, les provinces des Prairies ont enregistré les taux de dépendance les plus élevés dans les régions rurales (figure 23). Ces résultats sont assez étonnants compte tenu de l'important segment agricole de la population rurale dans les Prairies. Cette anomalie apparente s'explique en partie par le fait que les taux de dépendance dans les collectivités rurales et parmi la population rurale agricole de ces provinces sont plus élevés que la moyenne (figure 24).

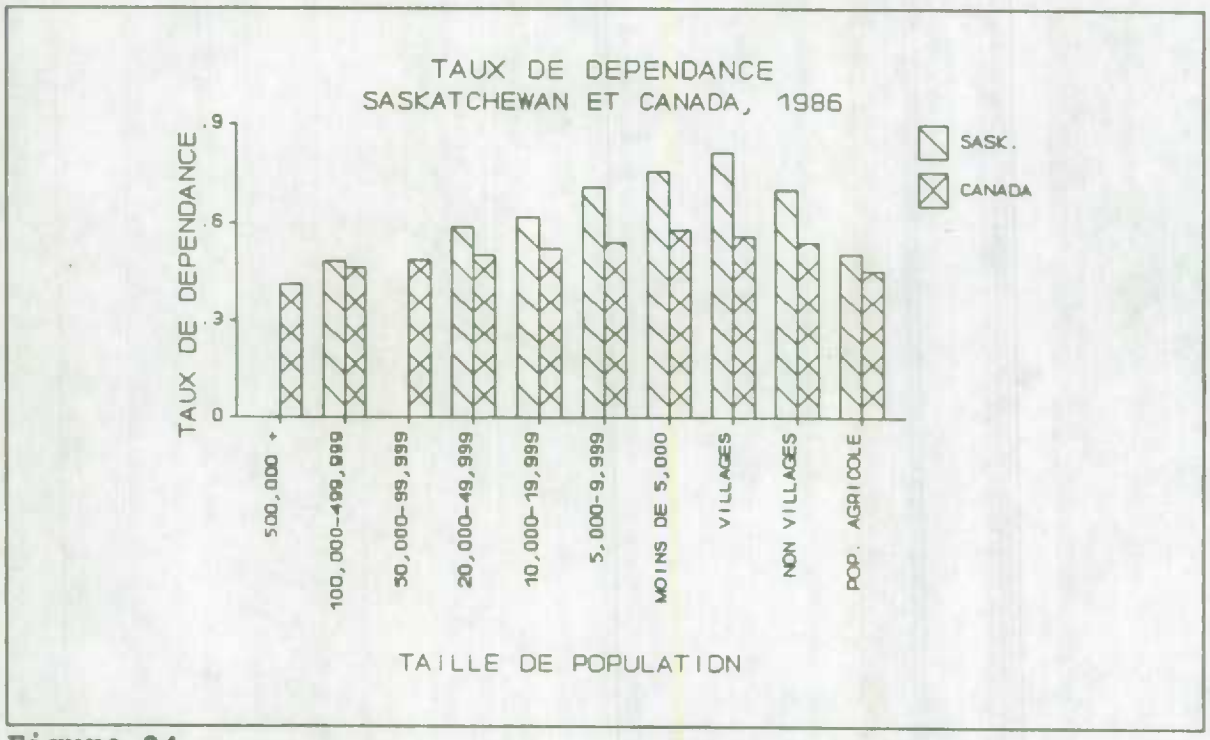

Figure 24

2.4 Caractéristiques démographiques des villes mono-industrielles

Les villes mono-industrielles sont des collectivités rurales et urbaines dont la population active est concentrée soit dans une seule industrie (30% de la population active), soit dans une

seule entreprise (25%), soit dans un seul secteur industriel (30%)[7]. En raison des contraintes liées aux données, nous n'avons examiné que les villes spécialisées dans les industries de l'exploitation forestière et des produits du bois, les industries du raffinage et des mines, et les industries de la pêche. Par conséquent, les données que nous présentons ici excluent les villes dont l'économie repose sur les industries des services agricoles.

En 1986, il y avait 208 villes mono-industrielles au Canada (tableau 3). Plus de 70% d'entre elles comptaient entre 1,000 et 5,000 habitants, tandis que moins de 5% avaient une population de plus de 10,000 habitants. La population moyenne d'une ville mono-industrielle était de 3,200 habitants.

Entre 1976 et 1986, la population totale des villes mono-industrielles a diminué en termes absolus et par rapport à la population nationale. Elle a diminué de 7% depuis 1976 et représente désormais moins de 3% de la population du Canada. Pendant la même période, le nombre de villes a diminué de façon similaire.

En 1986, près de 55% de la population des villes mono-industrielles était concentrée dans les industries de l'exploitation forestière et des produits du bois, tandis que les industries du raffinage et des mines et celles de la pêche occupaient respectivement 35% et 10% de la population. Les villes spécialisées dans les industries du raffinage et des mines avaient la population moyenne la plus élevée (4,400 habitants), tandis que les villes spécialisées dans les industries de la pêche avaient la population moyenne la plus faible (1,500). Ces chiffres s'expliquent en partie par le fait que les industries de la pêche sont géographiquement dispersées comparativement à des industries comme celles des mines, du raffinage et du traitement du bois qui nécessitent d'importants investissements en biens d'équipement et en main-d'oeuvre et qui exploitent des ressources qui sont davantage concentrées en un seul endroit.

Pendant les deux dernières périodes intercensitaires, la population des villes spécialisées dans les industries du raffinage et des mines est celle qui a le plus fluctué. Pendant le boom pétrolier de la fin des années 70, la population de ces villes s'est accrue de près de 10%. Elle a diminué de 8% pendant la période subséquente (1981-1986) au cours de laquelle les prix du pétrole et des minerais ont baissé.

---

[7] Dans le cas des villes de plus de 10,000 habitants, la proportion de la population active occupée dans une activité économique industrielle (ou un secteur industriel) unique est de 25% seulement, étant donné le niveau de services accru requis pour une collectivité plus grande.

De 1981 à 1986, la population des villes spécialisées dans les industries de l'exploitation forestière et des produits du bois a connu une diminution un peu moins importante, tandis que celle des villes spécialisées dans les industries de la pêche a connu une augmentation marginale. On peut attribuer en partie la stabilité relative de la population des villes spécialisées dans les industries de la pêche à l'immunité relative de la demande de produits alimentaires aux fluctuations cycliques de l'économie.

TABLEAU 3

SOMMAIRE DE LA POPULATION DES VILLES MONO-INDUSTRIELLES

TABLEAU 3.1

REPARTITION DES VILLES MONO-INDUSTRIELLES SELON LE GROUPE DE TAILLE DE POPULATION, CANADA, 1976-1986

	GROUPE DE TAILLE DE POPULATION					
ANNEE	0-500	500-1000	1001-2000	2001-5000	5001-10000	10001+
1976	4	26	90	68	21	15
1981	5	22	71	74	24	11
1986	8	24	70	70	25	11

TABLEAU 3.2

REPARTITION DES VILLES MONO-INDUSTRIELLES SELON L'ACTIVITE ECONOMIQUE, CANADA, 1976-1986

ACTIVITE ECONOMIQUE DES VILLES MONO-INDUSTRIELLES	POPULATION 1976	1981	1986
RAFFINAGE/MINES	255651	254087	233887
EXP. FOREST./PROD. DU BOIS	381851	370631	361981
PECHERIES	74210	68591	68953

TABLEAU 3.3

VILLES MONO-INDUSTRIELLES AU CANADA, 1976-1986

ANNEE	POP. VILLES MONO-IND. TOTAL	MOYENNE	% DU CANADA	NOMBRE DE VILLES
1976	711712	3177	3.1	224
1981	693309	3333	2.8	208
1986	664821	3196	2.6	208

---

3. CARACTERISTIQUES DU MARCHE DU TRAVAIL

La plupart des données sur les caractéristiques comparatives de la population active des régions rurales du Canada que nous présentons ici sont tirées de l'enquête sur la population active (EPA). A une étape du processus de stratification, l'enquête classe les régions en unités autoreprésentatives (UAR) et en unités non autoreprésentatives (UNAR). Bien que les lignes directrices varient d'une province à l'autre, les UAR correspondent généralement à des régions urbaines de plus de 10,000 habitants. Par conséquent, les UNAR représentent les régions rurales et les petits centres urbains. Au Canada, plus de 60% de la population des UNAR sont des résidents ruraux; les UNAR des provinces de l'Atlantique sont les plus représentatives des régions rurales (80%). Bien que les catégories UAR et UNAR ne correspondent pas tout à fait aux concepts "urbain" et "rural", les données relatives aux UNAR nous donnent un aperçu du marché du travail dans les régions rurales et les petites villes du Canada. Les résultats de l'EPA nous sont donc utiles à cet égard en plus de fournir des estimations annuelles. Nous espérons que ces avantages compensent pour la plus grande variabilité des données de l'enquête comparativement aux données du recensement et pour les problèmes de comparabilité des statistiques dans le temps que posent les modifications apportées à l'EPA pendant la période à l'étude[8].

3.1 Tendances de l'emploi observées chez les hommes et les femmes dans les régions rurales et urbaines

TENDANCES NATIONALES

Les statistiques sur la croissance de l'emploi nous renseignent sur la capacité de l'économie de créer des emplois. Cependant, les deux concepts de création d'emplois et de croissance de l'emploi sont différents.

---

[8] Certaines modifications ont été apportées au plan de sondage de l'enquête sur la population active en 1985. Les méthodes d'estimation et d'échantillonnage ont été améliorées et ces changements ont eu des répercussions différentes sur les UAR et les UNAR. De plus, de 1976 à 1989, des ajustements post-censitaires ont été apportés aux poids utilisés dans les estimations de population et d'autres critères ont également été modifiés. Ces modifications ont donné lieu à une reclassification de certaines UNAR en UAR, ce qui rend l'analyse des tendances (en particulier les tendances des niveaux qui sont directement touchés par ces changements) problématique. Nous avons tenté de réduire au minimum les effets de ces modifications en examinant les tendances de variables relatives à leur population (p. ex. les taux d'activité).

Cependant, les deux concepts de création d'emplois et de croissance de l'emploi sont différents.

La création d'emplois concerne exclusivement la demande de main-d'oeuvre.

La croissance de l'emploi mesure les changements dans le nombre de personnes qui ont accepté un emploi aux niveaux de rémunération existants.

Cette mesure diffère donc du nombre d'emplois créés par le fait i) qu'elle ne tient pas compte des gains ou des pertes d'emplois chez les personnes cumulant des emplois et ii) qu'elle inclut les gains ou les pertes d'emplois qui découlent d'une offre accrue de main-d'oeuvre.

Par exemple, des immigrants venus de pays sous-développés pourraient exploiter des possibilités d'emplois qui existaient déjà, mais que la population active intérieure avait refusées.

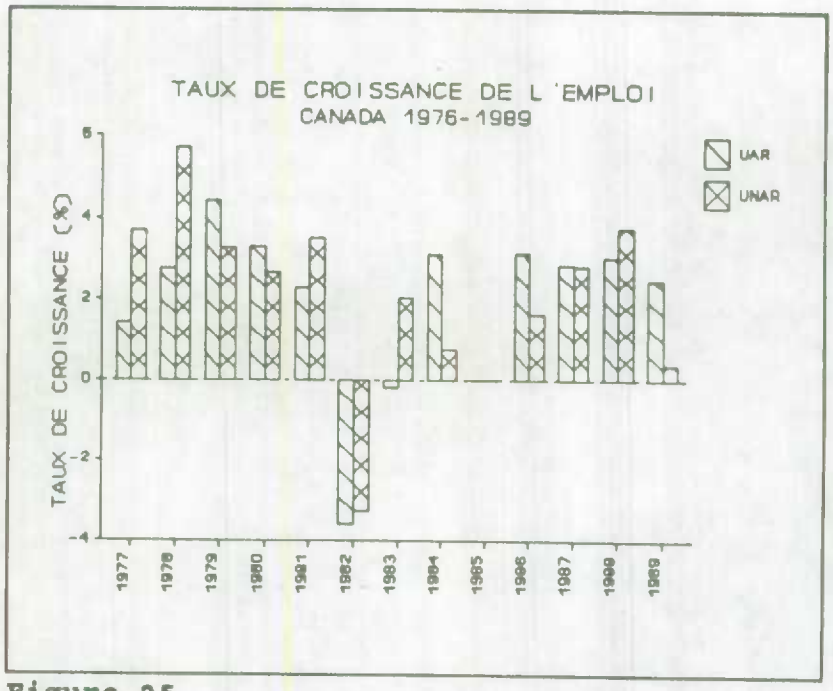

Figure 25

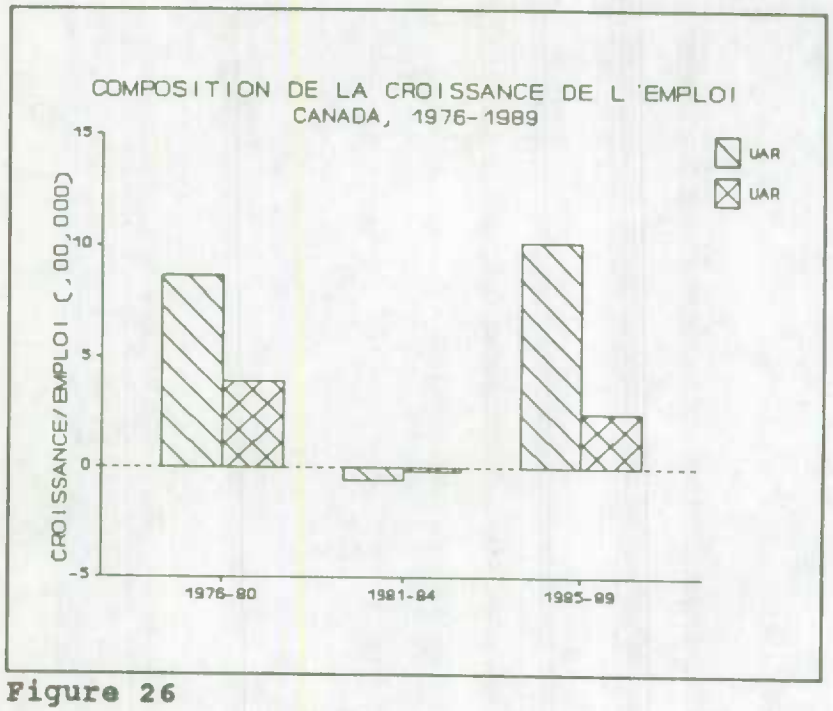

Figure 26

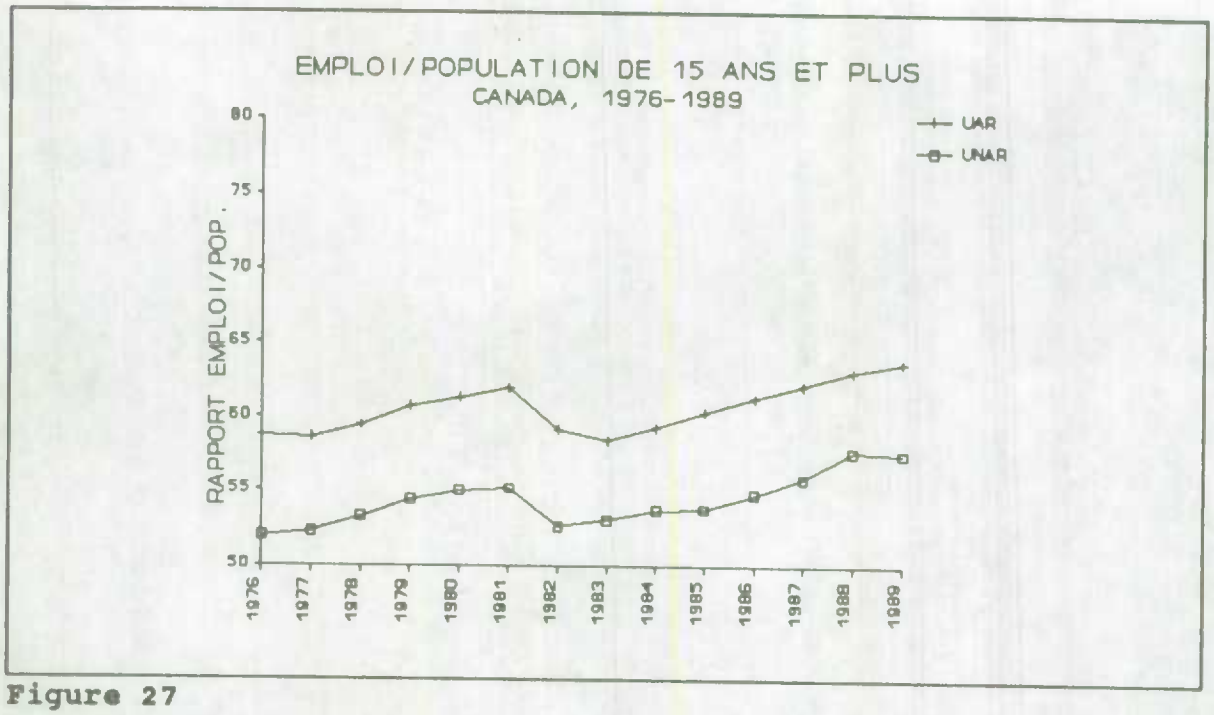

Figure 27

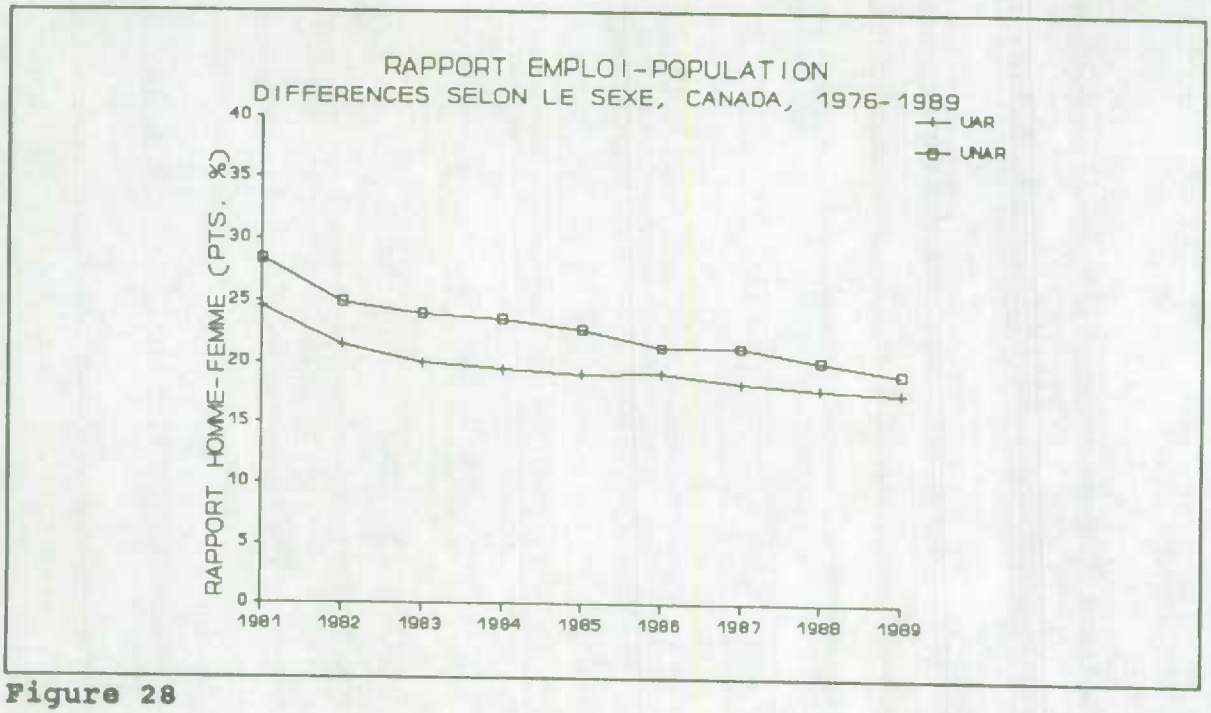

Figure 28

Entre 1976 et 1983, la croissance de l'emploi a été en majeure partie plus rapide dans les régions rurales que dans les régions urbaines (figure 25)[9]. Toutefois, de 1985 à 1989, la croissance de 12% de l'emploi dans les régions urbaines était presque deux fois supérieure à celle enregistrée dans les régions rurales.

En termes absolus, la croissance de l'emploi est de plus en plus concentrée dans les régions urbaines du Canada (figure 26). De 1976 à 1980, le niveau de l'emploi dans les régions rurales s'est élevé à près de 400,000 emplois, ce qui représente 30% de la croissance totale. De 1985 à 1989, ce niveau a chuté à 250,000, soit 20% de la croissance totale de l'emploi.

Le rapport emploi-population est le rapport entre l'emploi et la population de 15 ans et plus. Une analyse de la tendance de ce rapport tiendra compte en partie des changements dans le niveau de l'emploi qui découlent du fait qu'un segment de la population atteint l'âge actif. Il y a peu de différence entre les régions rurales et urbaines pour ce qui est de la tendance du rapport emploi-population. Dans les deux catégories, ce dernier a diminué pendant la récession, puis a augmenté pour dépasser les niveaux qu'il atteignait avant la récession (figure 27). De plus, la réduction de l'écart entre le rapport emploi-population chez les hommes et le même rapport chez les femmes a été semblable dans les UAR et les UNAR. Malgré ces gains relatifs d'emplois chez les femmes, en 1989, le rapport emploi-population chez les femmes était d'environ 55% dans les régions "urbaines" et de 48% dans les régions "rurales", alors que les rapports correspondants chez les hommes étaient de 72% et de 67%.

TENDANCES PROVINCIALES

On a observé dans chaque province, comme à l'échelle nationale, un rapport emploi-population plus élevé dans les régions urbaines que dans les régions rurales. Il n'est pas surprenant de voir que ces rapports ont été plus faibles dans les Maritimes. En 1989, l'Alberta a enregistré le rapport emploi-population dans les régions rurales le plus élevé, tandis que pour ce qui est des régions urbaines, le rapport le plus élevé a été enregistré en Ontario. Dans les Maritimes, à l'exception de l'Ile-du-Prince-Edouard, on a observé entre le rapport emploi-population dans les UNAR et le même rapport dans les UAR des écarts supérieurs à la moyenne.

---

[9] Dans la figure 25, le taux de croissance pour 1984-1985 n'a pas été indiqué en raison du changement apporté au plan de sondage de l'EPA. De plus, à partir de maintenant, le terme "rural" est utilisé pour désigner les données relatives aux UNAR et le terme "urbain" pour désigner les données relatives aux UAR.

L'écart le moins grand a été enregistré en Alberta. Ces chiffres traduisent la capacité relative des ressources primaires des régions (principalement situées dans des zones rurales) de fournir des possibilités d'emploi locales.

En général, les rapports emploi-population ont suivi dans les provinces la même tendance que celle observée à l'échelle nationale : dans les UNAR, ils ont été relativement constants et dans les UAR, ils ont diminué, puis augmenté.

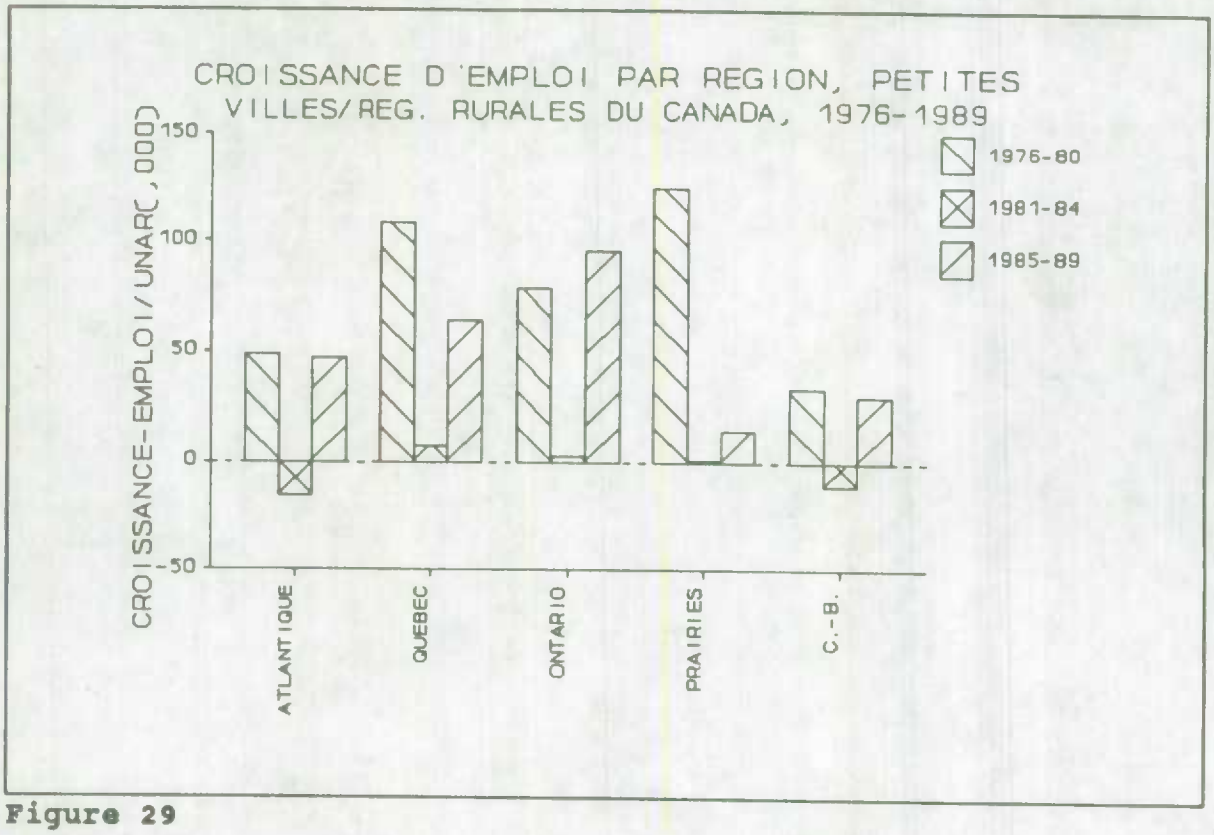

Figure 29

Au début des années 80, la Colombie-Britannique et l'Alberta ont connu les plus importantes diminutions relatives de l'emploi, tant dans les UNAR que dans les UAR. Le Nouveau-Brunswick, l'Ontario, le Manitoba et la Saskatchewan ont enregistré des gains d'emploi dans les régions urbaines, mais des pertes dans les régions rurales. De 1985 à 1989, la croissance de l'emploi dans les UNAR et les UAR a été manifeste dans chaque province. La plus forte croissance dans les régions rurales a été enregistrée en Colombie-Britannique et au Nouveau-Brunswick. Les régions rurales à Terre-Neuve, en Nouvelle-Ecosse et au Québec ont aussi connu une croissance de l'emploi supérieure à la moyenne.

Toutefois, pendant la même période, la croissance de l'emploi (en termes absolus) dans les régions rurales et les petites villes du Canada a été surtout concentrée dans les provinces du centre du Canada (figure 29).

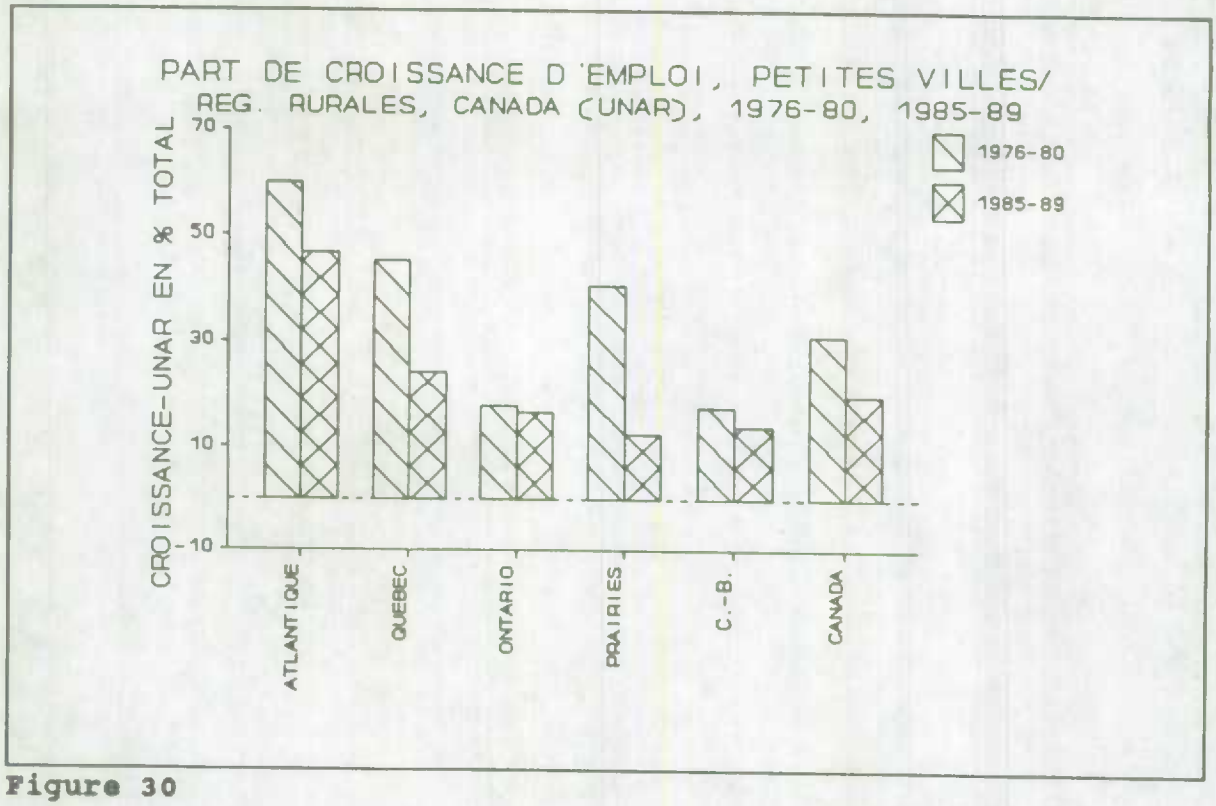

Figure 30

3.2 Tendances du taux d'activité selon le sexe et la région de résidence

TENDANCES NATIONALES

Pendant les années 80, le taux d'activité (population active en pourcentage de la population de plus de 14 ans) a été plus élevé dans les UAR que dans les UNAR, et ce tant chez les hommes que chez les femmes. Chez les hommes, le taux d'activité dans les régions rurales a été en général de 5 points de pourcentage inférieur au taux d'activité dans les centres urbains. Chez les femmes, l'écart a été de 8 points de pourcentage. Les taux d'activité chez les hommes n'ont pas beaucoup varié pendant la période. Chez les femmes, les taux ont suivi une tendance à la hausse, et dans les régions rurales, ils ont augmenté un peu plus rapidement que dans les centres urbains (figures 31, 32 et 33).

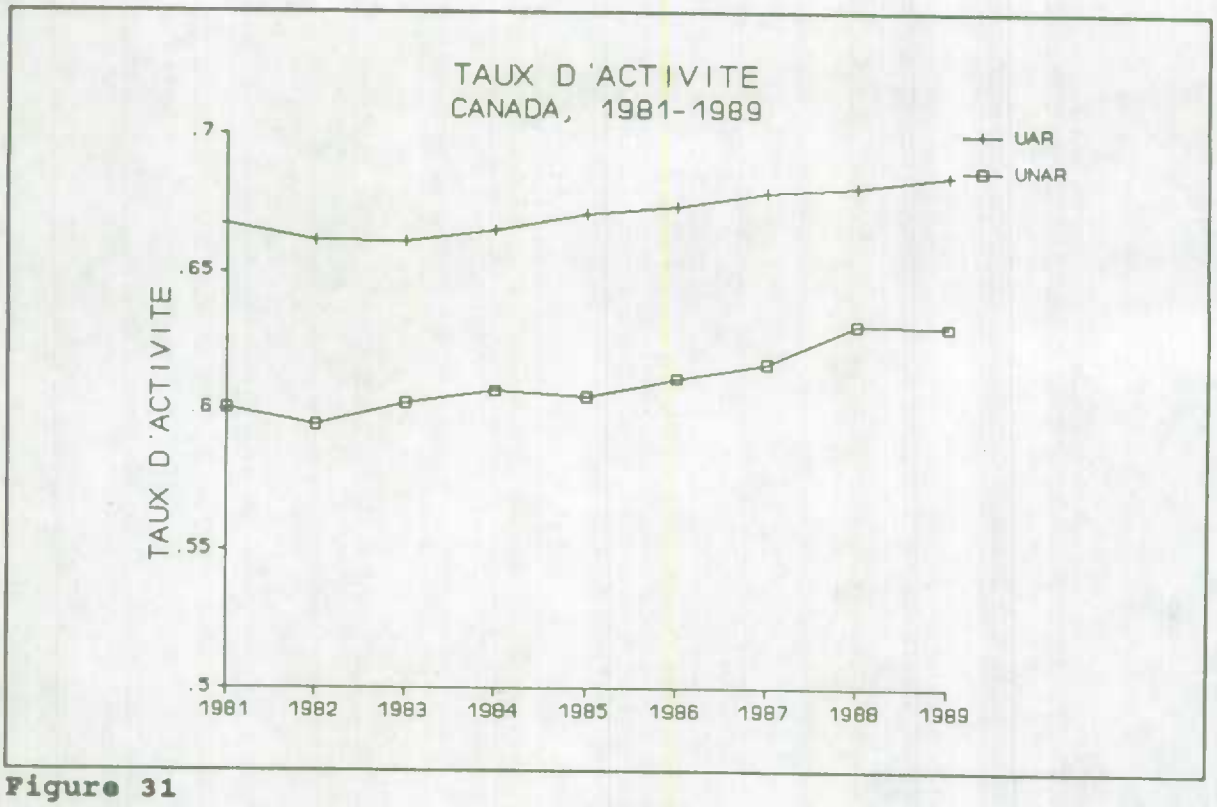

Figure 31

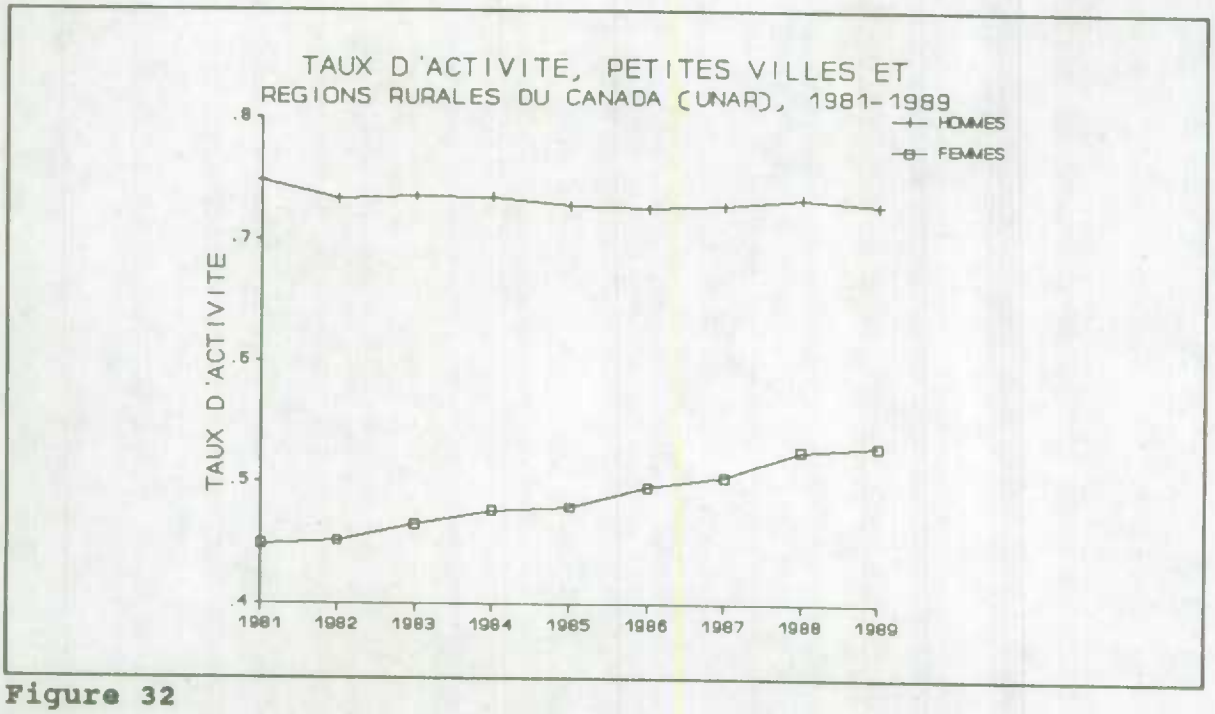

Figure 32

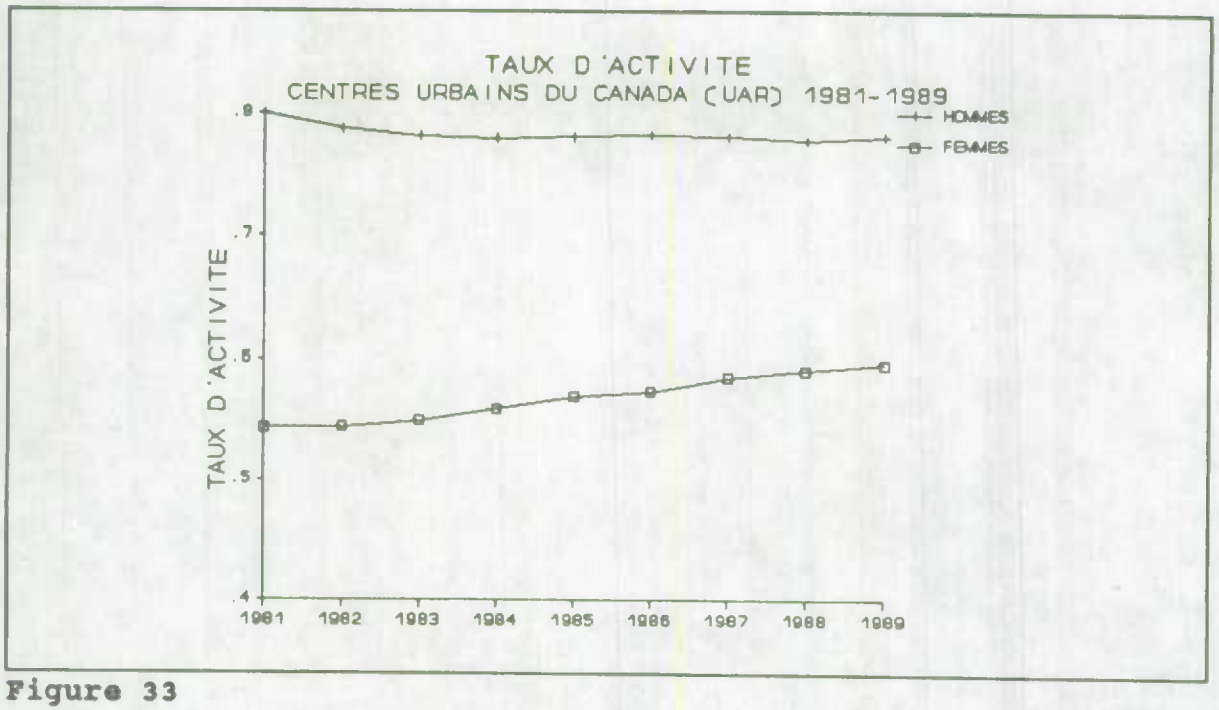

Figure 33

Il semble que les taux d'activité n'aient pas été touchés par les fortes fluctuations cycliques de l'activité économique entre 1976 et 1989. La population active a augmenté en termes absolus au début des années 80, malgré un taux de croissance plus bas qu'avant la récession (figure 34). Le taux élevé de croissance de la population active dans les régions rurales entre 1976 et 1980 pourrait s'expliquer en partie par la forte migration nette dans les régions rurales qui s'est produite pendant cette période. Au cours de la période qui a suivi, les taux de croissance de la population active des UAR ont dépassé ceux des UNAR de deux points de pourcentage.

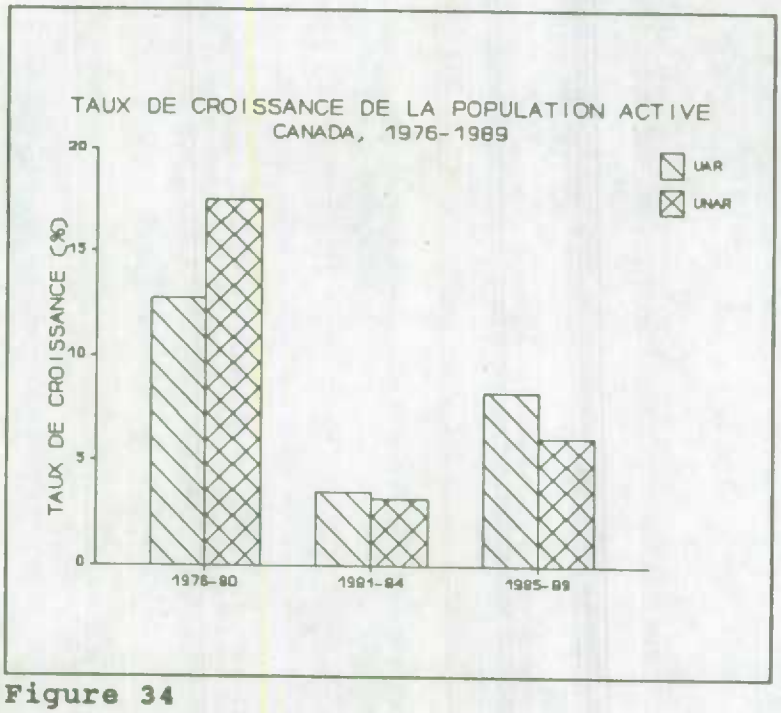

Figure 34

La désagrégation des données de 1986 selon les groupes de taille de population permet d'observer que la population agricole a eu le plus haut taux d'activité, chez les femmes et chez les hommes. Dans une certaine mesure, ce résultat découle du fait que la population agricole est, dans les groupes de taille de population, la seule catégorie définie en fonction de sa participation à une activité précise. Les taux d'activité les plus bas ont été enregistrés dans les agglomérations rurales et les petits centres urbains (figure 35).

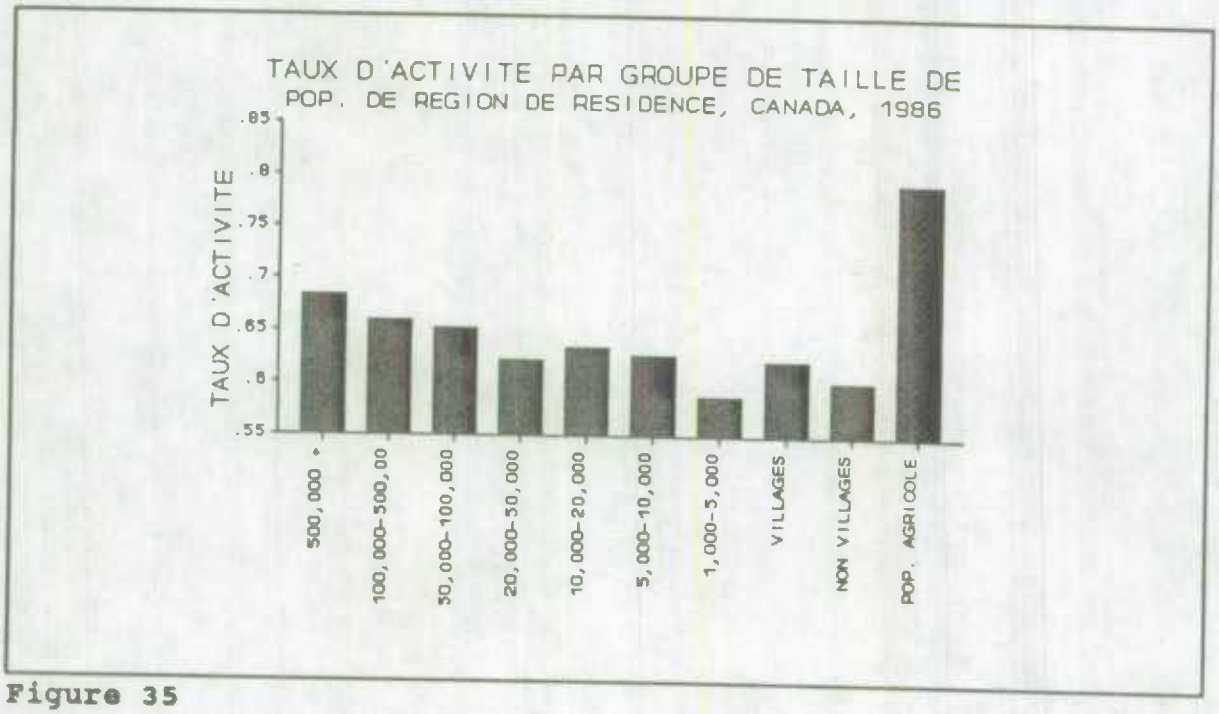

Figure 35

TENDANCES PROVINCIALES

Les données provinciales sur les taux d'activité suivent de près les tendances observées à l'échelle nationale. A l'Ile-du-Prince-Edouard, les taux d'activité dans les UAR et les UNAR ont été à peu près équivalents tandis que dans les autres provinces, ils ont suivi la tendance nationale, c'est-à-dire qu'ils ont été plus bas dans les régions rurales que dans les centres urbains, l'écart étant significatif mais décroissant. Le plus bas taux d'activité dans les régions rurales a été enregistré à Terre-Neuve, et c'est l'Alberta qui a connu les taux les plus élevés pour les deux sexes et pour tous les groupes de taille de population.

3.3 Tendances des taux de chômage selon le sexe et la région de résidence

TENDANCES NATIONALES

Ces dix dernières années, les taux de chômage ont fluctué entre 7 et 12%. Comme le montre la figure 36, au début des années 80, les taux dans les régions rurales ont été systématiquement supérieurs à ceux enregistrés dans les régions urbaines. A partir de 1984, les taux dans les UAR et les UNAR ont commencé à suivre une tendance divergente qui traduisait à la fois la spécificité régionale de l'expansion économique et la continuité de la baisse relative de l'emploi

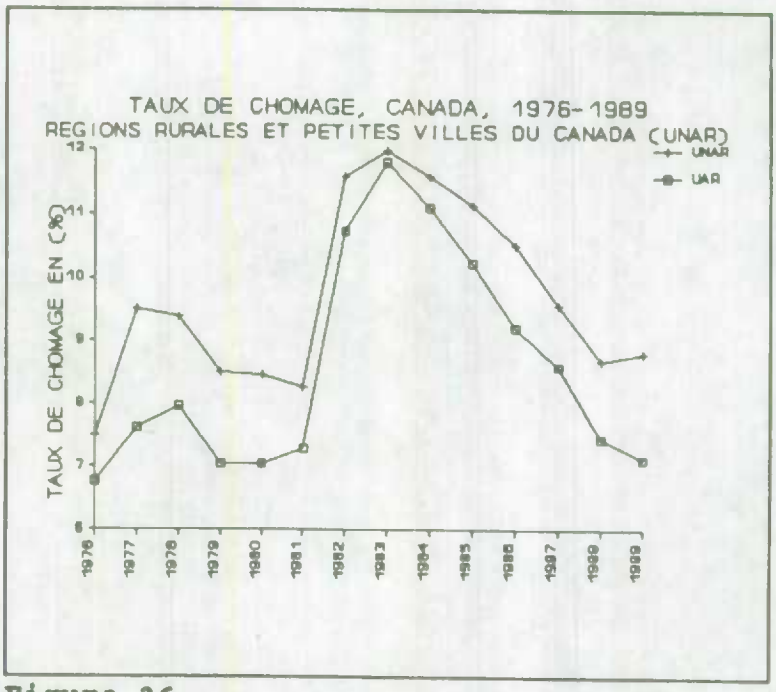

Figure 36

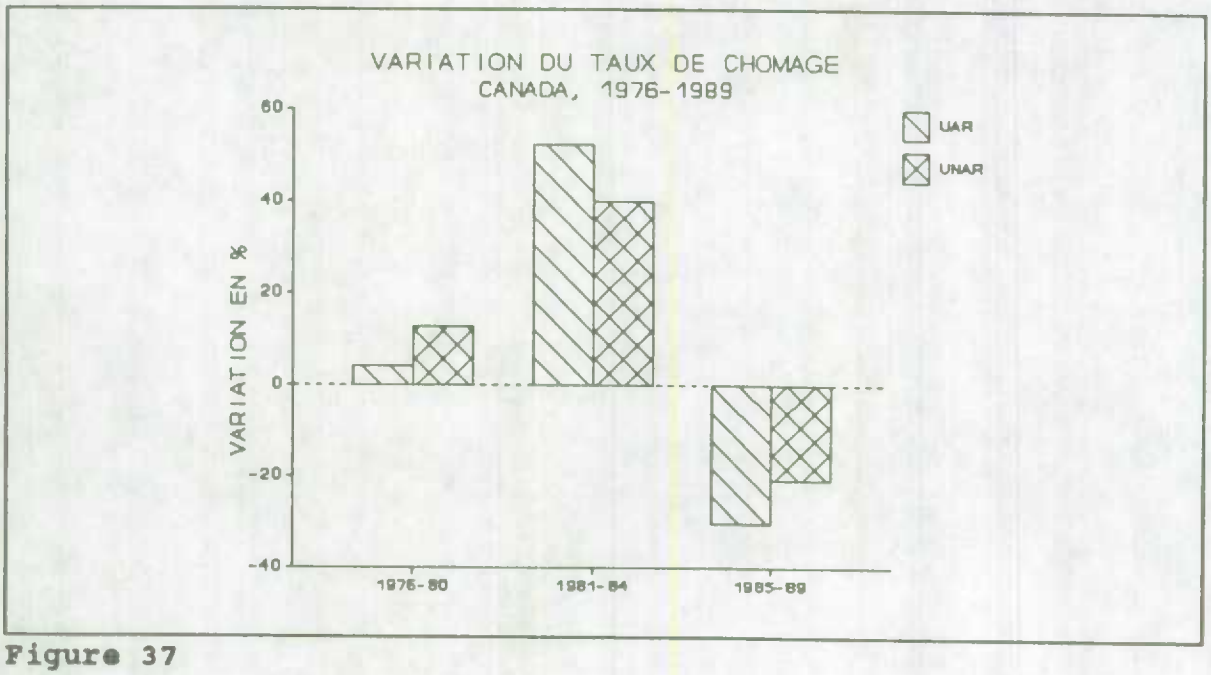

Figure 37

dans les industries primaires (voir la section 3.4). Les taux de chômage dans les régions urbaines ont augmenté par rapport aux taux dans les régions rurales pendant la récession du début des années 80. En 1983, l'écart entre le taux de chômage dans les UAR et le taux dans les UNAR était presque nul. Au nombre des facteurs qui pourraient expliquer la récente divergence des taux, mentionnons :

- l'effet concentré sur les régions de l'arrière-pays de la baisse des prix des matières premières;
- la faiblesse du marché mondial des céréales et autres produits agricoles;
- l'essor des branches d'activité concentrées dans les régions urbaines comme les services financiers et certains types d'industries manufacturières;
- les gains en revenus réels du secteur canadien de la fabrication en raison des prix peu élevés des produits de base;
- les obstacles d'ordre social, scolaire, informationnel et gouvernemental à la mobilité entre les régions rurales et urbaines qui empêchent les chômeurs de se déplacer vers des régions qui offrent de meilleures possibilités d'emploi.

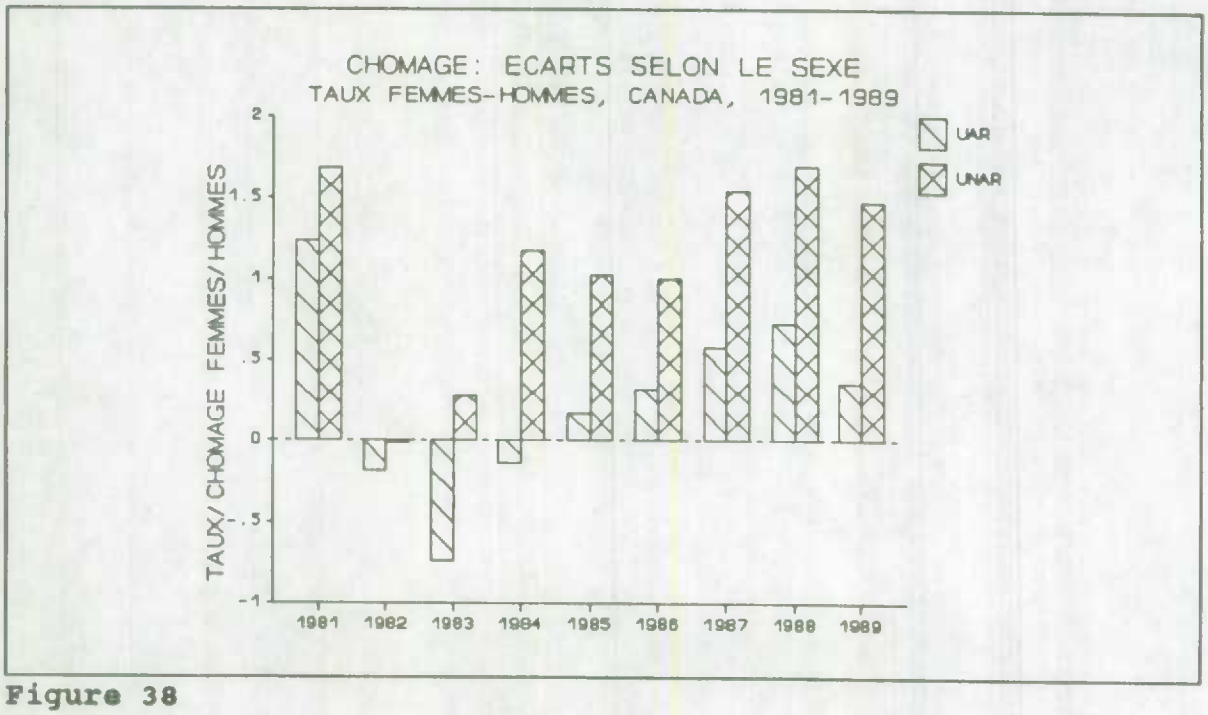

Figure 38

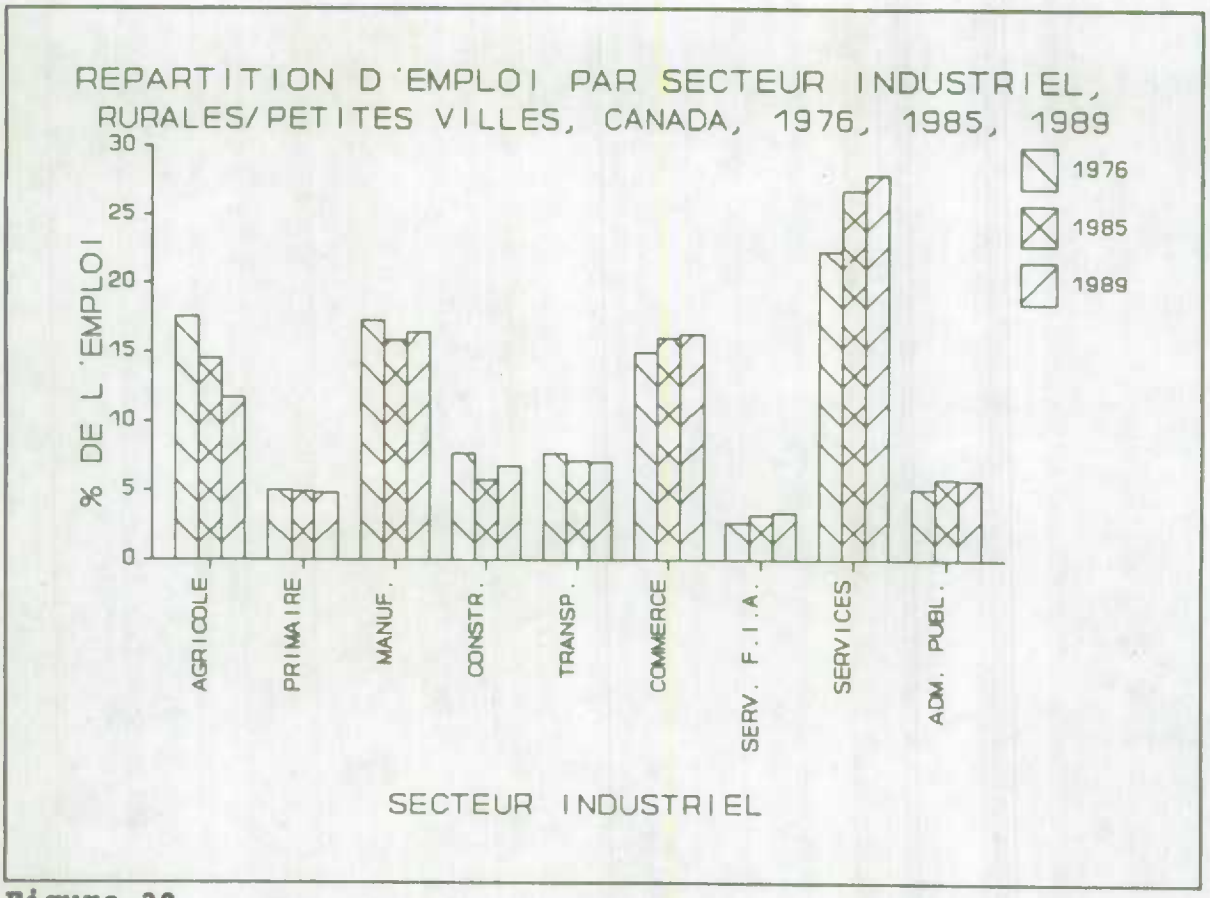

Figure 39

Pendant la récession, le chômage chez les femmes a baissé par rapport à l'emploi chez les hommes dans les UAR et les UNAR (figure 38). Etant donné que les industries primaires sont plus sensibles aux fluctuations de la conjoncture et qu'on y trouve davantage d'emplois à prédominance masculine que dans les autres secteurs industriels, il n'est pas surprenant de voir une telle convergence des taux de chômage. Depuis 1985, la tendance passée des taux de chômage féminins plus élevés que les taux de chômage masculins s'est poursuivie dans les deux catégories de régions de résidence. L'écart entre les taux de chômage (celui des femmes moins celui des hommes) a été systématiquement plus grand dans les régions rurales.

TENDANCES PROVINCIALES

Les trois provinces des Prairies ont été les seules à enregistrer des taux de chômage moins élevés dans les régions rurales que dans les régions urbaines pendant les dix dernières années.

Cela s'explique en partie par le fait qu'une grande proportion de la population rurale de ces provinces réside sur des fermes. Les taux de chômage sont généralement plus bas dans la population agricole parce que la décision de quitter le secteur de l'agriculture entraîne habituellement aussi un changement de résidence. De plus, étant donné que les règlements sur l'assurance-chômage classent les agriculteurs comme travailleurs autonomes, il y a dans la population active agricole un moins grand nombre de personnes admissibles à des prestations d'assurance-chômage. En conséquence, on observe dans cette population une plus forte propension à chercher un emploi dès le début du chômage.

Les tendances divergentes des taux de chômage dans les régions rurales et des taux de chômage dans les régions urbaines qu'on observe à l'échelle nationale après la récession reflètent la baisse relative des taux dans les UAR qu'ont enregistré bon nombre de provinces.

3.4 Tendances de l'emploi selon la branche d'activité chez les hommes et les femmes, dans les régions rurales et urbaines

Dans les régions rurales et les petites villes du Canada, la répartition de l'emploi selon la branche d'activité a visiblement changé depuis 1976 (figure 39 et 40). Dans les UNAR, l'emploi dans le secteur de l'agriculture a diminué (il est passé de 17% à 12%). Cette diminution relative s'explique par le fait que l'effectif agricole dans les régions rurales et les petites villes du Canada est actuellement plus petit que l'effectif manufacturier. L'emploi dans le grand secteur des services (qui comprend les industries des services de soins de santé, des services d'enseignement, des services immobiliers, de l'hébergement et de la restauration et des divers services personnels et commerciaux) a connu l'augmentation relative la plus importante (sa part de l'emploi total dans les UNAR est passée de 22% à 28%)[10]. Les UAR ont enregistré une augmentation similaire de la proportion des travailleurs dans le secteur des services (leur part de l'emploi étant passée de 29% en 1976 à 35% en 1989). Cependant, on attribue en partie cette augmentation à la récente tendance des entreprises des autres secteurs à donner divers travaux à contrat et à faire appel aux services d'experts-conseils plutôt que d'utiliser leurs propres ressources (Personick, 1987). Par conséquent, cette composante de l'augmentation ne dénote aucun changement fondamental dans la structure industrielle.

---

[10] Les données agrégées utilisées ici ne permettent pas de déterminer la répartition de la qualité des emplois dans le secteur des services (p. ex. traitements élevés, possibilités d'avancement) selon les groupes de taille de population.

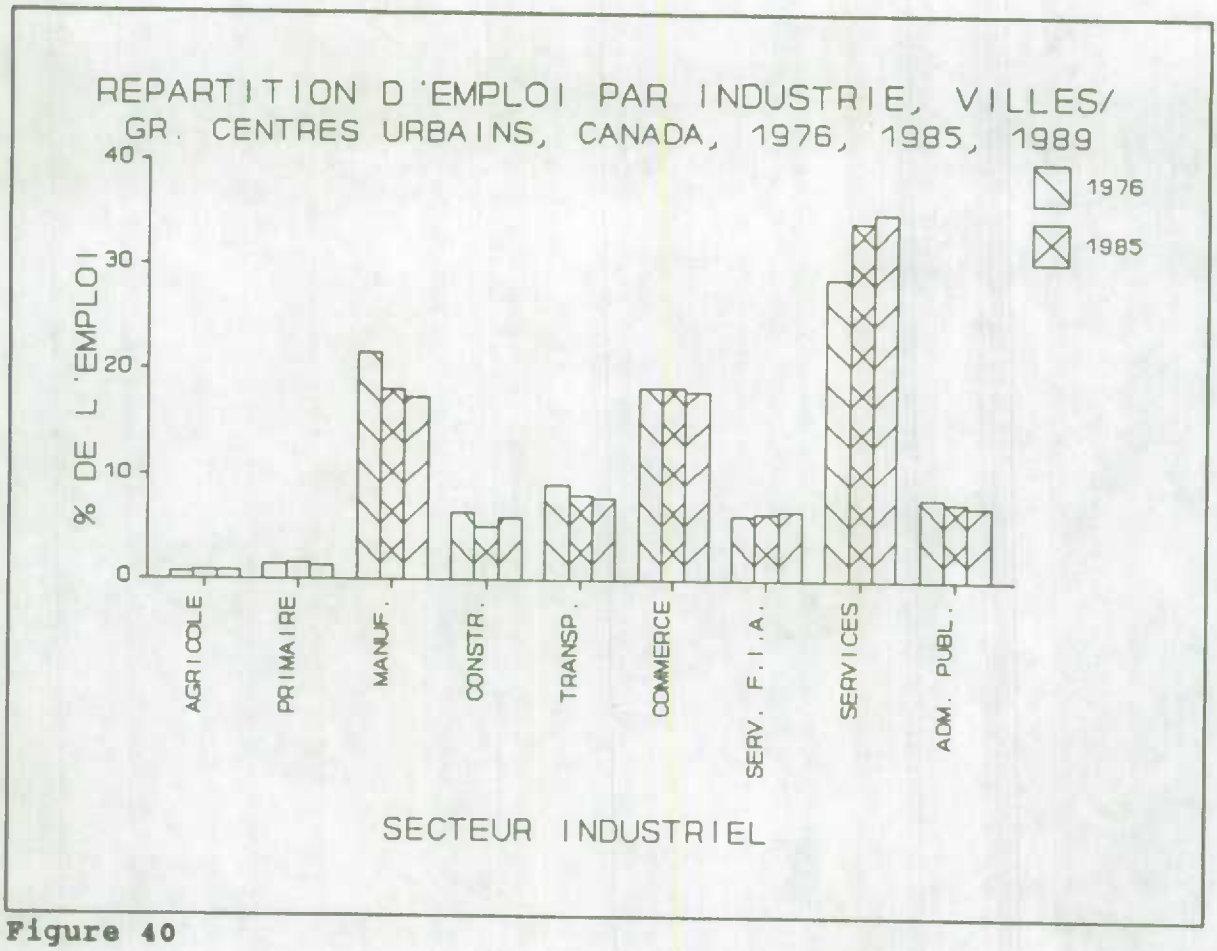

Figure 40

Le secteur des services demeure néanmoins le plus important employeur dans les régions rurales et urbaines.

Dans les régions rurales, la croissance relative de l'emploi dans les industries manufacturières a eu lieu entre 1985 et 1989. Bien que cet ensemble de données ne distingue pas précisément où s'est produite cette croissance dans les régions rurales et les petites villes du Canada, il semble probable qu'une partie de celle-ci ait été concentrée dans les régions adjacentes des grands centres urbains. On considère cette décentralisation des industries manufacturières des régions urbaines, qui découle du fait que les entreprises sont attirées par les coûts des terrains moins élevés en milieu rural, comme un important facteur de la récente croissance de l'emploi dans le secteur manufacturier dans les régions rurales des Etats-Unis (p. ex. Deavers, 1989). Dans les UAR, l'emploi dans le secteur manufacturier s'est aussi accru pendant cette période, mais il a diminué par rapport à d'autres secteurs.

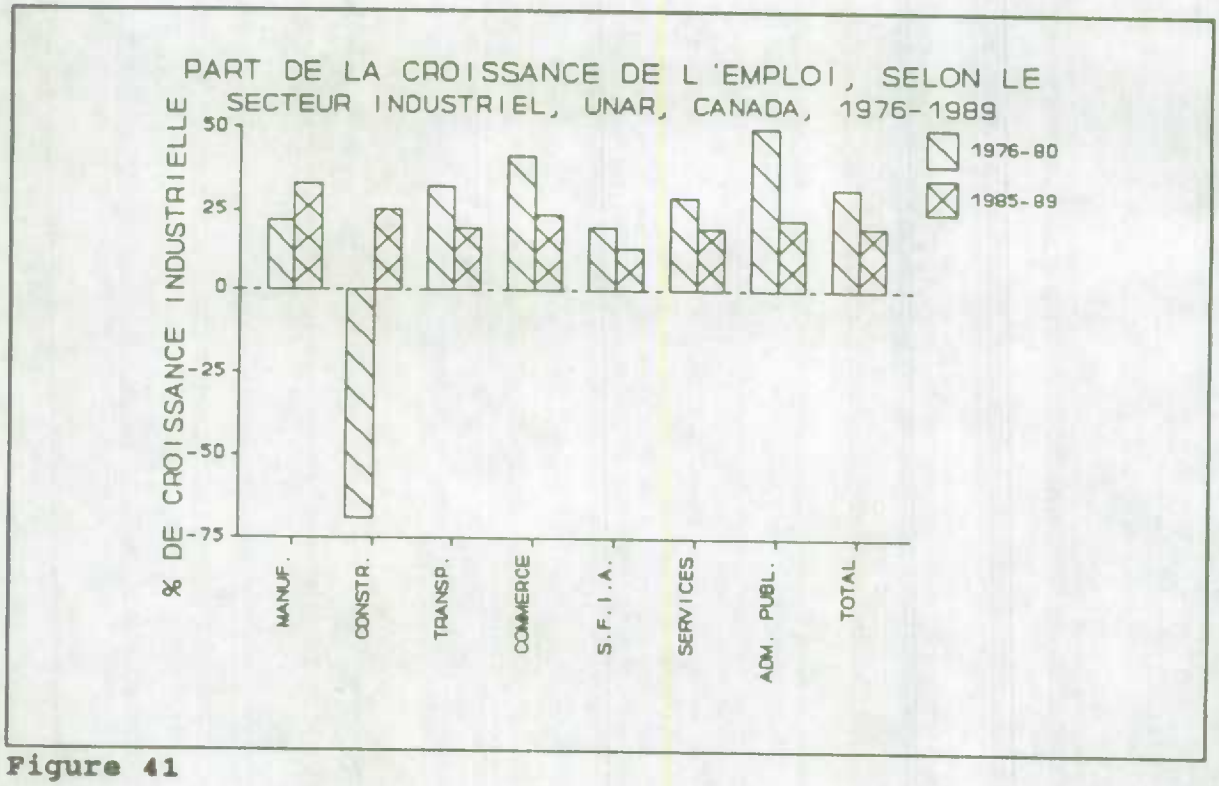

Figure 41

De 1985 à 1989, l'emploi dans les régions rurales et les petites villes du Canada a connu une croissance dans tous les secteurs industriels à l'exception de celui de l'agriculture. Une croissance inférieure à la moyenne a aussi été enregistrée dans d'autres industries primaires, dans les industries du transport et dans les administrations publiques (figure 42). Le taux de croissance de l'emploi le plus élevé a été celui enregistré dans les industries de la construction (30%).

Comme nous l'avons mentionné précédemment, la part de la croissance de l'emploi attribuée aux régions rurales a diminué depuis la fin des années 70. Les données sur la croissance de l'emploi ventilées selon la branche d'activité révèlent que la part des régions rurales ne s'est accrue que dans deux secteurs, ceux de la fabrication et de la construction (figure 41). La croissance de l'emploi dans le secteur primaire et dans celui des services est devenu un phénomène davantage "urbain" à la fin des années 80.

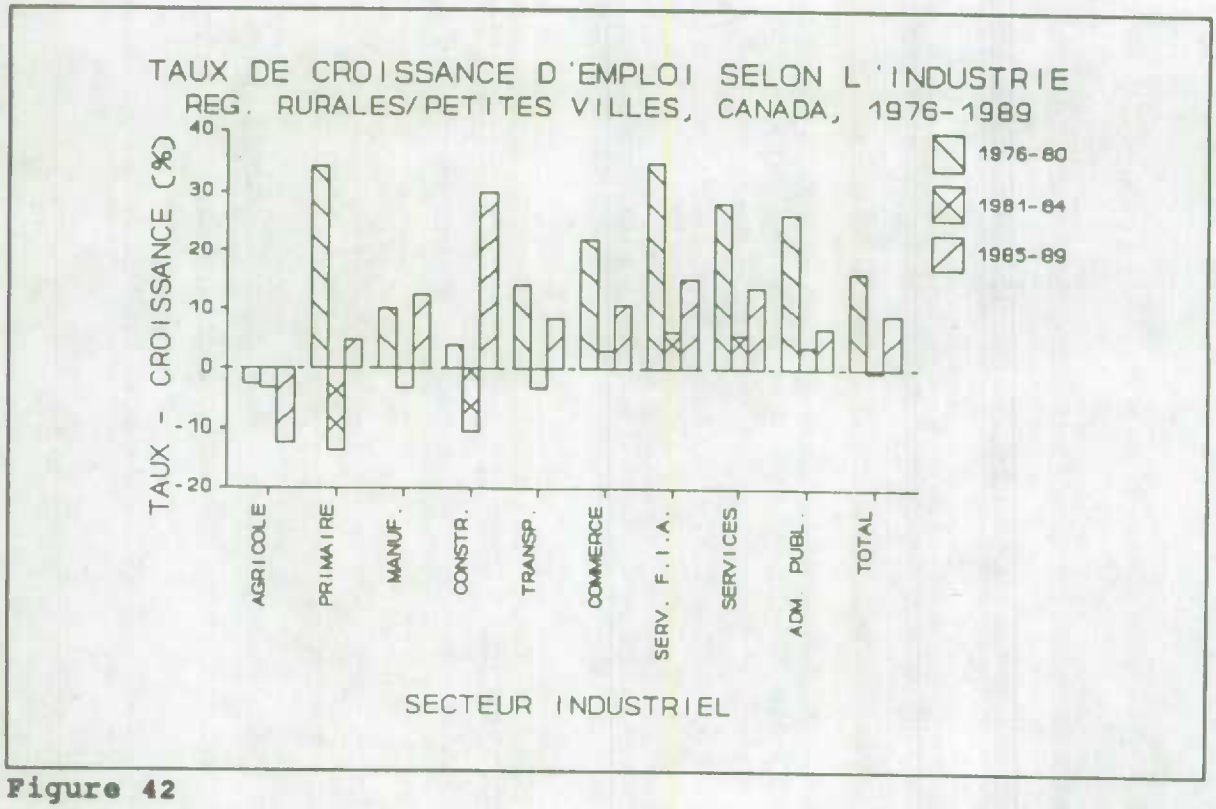

Figure 42

3.4.1 Quotients de localisation

Le quotient de localisation est un indice de spécialisation régionale couramment utilisé (par exemple, voir Coffey, 1987). Il s'agit du rapport entre l'emploi dans une branche d'activité à l'échelle régionale et l'emploi dans la même branche d'activité à l'échelle nationale[11]. Un nombre supérieur à 100 indique qu'une région a une forte concentration d'emplois dans une branche d'activité donnée comparativement à l'ensemble du pays.

Comme on pouvait s'y attendre, les quotients de localisation établis à partir des données de l'enquête sur la population active semblent indiquer une spécialisation des régions rurales

---

[11] Le quotient de localisation pour une branche d'activité i, dans une région j située dans une économie (n) s'établit ainsi : ((Eij / Ej) / (Ein / En)) * 100, où

Eij = l'emploi dans la branche d'activité i de la région j
Ej = l'emploi total dans la région j
Ein = l'emploi dans la branche d'activité i à l'échelle nationale (n)
En = l'emploi total à l'échelle nationale (n).

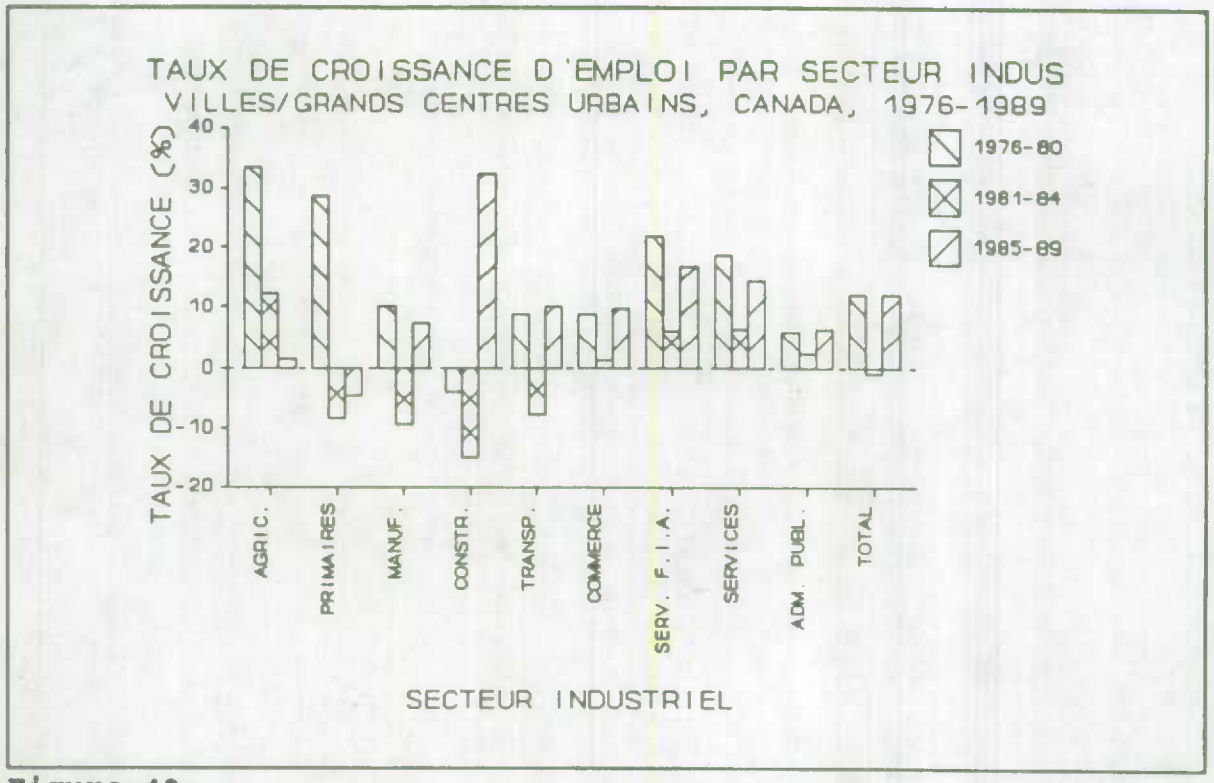

Figure 43

dans les industries agricoles et les autres industries primaires (voir la figure 44). Les industries de la construction étaient aussi relativement concentrées dans les régions rurales. La nature rurale des industries de la construction peut surprendre plusieurs citadins, mais cette classification englobe la construction de l'infrastructure nécessaire à l'exploitation des ressources naturelles (par exemple les autoroutes, les centrales électriques, les projets hydro-électriques, les lignes de télécommunications). Les quotients de localisation des autres catégories d'industries dénotent une spécialisation des régions urbaines.

Les changements observés dans les quotients de localisation selon la branche d'activité (changements mesurés par la variation des quotients calculés pour différentes années) traduisent les changements relatifs dans la concentration de l'emploi. Depuis 1976, l'emploi dans les industries agricoles est moins concentré dans les régions rurales, changement qui résulte à la fois de la diminution de la main-d'oeuvre agricole dans les UNAR et de l'augmentation du nombre de travailleurs agricoles qui habitent dans des régions urbaines.

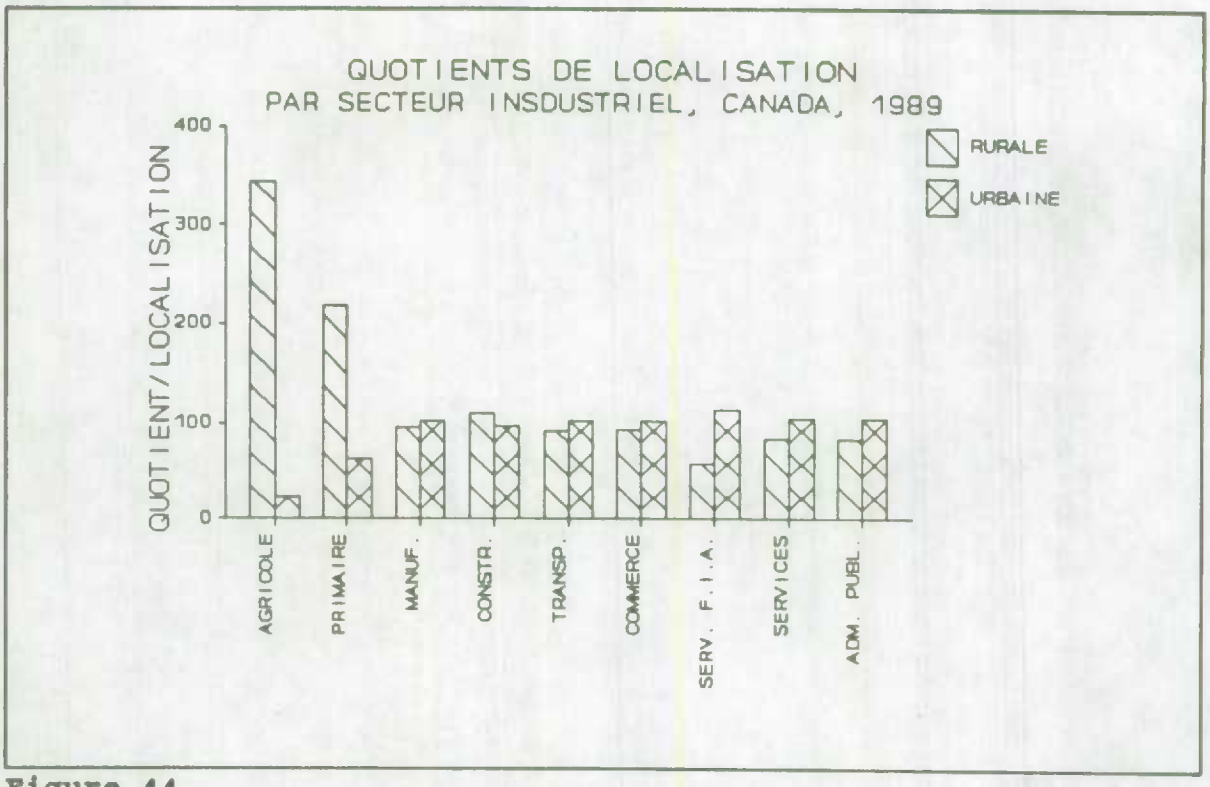

Figure 44

Depuis 1985, l'emploi dans les autres secteurs industriels est plus concentré dans les régions rurales[12]. Le déclin évident de la spécialisation des centres urbains dans le secteur manufacturier pendant les périodes 1981-1984 et 1985-1989 est une continuation de la tendance amorcée dans les années 70 (Coffey et Polese, 1988). La concentration accrue de l'emploi qu'a connue ce secteur dans les UNAR pendant la récession du début des années 80 s'explique en partie par le fait qu'il y a eu des pertes d'emplois plus nombreuses dans les régions urbaines que dans les régions rurales.

---

[12] Dans les régions rurales du Canada, certains secteurs ont vu diminuer leur part de la croissance de l'emploi et augmenter leur quotient de localisation. Les changements dans la part de la croissance de l'emploi dépendent uniquement des variations de l'emploi dans un seul secteur, tandis que les changements dans les quotients de localisation dépendent en outre des variations de la proportion de l'emploi total (c.-à-d. la somme de l'emploi dans chaque secteur) dans la région.

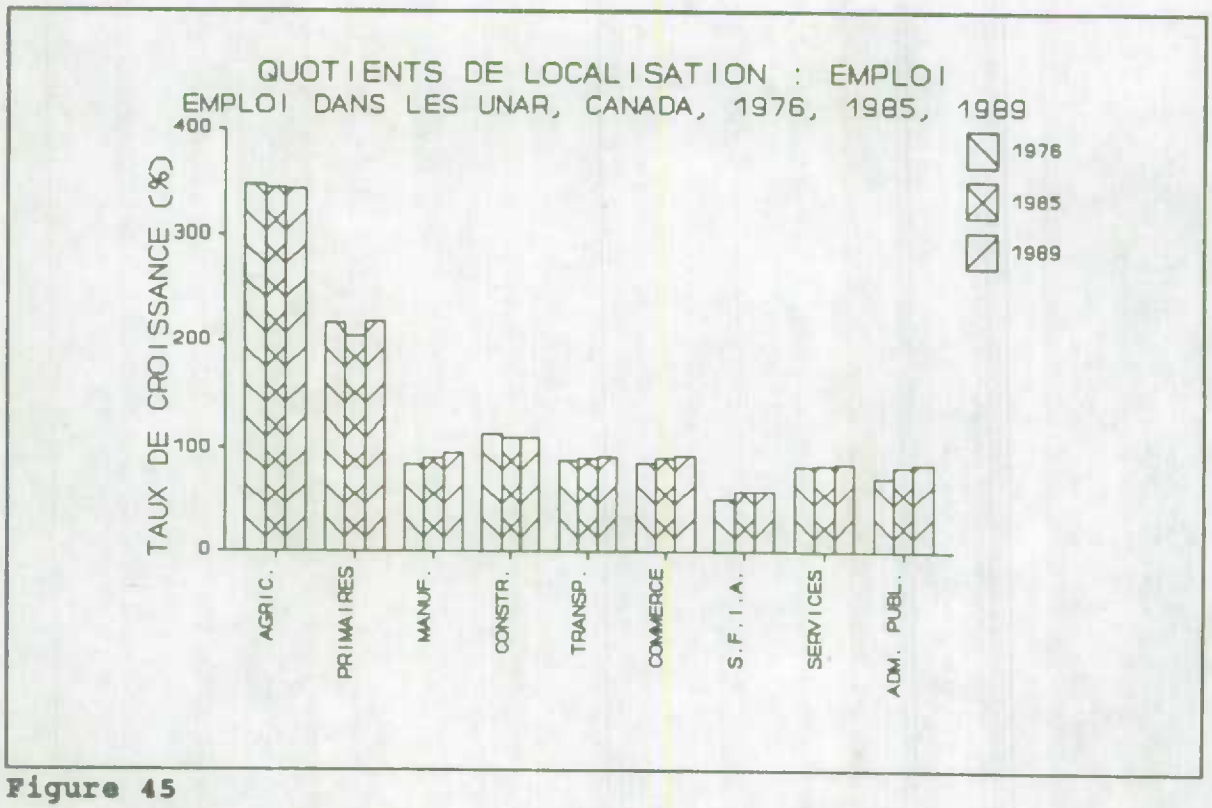

Figure 45

3.4.2 Analyse des mouvements

L'analyse des mouvements décompose la croissance de l'emploi en trois composantes qui mesurent les différences de cette croissance dans les régions. La croissance de l'emploi dans une branche d'activité et une région données peut être divisée en fonction de l'effet de croissance nationale, de l'effet structurel et de l'effet de croissance régionale ou effet des mouvements[13].

---

[13] La formule mathématique de l'analyse des mouvements donnée par Martin (1976) est la suivante :

$$E^0_{ij}(r_{ij}) = E^0_{ij}(r_{..}) + E^0_{ij}(r_{i.}-r_{..}) + E^0_{ij}(r_{ij}-r_{i.})$$

où $E^0_{ij}(r_{ij})$ = variation absolue de l'emploi depuis l'année 0 dans la branche d'activité i et la région j, r_{ij} représentant le taux de croissance correspondant et E^0_{ij} représentant le niveau d'emploi correspondant pour l'année 0.

$E^0_{ij}(r_{..})$ = variation de l'emploi dans la région j si la branche d'activité i avait connu le même taux de croissance de l'emploi que le taux national (c.-à-d. effet national).

On mesure l'effet de croissance nationale en supposant que l'emploi dans chaque branche d'activité à l'échelle régionale s'est accru au même taux que l'emploi à l'échelle nationale. La somme de l'effet de croissance nationale pour tous les secteurs industriels dans les UNAR est illustrée à la figure 46. De 1985 à 1989, la croissance de l'emploi dans les régions rurales et les petites villes du Canada aurait été plus considérable si les industries dans ces régions et ces villes avaient enregistré des gains d'emploi identiques à ceux enregistré à l'échelle nationale.

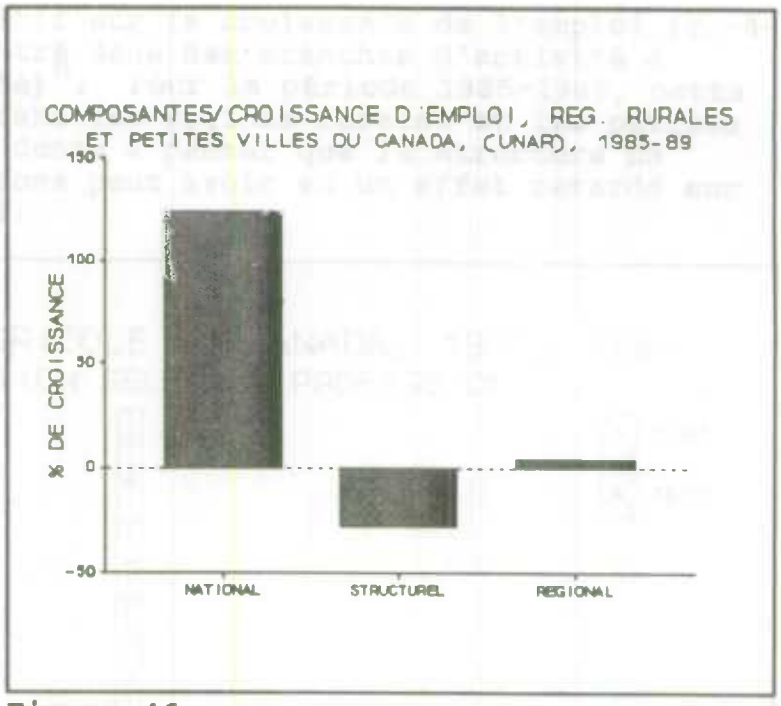

Figure 46

On mesure la composante structurelle en multipliant l'emploi initial dans une branche d'activité et une région données par la différence entre le taux de croissance de cette branche d'activité à l'échelle nationale et le taux de croissance global de l'emploi. Un résultat négatif signifie que la branche d'activité a connu une croissance plus faible (en termes d'emplois) que la moyenne nationale. Certains (notamment Colley et Polese, 1988) considèrent que l'agrégation de cette composante permet de déterminer si la répartition actuelle de l'emploi dans

---

$r_{..}$ représente le taux de croissance de toutes les branches d'activité au Canada pendant la période à l'étude.

$E^0_{ij}(r_{i.}-r_{..})$ = variation de l'emploi dans la région j résultant de la différence entre le taux de croissance national de la branche d'activité i ($r_{i.}$) et le taux de croissance national de toutes les branches d'activité ($r_{..}$) (c.-à-d. effet structurel).

$E^0_{ij}(r_{ij}-r_{i.})$ = variation de l'emploi dans la région j qui découle de la différence entre le taux de croissance national et le taux de croissance régional de la branche d'activité i (c.-à-d. effet régional).

la région a un effet positif sur la croissance de l'emploi (c.-à-d. si l'emploi est concentré dans des branches d'activité à croissance rapide ou lente)[14]. Pour la période 1985-1989, cette composante est négative dans les régions rurales et les petites villes du Canada, ce qui donne à penser que la structure de l'industrie dans ces régions peut avoir eu un effet retardé sur la croissance de l'emploi.

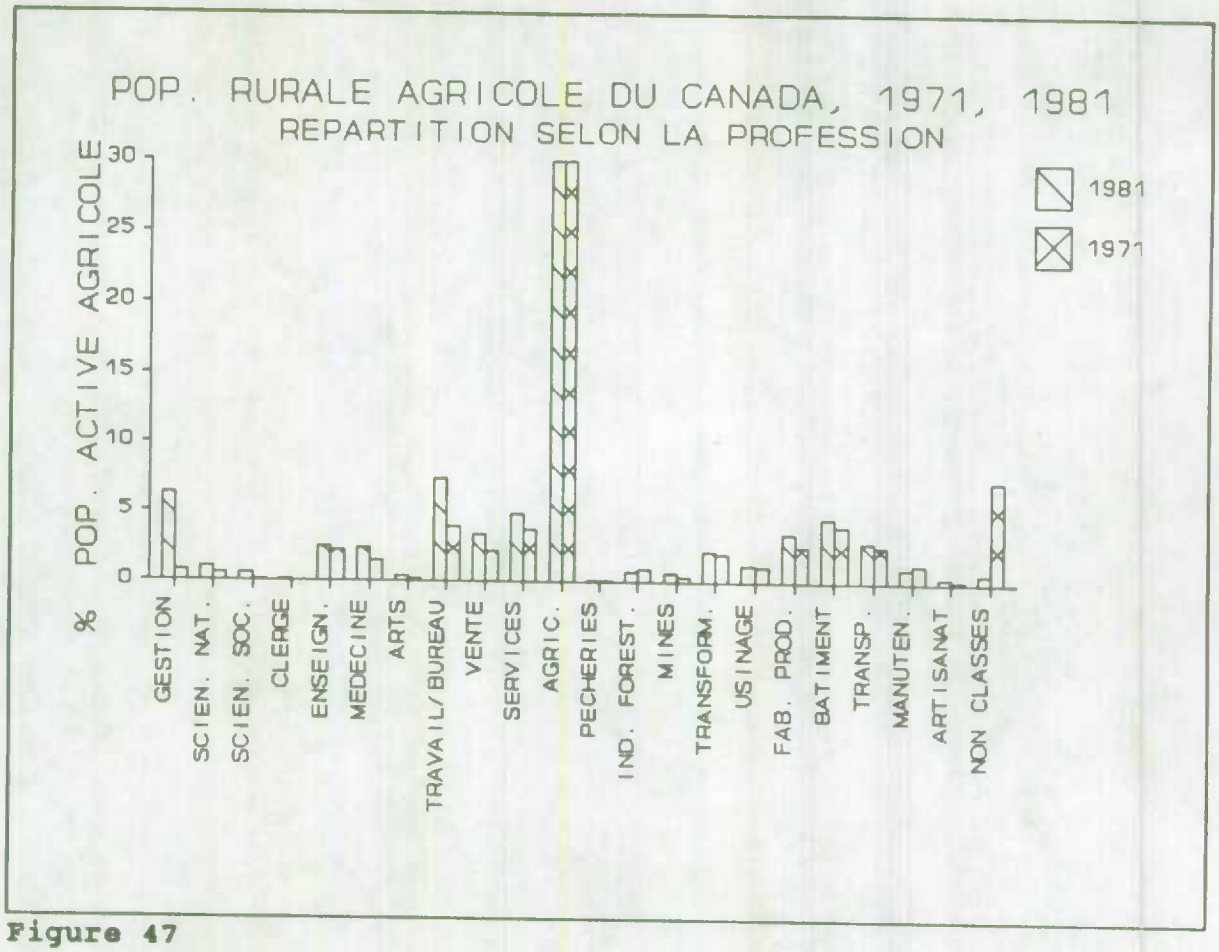

Figure 47

---

[14] Plusieurs chercheurs (notamment Martin, 1976) ont fait de sérieuses réserves sur l'utilité de ces résultats agrégés. En particulier, les résultats varient selon le degré de désagrégation par branche d'activité. La contribution de l'effet structurel par rapport à l'effet régional augmente avec le niveau de désagrégation. Comme le niveau de désagrégation utilisé ici a été choisi pour des raisons de simplicité et de disponibilité des données plutôt que pour sa pertinence sur le plan économique, il convient d'interpréter ces résultats avec prudence.

L'effet régional, ou effet des mouvements, est la composante de la croissance qui correspond à la différence entre le taux de croissance d'une branche d'activité donnée dans une région donnée et le taux de croissance de cette branche d'activité à l'échelle nationale. Un effet des mouvements positif indique une performance supérieure (en termes de croissance de l'emploi) de la région dans cette branche d'activité. L'agrégation de l'effet régional de toutes les branches d'activité est censée donner une indication des répercussions des conditions locales (régionales) sur la croissance de l'emploi. L'effet régional marginalement positif pour les UNAR donne à penser que ces influences locales n'ont pas nuit à la croissance de l'emploi.

L'analyse de l'effet des mouvements selon le secteur industriel dans les régions rurales du Canada mesure la performance (en termes de croissance de l'emploi) de chaque secteur par rapport à la performance des secteurs correspondants à l'échelle nationale. Le tableau 4 montre qu'entre 1985 et 1989, les régions rurales et les petites villes du Canada ont connu des mouvements positifs significatifs dans les industries primaires et manufacturières, tandis que dans les industries de la construction, des transports, des services financiers et des services les taux de croissance de l'emploi ont été inférieurs aux moyennes nationales correspondantes.

TABLEAU 4

EFFET DES MOUVEMENTS - EN POURCENTAGE DE LA CROISSANCE DE L'EMPLOI (PERTE*), REGIONS RURALES ET PETITES VILLES DU CANADA (UNAR), 1976-1989

	1976-80	1981-84*	1985-89
IND. AGRICOLES	146.75	60.61	17.21
AUTRES IND. PRIMAIRES	7.16	16.27	95.28
IND. MANUFACTUR.	- .11	- 157.27	33.00
IND. CONSTR.	142.37	- 29.98	- 5.76
TRANSPORT	29.63	- 117.58	- 14.38
COMMERCE	46.55	41.16	7.19
SERV. F.I.A.	32.84	4.30	- 8.65
SERVICES	26.70	- 9.47	- 3.85
ADM. PUB.	63.42	28.74	8.26

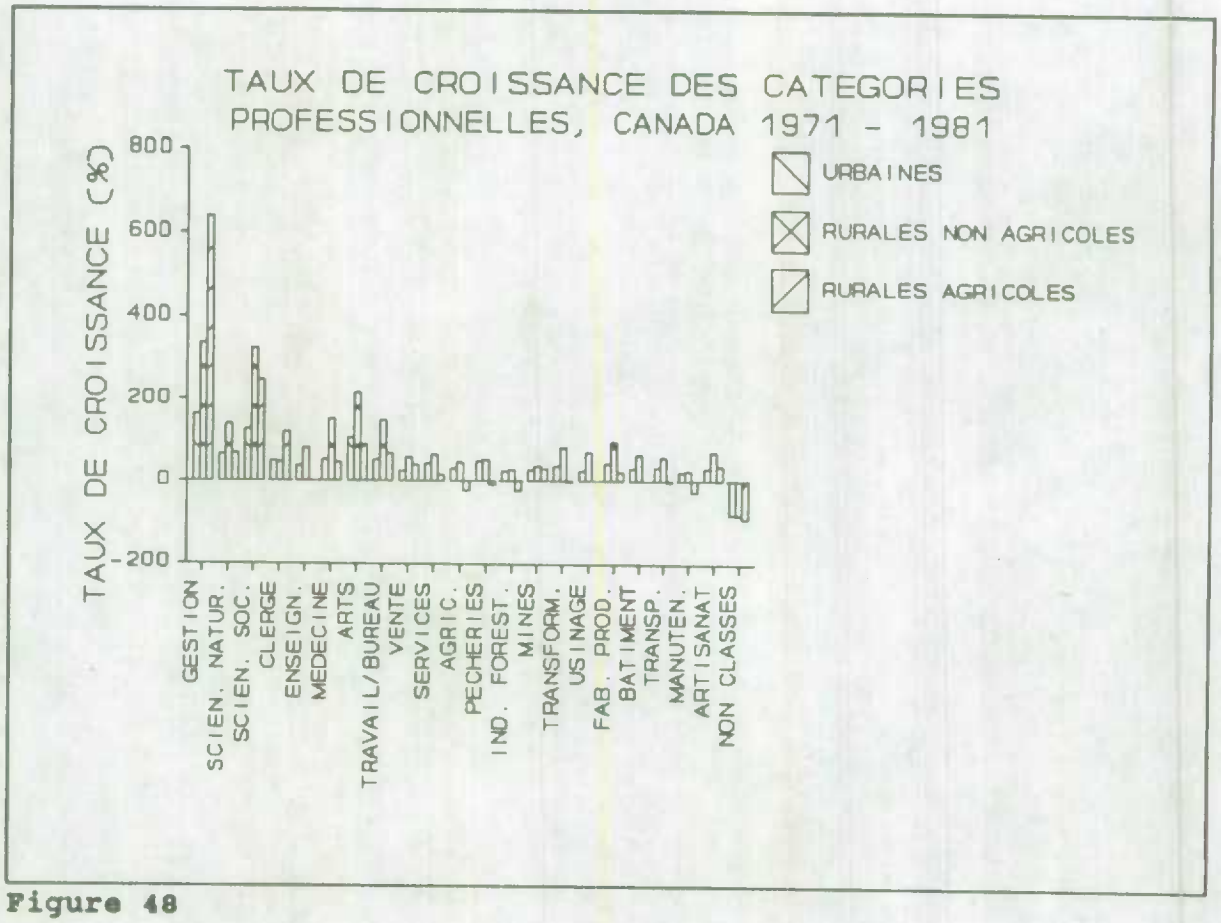

Figure 48

3.5 Tendances observées dans la population active selon la profession dans les régions rurales et les petites villes

3.5.1 1971-1981

La prédominance de la catégorie des travailleurs agricoles dans les régions rurales agricoles ne devrait pas nous surprendre. Selon les données du recensement de 1981, 53% des actifs vivant dans des régions rurales agricoles ont été classés dans cette catégorie (ce pourcentage a été réduit à 30% à la figure 47, de manière à pouvoir distinguer les autres catégories). Il s'agit d'une diminution par rapport aux données de 1971 à la fois en termes relatifs (62%) et en termes absolus (une diminution de 23% pendant les dix ans). Cette diminution peut être attribuée en partie au fait qu'on a reclassifié en 1980 les gérants de ferme qui appartenaient jusqu'à cette date à la catégorie des industries agricoles dans la catégorie de la gestion.

La croissance la plus marquée a été celle enregistrée dans la catégorie de la gestion en partie en raison de cette reclassification[15]. Cependant, l'ampleur de la croissance (plus de 600% au cours de la période intercensitaire) de même que la croissance relative de la catégorie des services professionnels et des autres services complémentaires (p. ex. les employés de bureau) donne à penser que la catégorie de la gestion a connu une croissance qui n'est pas liée aux effets de la reclassification.

Les professions dans lesquelles le nombre d'actifs a diminué sont celles qui ont trait à la production primaire. Outre la catégorie des agriculteurs, celles des mineurs (qui inclut les travailleurs des champs de pétrole et de gaz), des pêcheurs et des travailleurs forestiers ont aussi connu une diminution dans la population rurale agricole.

Les régions rurales non agricoles ont connu une croissance de la population active dans chaque groupe professionnel. En termes relatifs, les catégories de la gestion, de la médecine et de la santé et des travailleurs scientifiques ont enregistré une croissance significative. Les professions de ces catégories engendrent ce qu'on a appelé des services à la production (Reid, 1990). Ce sous-ensemble du secteur des services est caractérisé par (i) des niveaux de scolarité élevés, (ii) des salaires élevés et (iii) des emplois qui offrent une plus grande mobilité ascendante que d'autres emplois dans ce secteur. La croissance de ces catégories a été plus forte dans la population rurale non agricole que dans la population urbaine, ce qui indique que la répartition de la population active des régions rurales non agricoles selon la profession ressemble de plus en plus à celle des régions urbaines. La catégorie des employés de bureau a aussi connu une croissance relative considérable dans les régions rurales non agricoles, ce qui peut s'expliquer par le lien qui existe entre ces emplois et les professions des services à la production.

---

[15] Les données sur la répartition selon la profession sont fondées sur la région de résidence et non sur le lieu de travail des particuliers. Par conséquent, une partie de l'augmentation du nombre de résidents ruraux dans la catégorie de la gestion pourrait découler d'un changement de résidence (p. ex. des cadres qui quittent le noyau urbain pour aller s'établir dans la banlieue rurale) sans qu'il y ait un changement dans le lieu de travail. De plus, les gérants des ventes au détail ont aussi été reclassifiés dans la catégorie de la gestion.

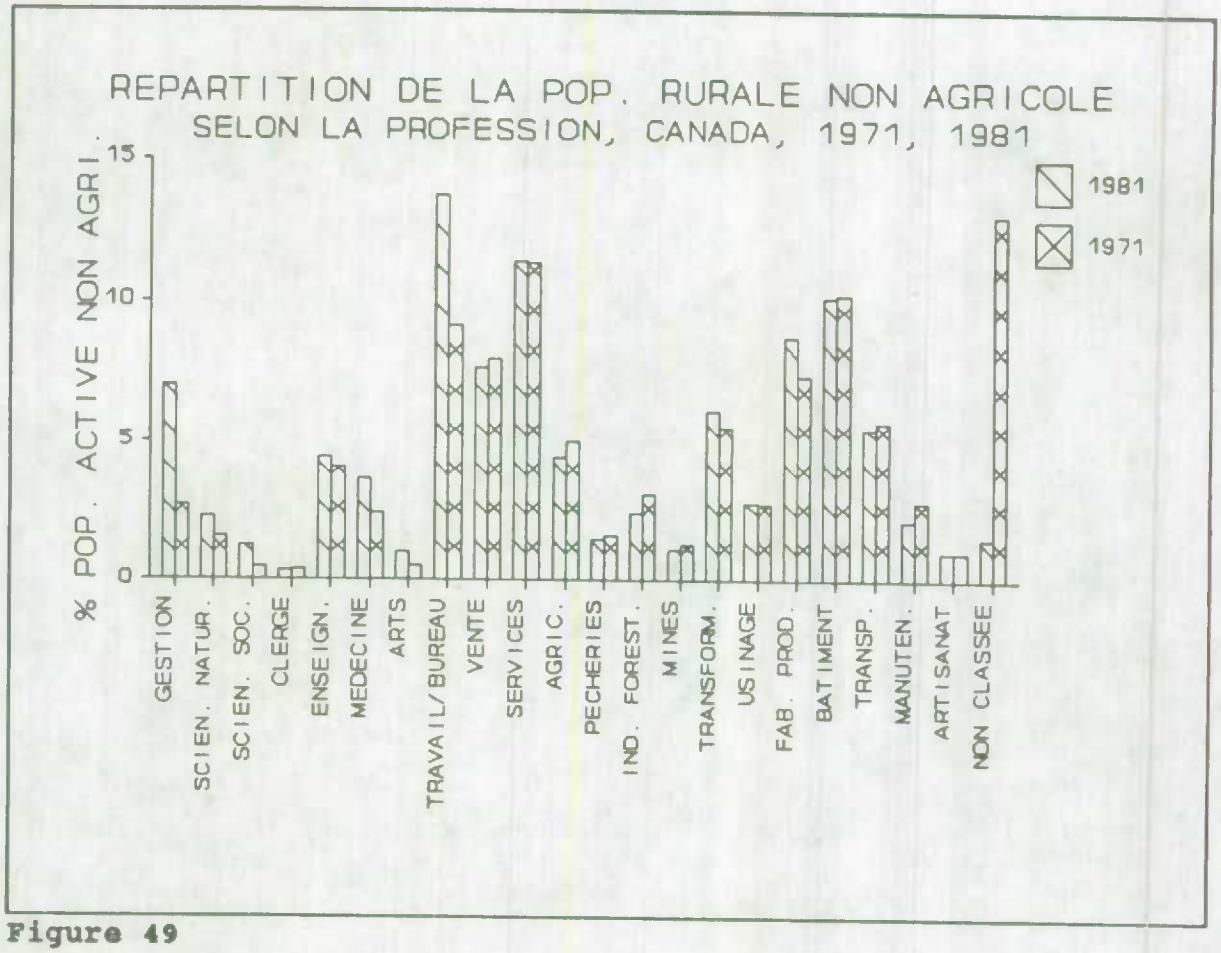

Figure 49

La tendance des régions rurales non agricoles à adopter une répartition selon la profession semblable à celle des régions urbaines transparaît également dans la diminution relative des professions liées à la production primaire. De plus, les taux de croissance de la population active dans les catégories des industries de transformation et de fabrication de produits étaient deux fois supérieurs à ceux enregistrés dans les régions urbaines.

3.5.2 1981-1986

Bien que les données publiées du recensement de 1986 sur les professions ne décomposent pas les données rurales selon les catégories "agricole" et "non agricole", la tendance convergente des répartitions selon la profession de la population des régions rurales non agricole et des régions urbaines semble vraisemblablement se poursuivre.

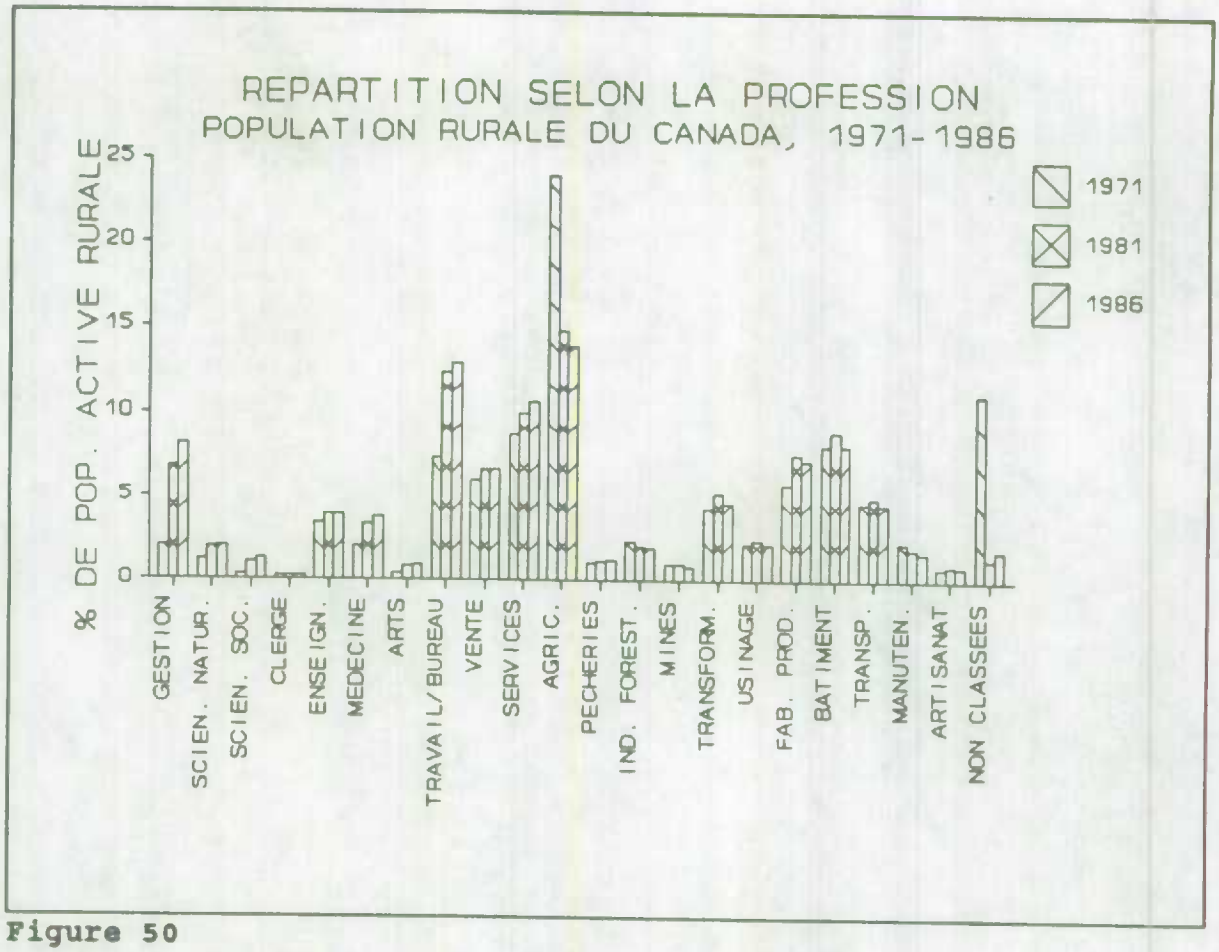

Figure 50

La figure 51 montre que les taux de croissance de la population active rurale ont dépassé ceux de la population active urbaine dans les domaines traditionnellement "urbains" comme la gestion, les sciences sociales, les services, la médecine, et le travail de bureau. Dans les régions urbaines et rurales, les professions dans lesquelles une diminution de la population active a été enregistrée ont été principalement celles du secteur de la production, notamment les usineurs, les mineurs et les travailleurs des industries de transformation.

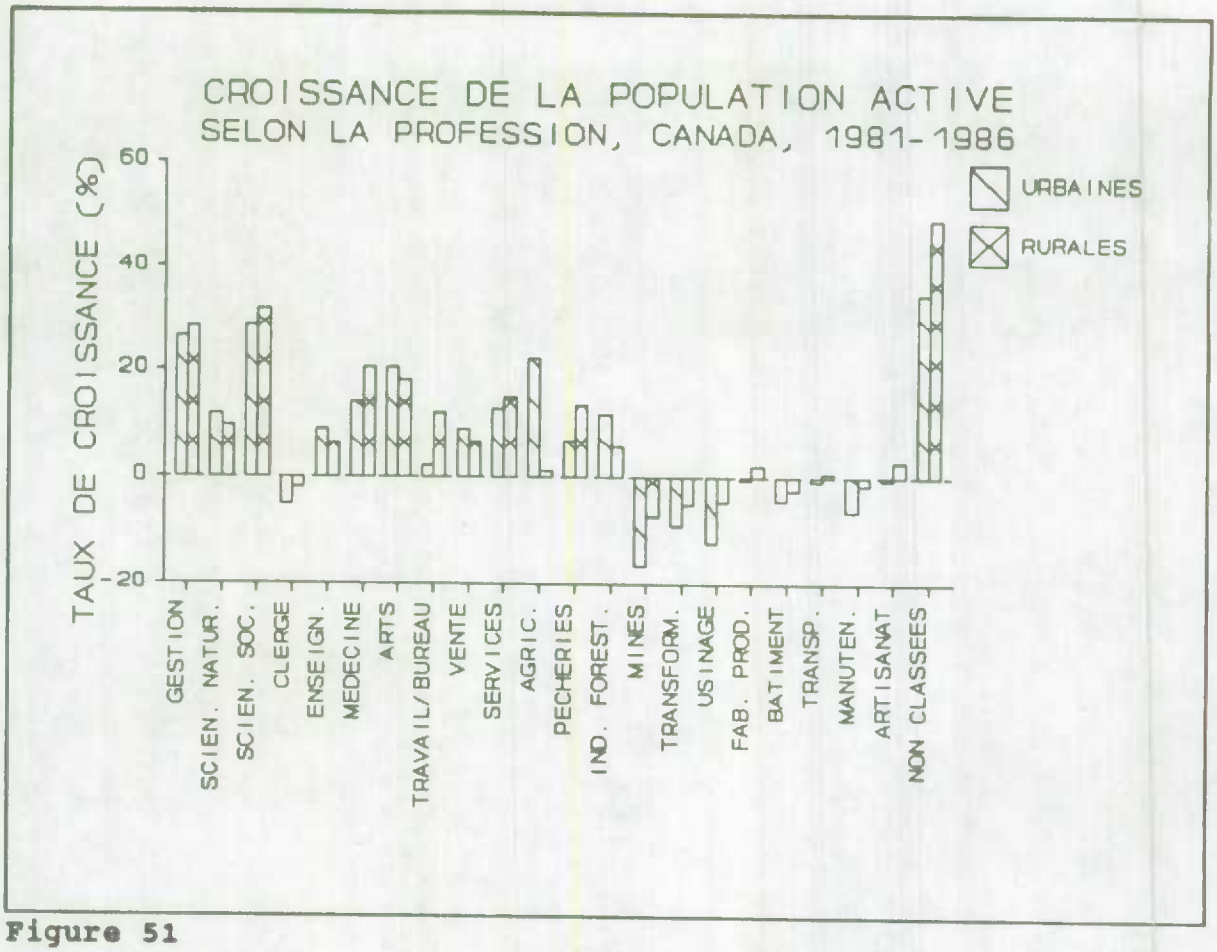

Figure 51

La population active agricole s'est accrue pendant cette période, mais à un taux inférieur à la moyenne rurale. Toutefois, cette catégorie professionnelle était encore celle qui occupait la plus grosse partie de la population active rurale.

4. ELEMENTS DU BIEN-ETRE ECONOMIQUE

Une comparaison détaillée du bien-être économique des résidents urbains et ruraux comporte nécessairement une analyse du niveau d'avantages sociaux et économiques dont bénéficie chaque groupe de résidents. Comme la comparaison est fondée sur des groupes de personnes, l'analyse prend également en considération la répartition de ces avantages à la fois entre les particuliers à un moment donné et d'une génération à l'autre. Une analyse de ce genre déborde du cadre de notre rapport. Les données que nous présentons ici n'ont trait qu'aux éléments du bien-être que nous indiquent les revenus des familles et des particuliers.

La méthode de mesure du bien-être fondée sur le revenu considère la famille ou le ménage comme unité d'analyse. Selon la théorie économique, le ménage est le niveau d'organisation auquel sont prises les décisions relatives à la consommation. Les données qui suivent sont fondées sur le concept qui semble se rapprocher le plus de la notion de ménage - celui de famille économique[16]. Nous présentons aussi des données sur les familles de recensement[17], afin de fournir une répartition des revenus selon qu'il s'agit de familles rurales agricoles ou de familles rurales non agricoles.

Il convient ici de faire trois mises en garde avant de conclure à des changements dans le bien-être économique à partir de tendances observées dans le revenu de la famille. Premièrement, il est possible que la taille de la famille ait varié pendant la période à l'étude. En effet, de 1971 à 1986, la taille moyenne d'une famille de recensement a diminué de 14% dans les régions urbaines et de près de 20% dans les régions rurales. Compte tenu de la diminution relative de la taille de la famille urbaine, la réduction de l'écart entre les revenus de la famille rurale et ceux de la famille urbaine pendant cette période ne dénote pas nécessairement des augmentations du niveau de bien-être des familles rurales. Deuxièmement, les données sur le revenu dont il est question ici représentent des valeurs marchandes uniquement.

---

[16] Une famille économique est un groupe de deux personnes ou plus qui vivent dans le même logement et qui sont apparentées par le sang, par alliance ou par adoption.

[17] Une famille de recensement est constituée d'un époux et d'une épouse (avec ou sans enfants) ou d'un parent seul avec un ou plusieurs enfants jamais mariés. L'ensemble des familles de recensement est donc compris dans l'ensemble des familles économiques.

Ainsi, on ne tient pas compte de la diminution des loisirs ou de la production non marchande d'un ménage que peuvent entraîner des augmentations du revenu d'emploi. De plus, les comparaisons du revenu familial entre les régions rurales et urbaines ne tiennent pas compte de la disparité sociale et géographique des deux milieux qui pourrait neutraliser les différences de revenus. Troisièmement, il est probable que les niveaux des prix varient d'un groupe de taille de population à l'autre. Il faut donc garder ces observations à l'esprit quand on interprète les données suivantes en termes de bien-être.

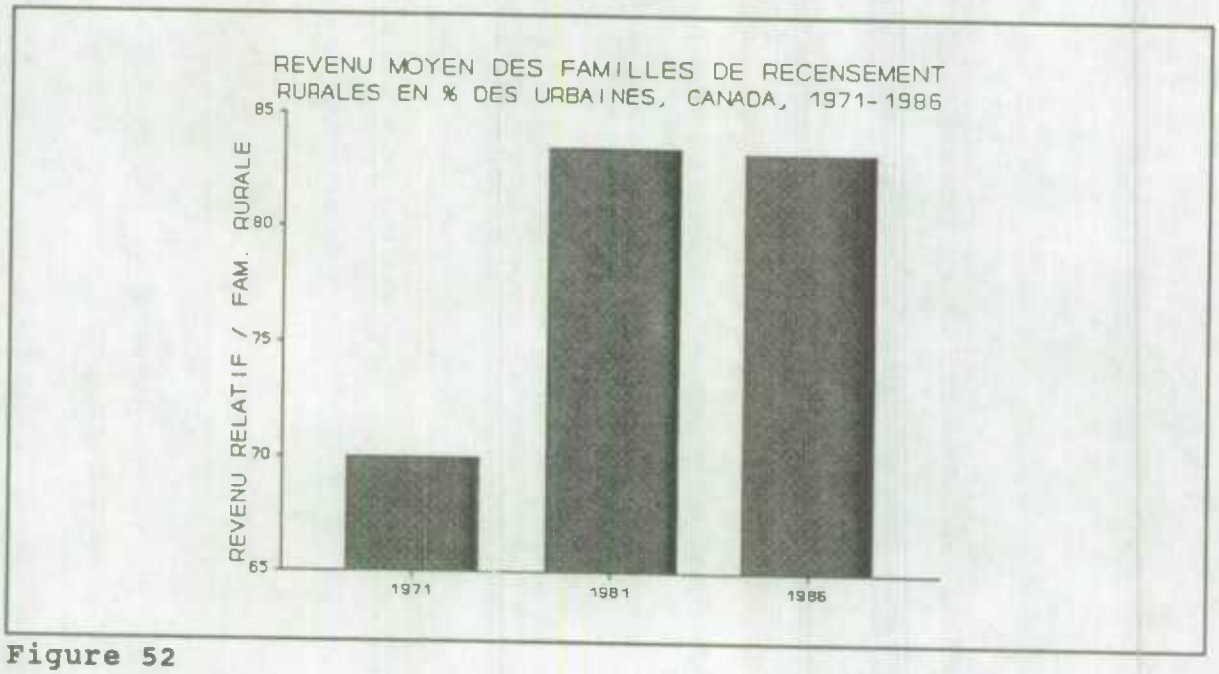

Figure 52

4.1 Tendances du revenu des particuliers et des familles dans les régions rurales et urbaines

TENDANCES NATIONALES

Depuis 1971, le revenu réel des familles de recensement rurales et urbaines a augmenté. De 1971 à 1981, les familles rurales ont connu une plus grande croissance de leur revenu : celui-ci est passé de 69% à 83% du revenu des familles urbaines, le revenu des familles agricoles ayant augmenté à un taux supérieur à celui des familles non agricoles (figure 52)[18].

---

[18] Une partie de cette augmentation peut être attribuée au fait qu'on a restreint la définition de "population rurale agricole" de 1981. Selon la définition modifiée, les revenus des résidents de fermes de recensement qui n'étaient pas classifiés comme exploitants agricoles sont exclus. En supposant que ces

Entre 1981 et 1986, il y a eu peu d'écart entre le taux de croissance du revenu des familles rurales et celui des familles urbaines et par conséquent le revenu des familles rurales a très peu varié en pourcentage de celui des familles urbaines.

Les données sur les familles économiques et les personnes seules montrent, elles aussi, que les revenus moyens ont été plus bas chez les familles rurales que chez les familles urbaines entre 1980 et 1988 (figure 53)[19]. Depuis 1983 toutefois, les revenus moyens des familles rurales sont supérieurs à ceux des familles des petits centres urbains (entre 1,000 et 30,000 habitants).

Quand on considère les différents groupes de taille de population, on ne distingue aucune tendance particulière des taux de croissance du revenu moyen des familles et des personnes seules pendant les années 80[20]. Il semble que les petites régions urbaines et rurales aient été le plus durement touchées par la récession du début des années 80 (figure 54). La croissance du revenu dans les régions rurales a repris en 1984 et, en 1987, la population de ces régions enregistrait le taux de croissance du revenu le plus élevé de tous les groupes de taille de population. Bien que les revenus moyens dans les régions rurales se soient accrus pendant la période la plus récente pour laquelle nous avons des données (1988), c'est dans les grands centres urbains (plus de 100,000 habitants) qu'ils ont le plus augmenté.

---

de croissance à la hausse.

[19] Les contraintes de données concernant les publications de l'enquête sur les finances des consommateurs ne permettent pas de comparer directement le revenu moyen des familles rurales et celui des familles urbaines entre 1973 et 1979. Cependant, étant donné que de 1973 à 1988, la moyenne canadienne a été supérieure au niveau du revenu des familles rurales, on peut conclure que les moyennes pour les familles urbaines ont été plus élevées.

[20] Contrairement aux données de 1973 à 1988 de l'enquête sur les finances des consommateurs, les données de 1980 à 1988 utilisent des estimations qui ont été révisées en fonction des chiffres de population du recensement de 1986. Voir Statistique Canada, Répartition du revenu du Canada selon la taille du revenu, 1987, n° 13-207 au catalogue.

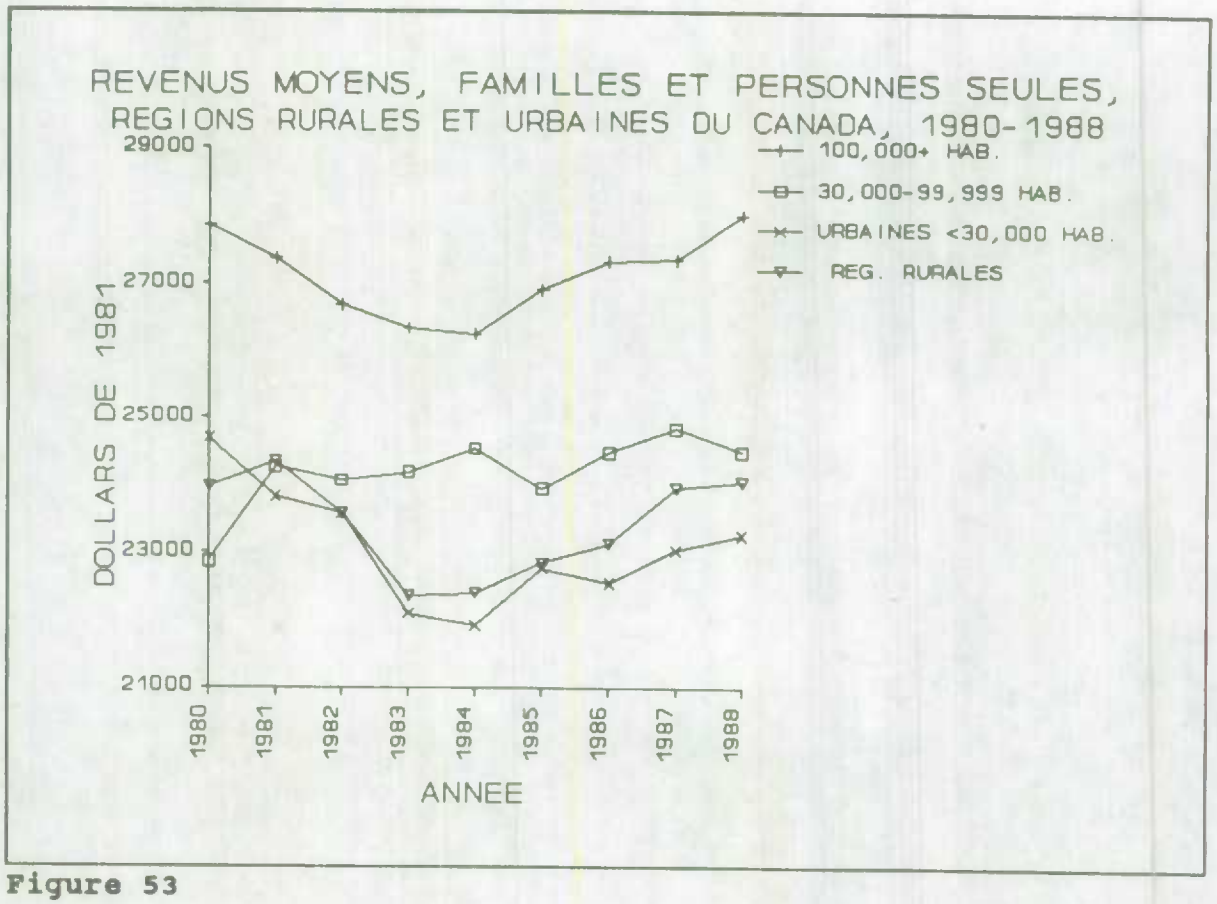

Figure 53

TENDANCES PROVINCIALES

Entre 1980 et 1988, l'Ontario a été la seule province à connaître une croissance positive du revenu réel moyen dans tous les groupes de taille de population (figure 55). Ce sont les provinces de l'Atlantique qui ont enregistré les taux de croissance les plus élevés dans les petites régions urbaines et les régions rurales. En général, les taux de croissance du revenu pour ces catégories de régions ont suivi dans les provinces de l'Atlantique la même tendance que celle observée à l'échelle nationale, les revenus réels ayant diminué au début des années 80, puis enregistré une croissance positive quelques années plus tard. Le plus faible taux de croissance du revenu réel pour les régions rurales a été enregistré en Colombie-Britannique, où les revenus réels moyens ont diminué pendant les cinq premières années de la décennie. Cette tendance a par la suite été renversée, les revenus dans les régions rurales ayant augmenté d'environ 10% en 1986 et en 1988. Au Québec, le taux de croissance du revenu moyen dans les petites régions urbaines a été le plus bas de tout le pays.

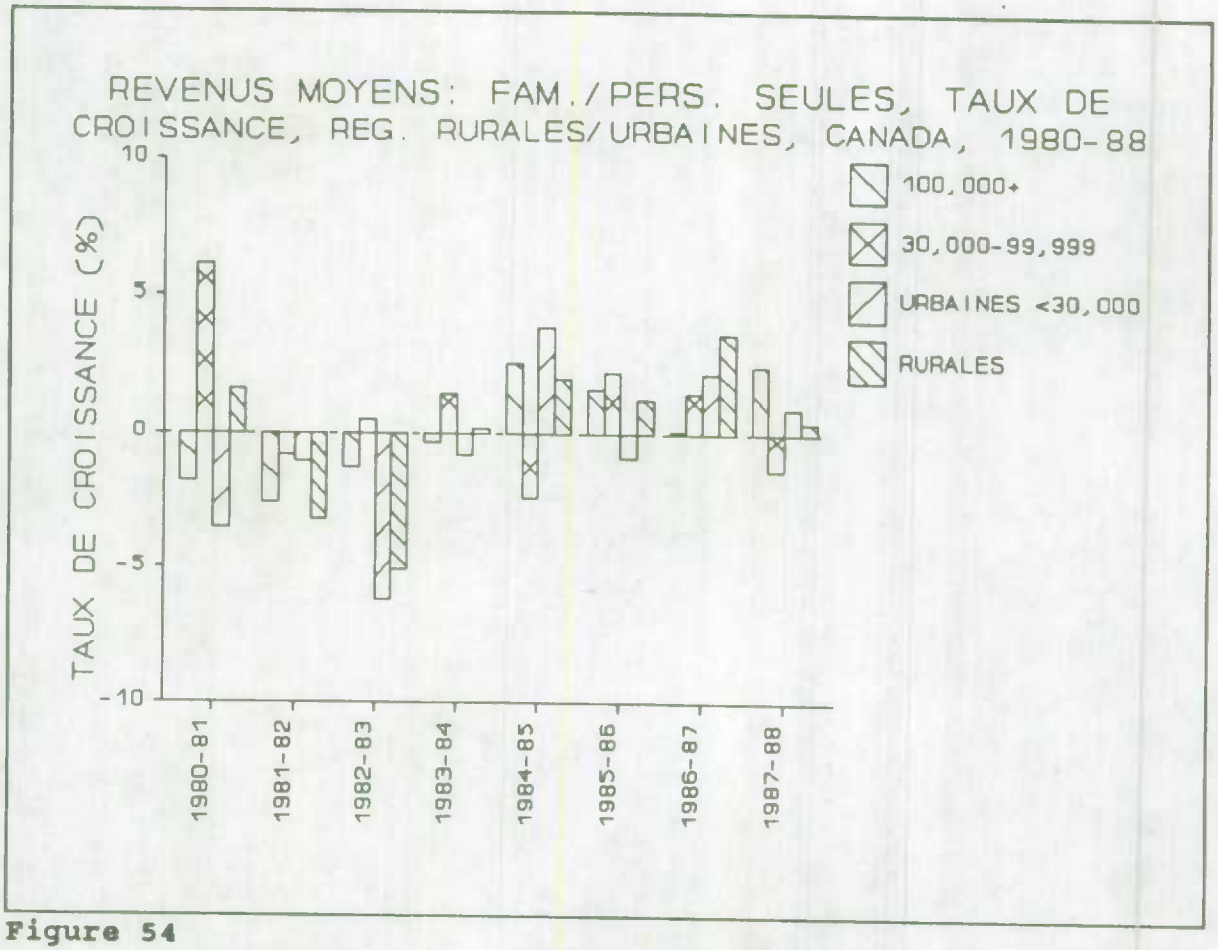

Figure 54

En général, les fluctuations ont été plus marquées à l'échelle régionale qu'à l'échelle nationale. Il y a donc lieu de penser que les changements dans les revenus moyens selon les groupes de taille de population n'ont pas suivi la même tendance dans toutes les régions. Par exemple, on a observé de fortes fluctuations des revenus moyens dans les provinces des Prairies au début des années 80. Dans les régions rurales, ils avaient augmenté de plus de 13% en 1981, augmentation dont on ne voyait plus trace en 1984, les revenus ayant diminué pendant les trois années précédentes. En 1984, la diminution de 9% des revenus ruraux dans les Prairies a été partiellement neutralisée dans les données nationales par une augmentation de 12% des revenus ruraux au Québec.

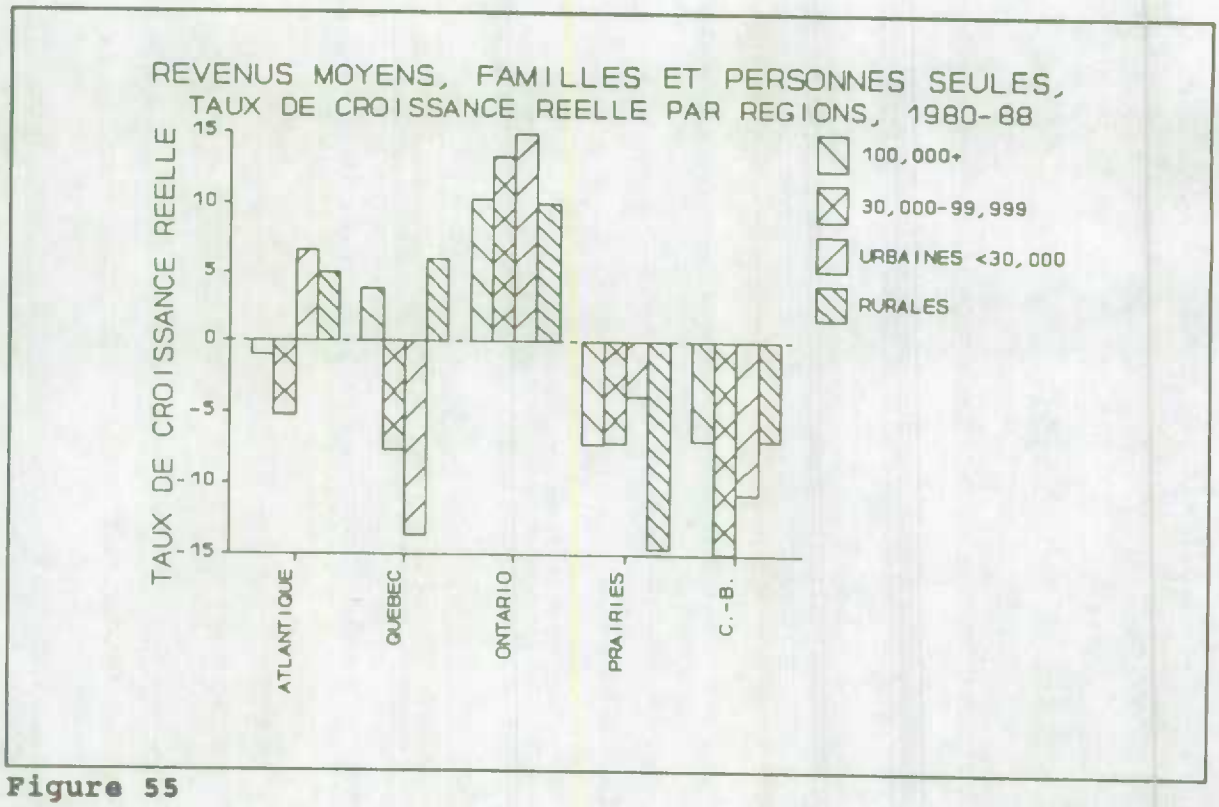

Figure 55

4.1.1 Effet des mesures gouvernementales sur le revenu des familles

Afin d'évaluer l'effet des mesures gouvernementales sur le revenu des familles, nous avons appliqué la structure fiscale et les transferts en vigueur en 1990 aux caractéristiques démographiques et socio-économiques déterminées lors du recensement de 1986. Les répercussions différentes qu'ont les mesures gouvernementales selon le groupe de taille de population découlent de la répartition différente de ces caractéristiques dans les régions rurales et les petites villes du Canada. Quand on considère l'effet combiné des mesures gouvernementales fédérales et provinciales sur le revenu des familles (de recensement) (c.-à-d. total des impôts - total des transferts) en 1986, on constate que les résidents des régions rurales et des petites régions urbaines ont été favorablement traités comparativement aux familles des grands centres urbains[21].

---

[21] Une évaluation de l'effet global des mesures gouvernementales sur le revenu des familles des régions rurales et urbaines exige non seulement des données sur les paiements de transferts, mais aussi des données sur la répartition géographique des dépenses totales. Une analyse plus complète considérerait évidemment les séries chronologiques de la

Les familles des régions rurales ont connu à la fois la charge fiscale moyenne la plus faible et le niveau de revenus de transferts par famille le plus élevé (figure 56). Dans toutes les strates de la population, les impôts totaux ont dépassé les transferts totaux.

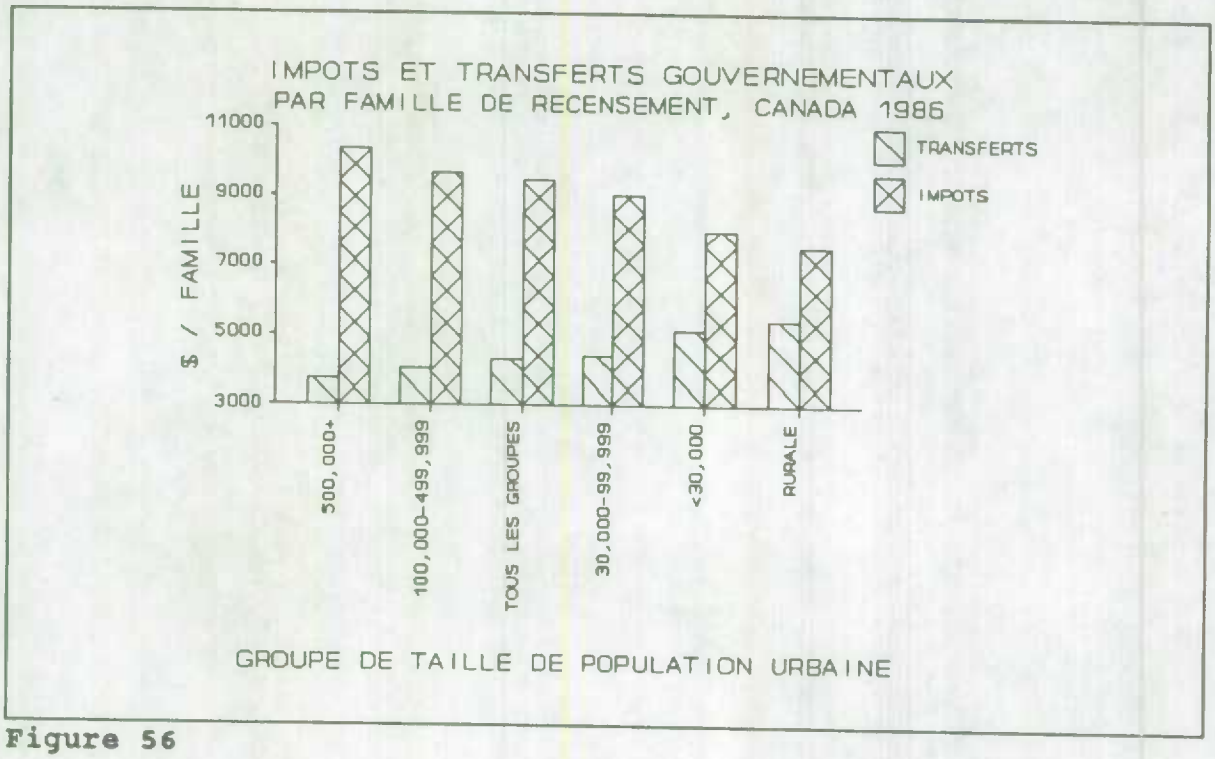

Figure 56

Ce rapport inverse entre les transferts gouvernementaux nets et la taille de la région de résidence ne varie pas beaucoup quand on considère des impôts précis. Toutefois, nous n'avons observé que des variations marginales entre les paiements de transferts fédéraux et provinciaux dits "universels" (c.-à-d. les allocations familiales et les pensions de vieillesse) obtenus dans les régions rurales et ceux obtenus dans les régions urbaines (figures 57, 58).

---

répartition des impôts et des dépenses entre les régions urbaines et rurales. Les données mentionnées dans cette section sont tirées de la base données et du modèle de simulation des politiques sociales de Statistique Canada.

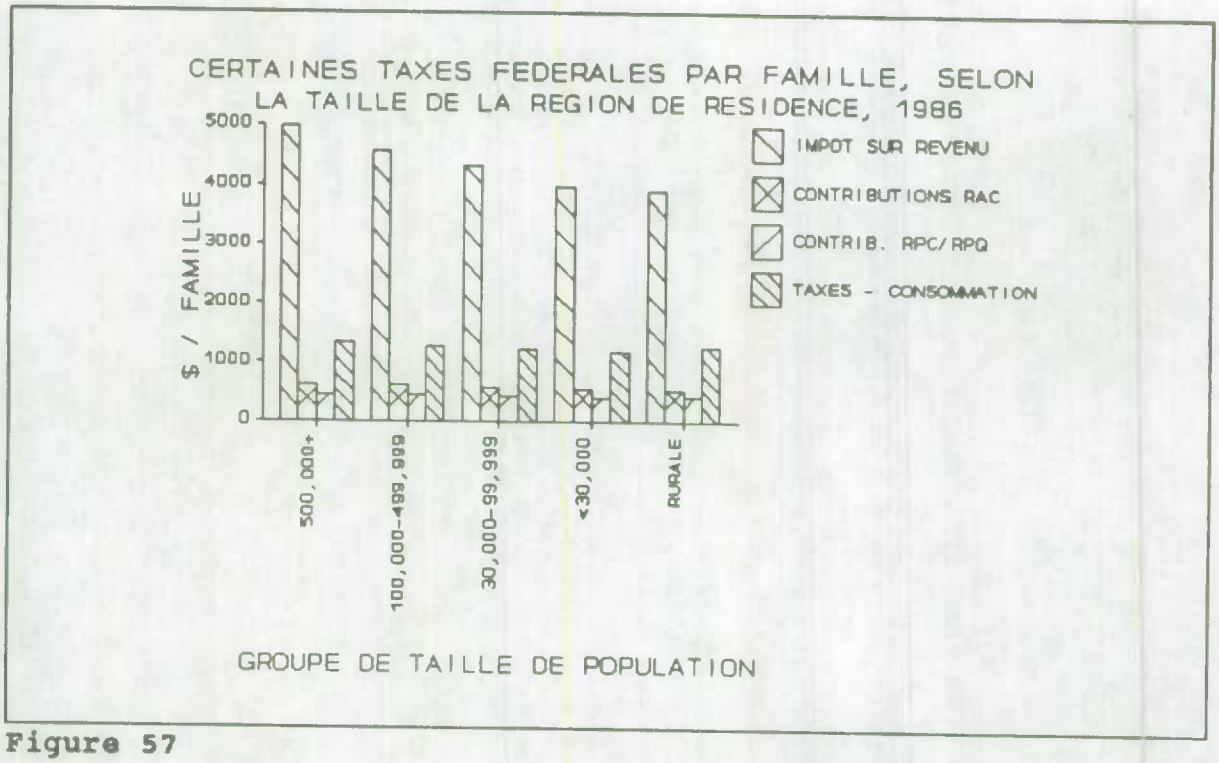

Figure 57

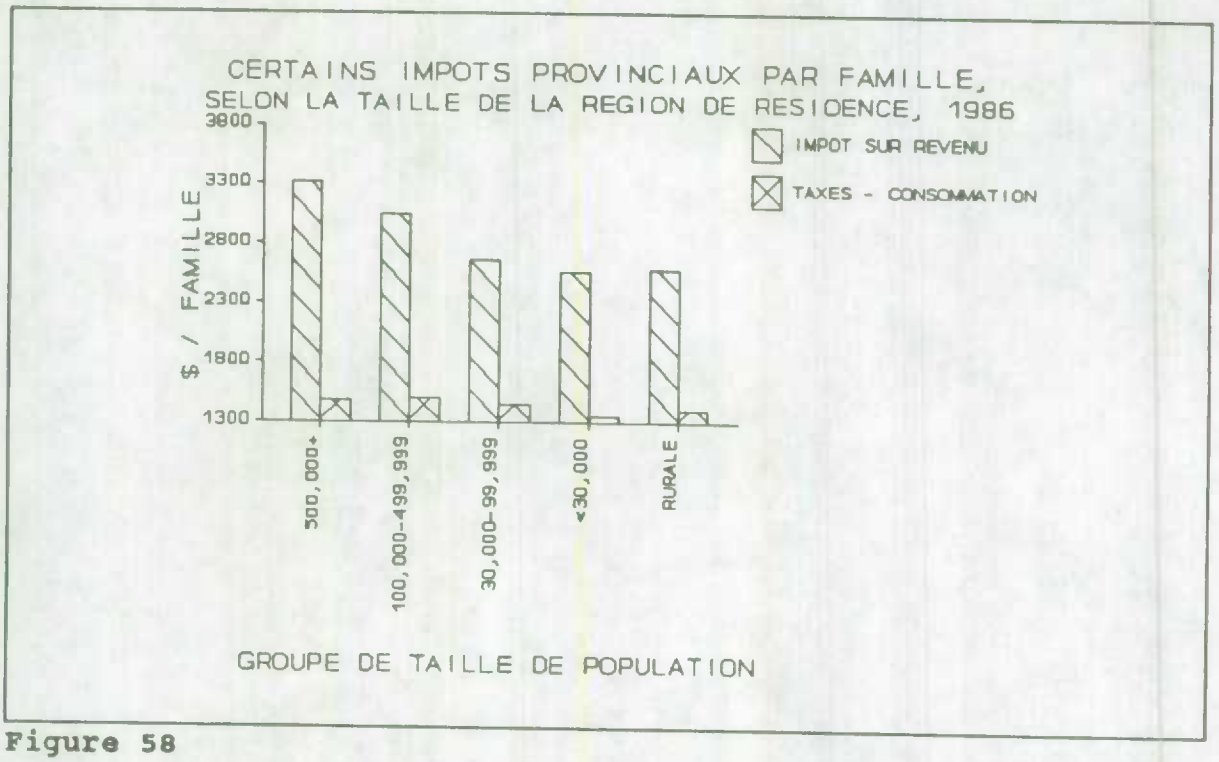

Figure 58

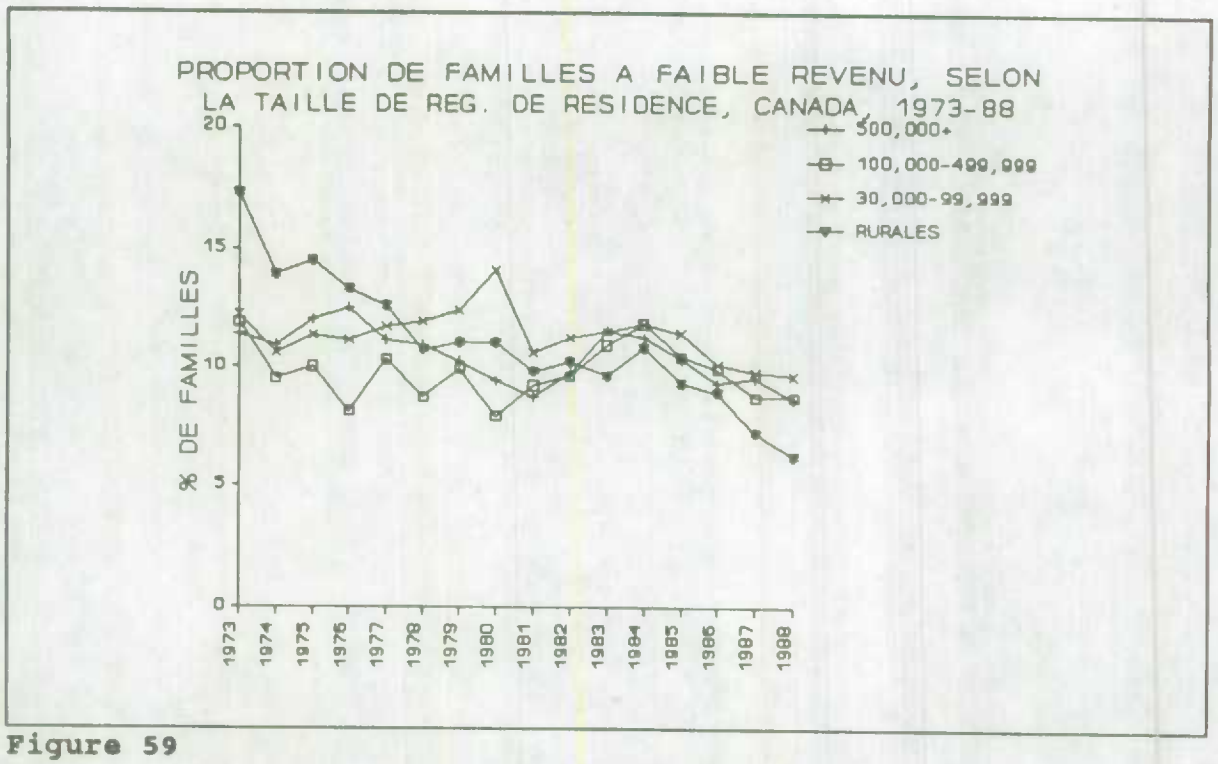

Figure 59

4.2 Inégalité du revenu - Différences entre les régions rurales et urbaines

4.2.1 Fréquence des unités à faible revenu

Les familles à faible revenu sont celles qui consacrent en moyenne 62% de leur revenu à l'alimentation, au logement et à l'habillement[22]. De 1973 à 1988, les familles à faible revenu étaient davantage concentrées dans les régions urbaines de plus de 500,000 habitants; elles étaient moins nombreuses dans les régions rurales (figure 59). En 1973, la proportion de familles à faible revenu (c.-à-d. la part qu'elles représentent en pourcentage du nombre total de familles) était plus élevée dans les régions rurales (17%) (figure 59).

---

[22] Cette définition est fondée sur les résultats de l'enquête sur les dépenses alimentaires de 1969. Le seuil de faible revenu varie selon le groupe de taille de population et selon la taille de la famille. Par conséquent, dans une certaine mesure, l'effet des niveaux de prix différents d'un groupe de taille de population à l'autre et des différentes structures de la famille, dont on ne tient pas compte dans la comparaison des revenus moyens de la famille, est ici pris en considération.

En 1988, cette proportion avait chuté à 7% et était la plus basse de tous les groupes de taille de population[23]. La tendance à la baisse de la proportion d'unités à faible revenu dans les régions rurales a pu être observée aussi chez les personnes seules.

4.2.2 Quintiles et coefficients de Gini

Les mesures d'inégalité utilisées ici concernent le revenu en espèces (p. ex traitements, revenus nets de placements, paiements de transferts) et par conséquent ne nous renseignent pas sur la répartition d'autres éléments du bien-être économique tels que le patrimoine, le revenu en nature, les loisirs et les gains en capital. L'unité bénéficiaire à laquelle ces mesures sont appliquées est l'ensemble des familles économiques et des personnes seules.

Il y aurait une répartition égale du revenu entre les quintiles (groupes composés d'un cinquième de la population et classés en fonction de parts du revenu) si chaque quintile recevait 20% du revenu total.

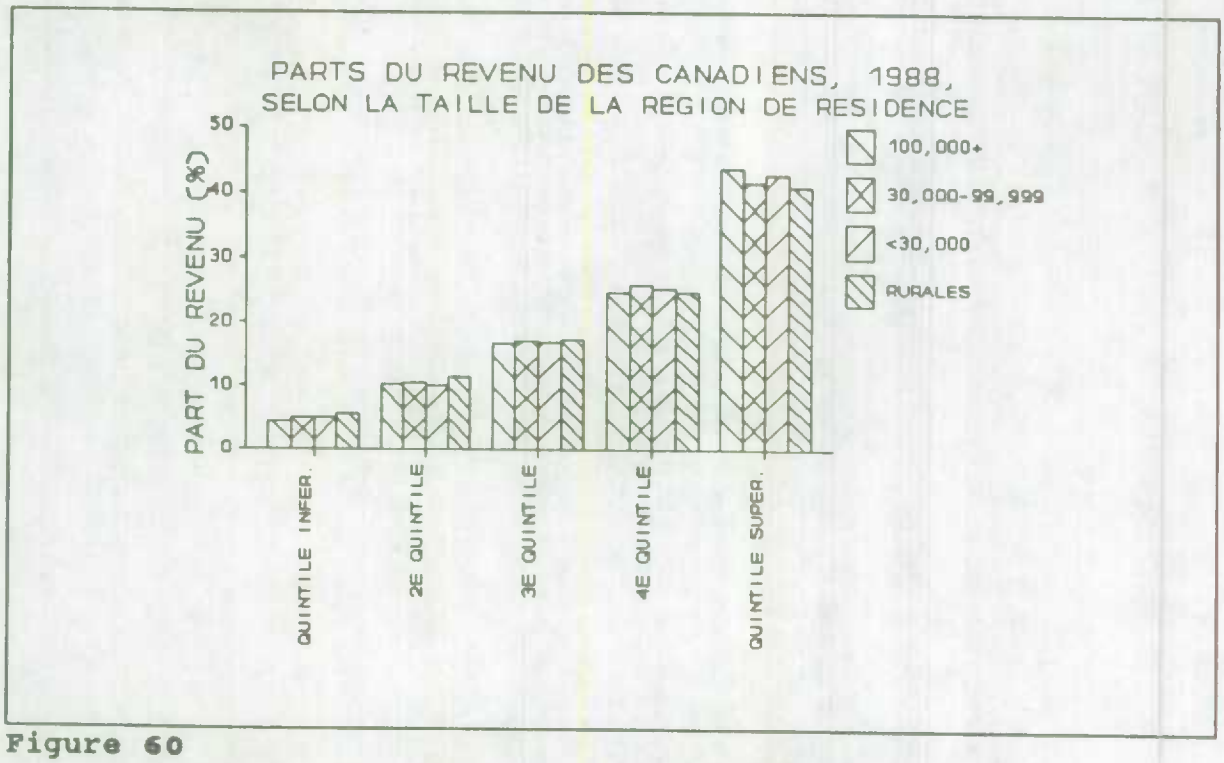

Figure 60

---

23 Nous n'avons pu obtenir de données pour les centres urbains de moins de 30,000 habitants pour la période 1973-1980.

Le coefficient de Gini est une autre mesure courante de l'inégalité. L'indice de Gini est construit de telle façon que les valeurs plus élevées indiquent une plus grande inégalité dans la répartition du revenu[24]. (Une valeur 1 indique une "inégalité parfaite".) Les coefficients de Gini (figure 61) confirment qu'il y a une moins grande inégalité de la répartition du revenu dans les régions rurales du Canada comme l'ont démontré les données sur les quintiles. On peut donc penser, comme les données sur les quintiles nous ont permis de le faire, que depuis peu le revenu est plus équitablement réparti dans les régions rurales puisque les coefficients de Gini pour ces régions sont moins élevés depuis 1986.

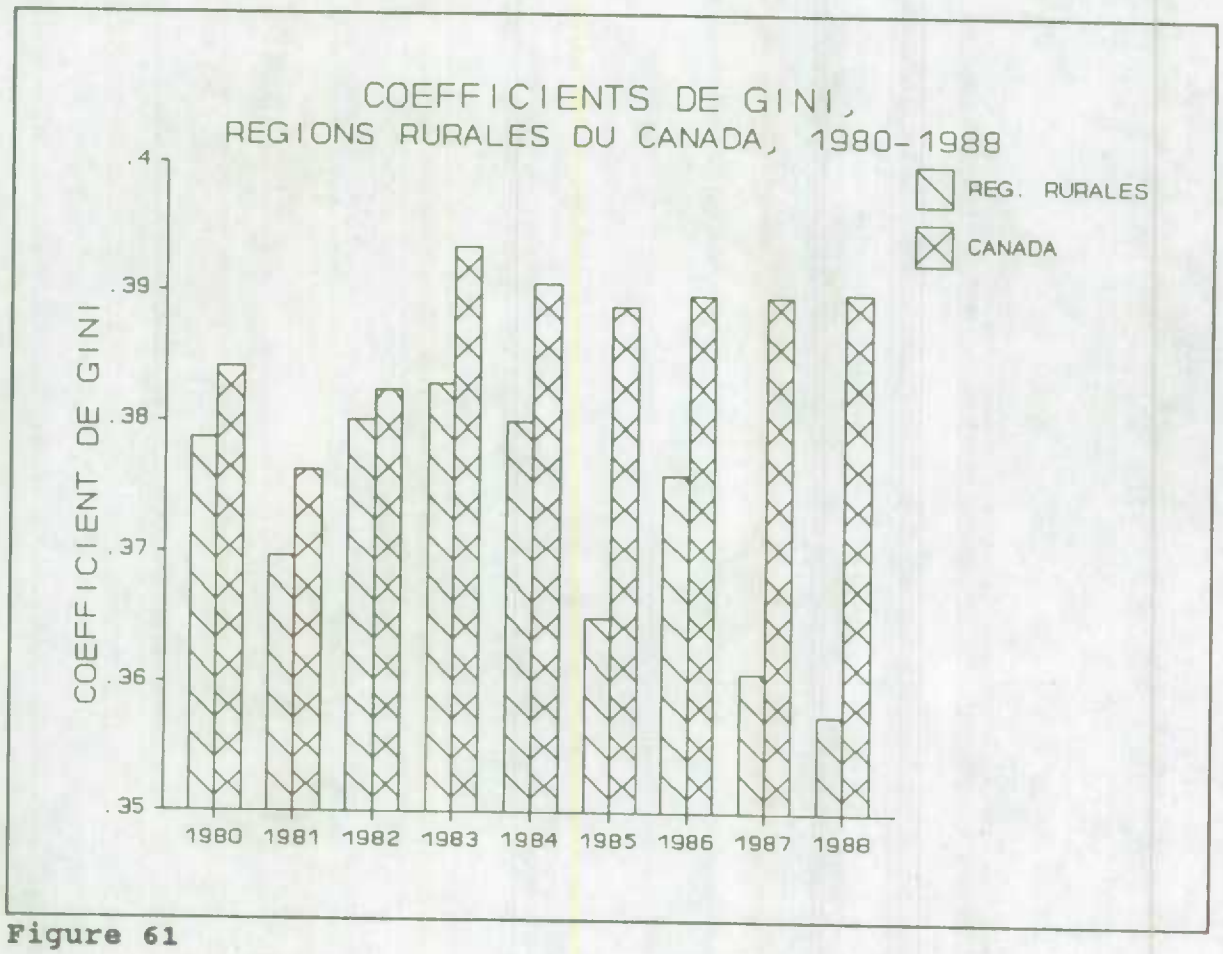

Figure 61

---

[24] On trouvera une brève description du coefficient de Gini dans Osberg (1981), p. 12-17.

4.3 Autres indicateurs du bien-être

4.3.1 Dépenses des ménages

Il peut être utile, dans une société de consommation, d'analyser les habitudes de dépense de la population, afin de discerner les différences de styles de vie entre divers groupes de taille de population. Les données de l'enquête sur les dépenses des ménages de 1989 (tableau 6) donne à penser que l'introduction de nouveaux produits de consommation semble plus lente dans les ménages des régions rurales que dans ceux des centres urbains. Il existe une corrélation positive entre la présence d'innovations récentes comme les lecteurs de disques compacts et les magnétoscopes dans les ménages et la taille urbaine. Par contre, la consommation de biens plus courants comme les radios et les téléviseurs varie peu dans les différents groupes de taille de population. La diffusion plus lente de nouveaux produits dans les régions rurales peut être attribuée à plusieurs facteurs, notamment au fait que le revenu moyen des ménages est plus faible dans ces régions, à la disponibilité des produits eux-mêmes et des produits connexes (p. ex. les disques compacts, les services de réparation) et peut-être même au fait que le milieu social est différent et qu'on n'accorde pas un statut aussi important aux personnes qui achètent de nouveaux produits de consommation.

TABLEAU 6

POURCENTAGE DES MENAGES AYANT DECLARE CERTAINS PRODUITS DE CONSOMMATION, SELON LE GROUPE DE TAILLE DE POPULATION DE LA REGION DE RESIDENCE, CANADA, 1989

POURCENTAGE DE MENAGES POSSEDANT:	GROUPE DE TAILLE DE POPULATION			
	100,000+ HABITANTS	30,000 - 99,999 HAB.	REG. URBAINES < 30,000 HAB.	REGIONS RURALES
LOGEMENT LOUE	44	35	35	14
LOGEMENT IND. NON ATTENANT	47	61	65	87
MACHINES A LAVER ELECTRIQUES	72	84	83	94
APPAREILS DE CLIMATISATION	29	23	18	14
TELEPHONES	99	98	98	98
RADIOS	99	99	99	99
TELEVISEURS	99	99	99	99
TELEDISTRIBUTION	80	82	77	25
MAGNETOSCOPES	60	58	57	56
LECTEURS DE DISQUES COMPACTS	13	11	11	8
AUTOMOBILES	77	81	77	82
FOURGONNETTES OU CAMIONS	17	30	33	81

SOURCE: STATISTIQUE CANADA, PUBLICATION NO 13-218 AU CATALOGUE

Il existe également un lien entre le caractère urbain d'une région et certaines caractéristiques de logement. Dans les régions rurales, la majeure partie des ménages (87%) sont propriétaires du logement qu'ils occupent contrairement aux grands centres urbains où seulement 56% des ménages sont propriétaires. Les données sur le genre de logement reflètent aussi le nombre relativement peu élevé de locataires dans les régions rurales où les maisons individuelles non attenantes sont plus populaires (87%) que dans les grands centres urbains (47%). L'espace relativement vaste qui caractérise les régions rurales du Canada rend moins nécessaire la forte concentration de logements liée au logement locatif.

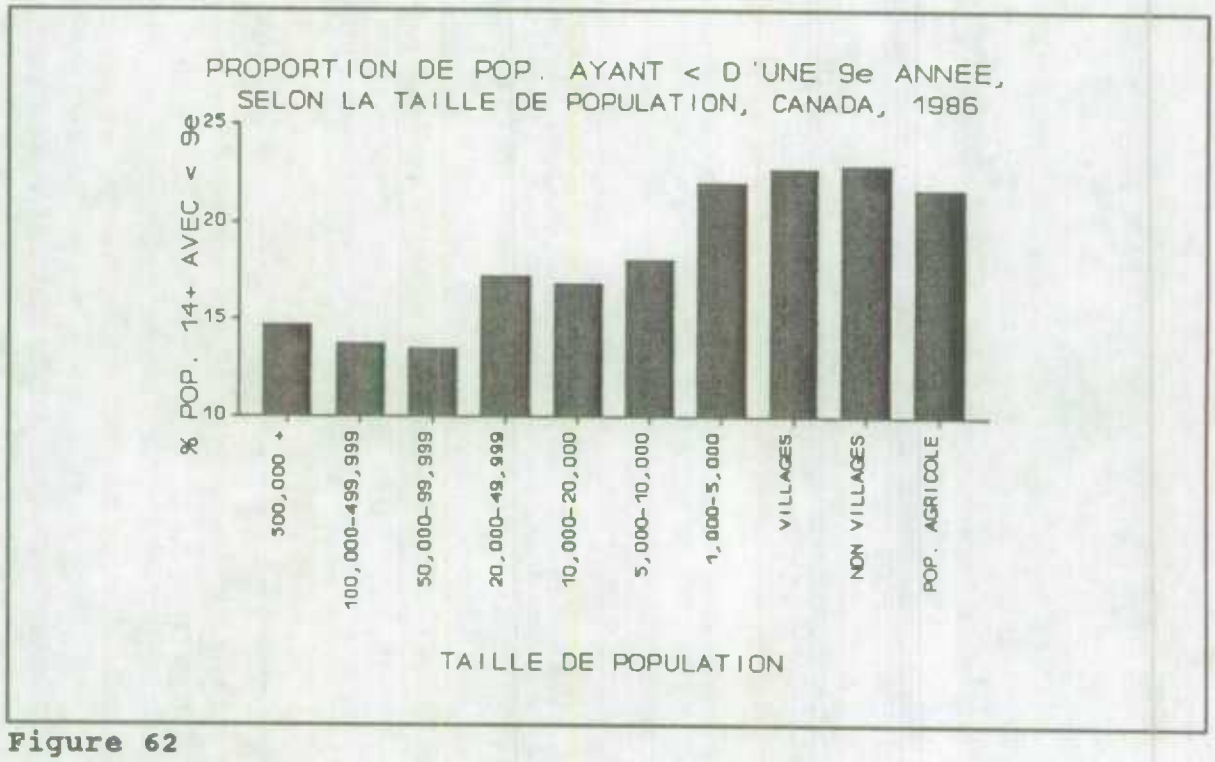

Figure 62

4.3.2 Niveaux de scolarité

Il semble que les niveaux de scolarité soient directement reliés à la taille de la population de la région de résidence. La part de la population considérée (c.-à-d. les personnes de 20 ans et plus) ayant fait des études postsecondaires partielles augmente en général avec le caractère urbain plus ou moins marqué de la région (figure 62).

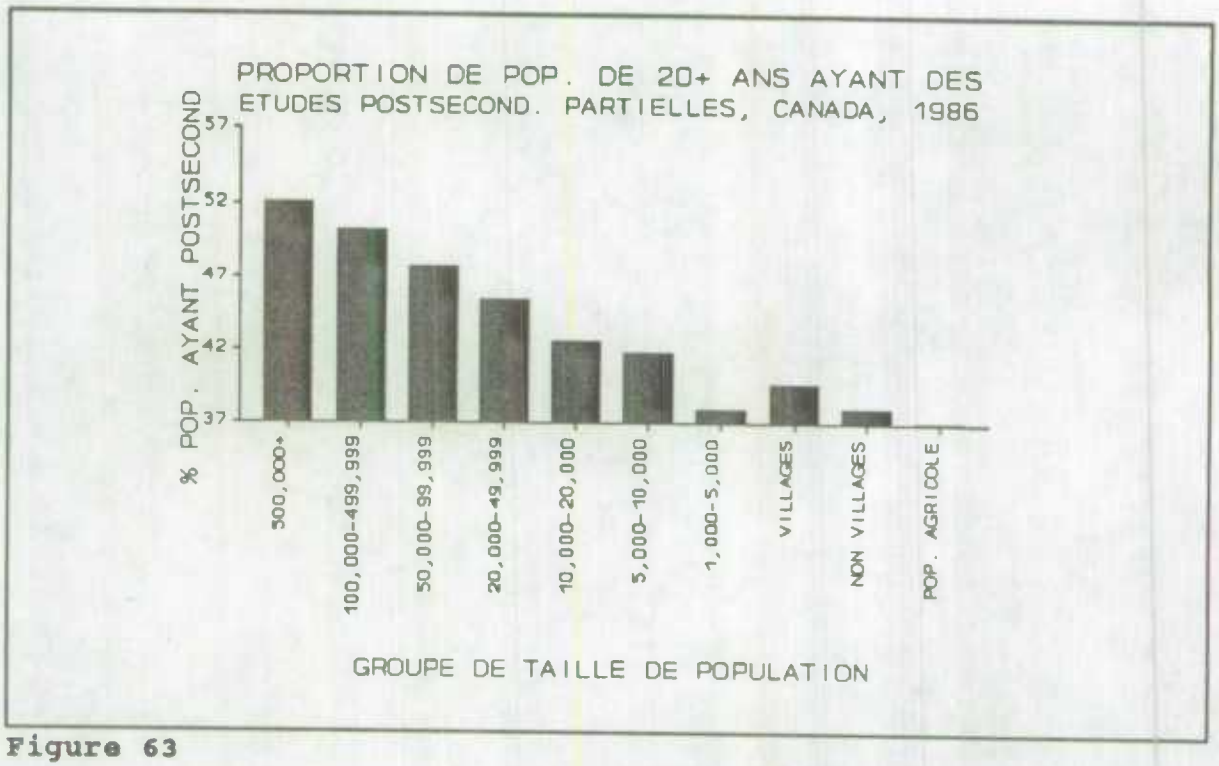

Figure 63

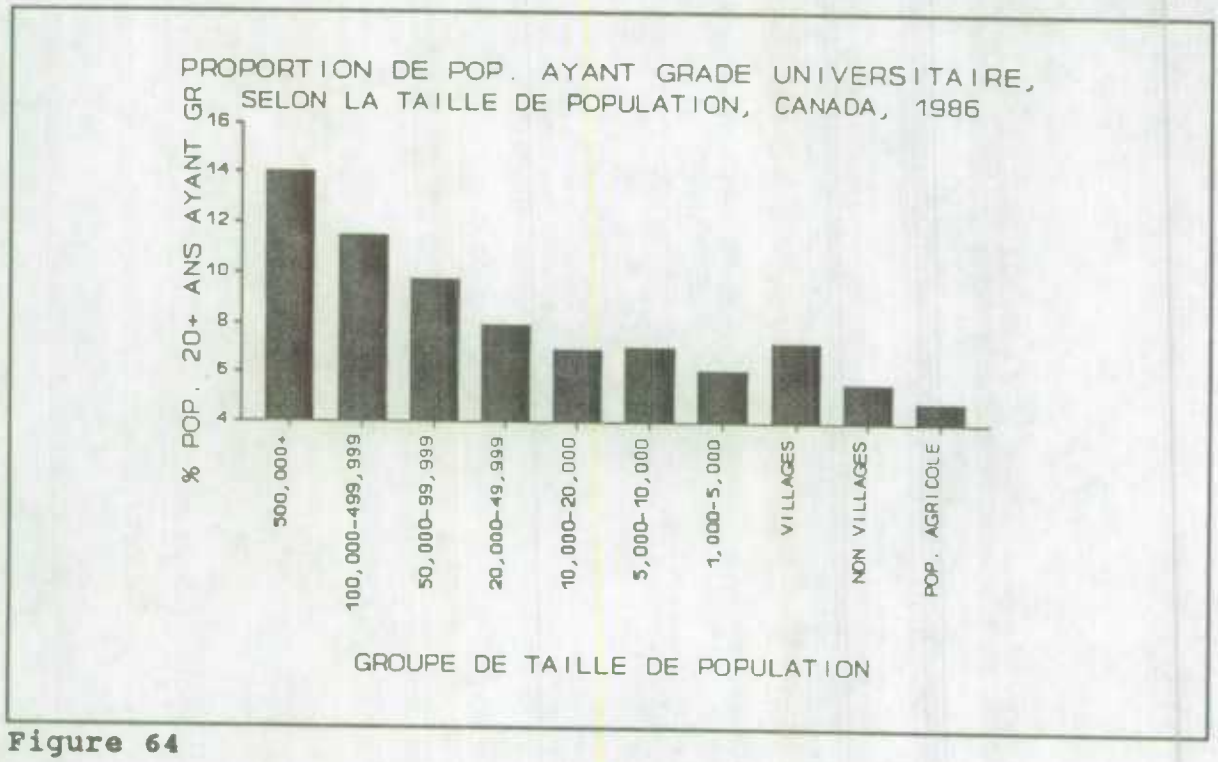

Figure 64

On observe également ce lien chez les personnes qui ont obtenu un certificat d'études postsecondaires et un grade universitaire (figure 63). Il n'est donc pas étonnant d'observer, compte tenu de ce qui précède, que la proportion de la population de 15 ans et plus ayant moins d'une neuvième année est remarquablement plus grande dans les régions rurales et les petites régions urbaines (moins de 5,000 habitants) que dans les centres urbains plus grands (figure 64).

4.3.3 Bénévolat

En 1987, une enquête sur le bénévolat a été menée en même temps que l'enquête sur la population active. Les données disponibles donnent à penser que le bénévolat est plus courant chez les résidents des régions rurales et des petites régions urbaines (moins de 15,000 habitants). De plus, quand on considère le niveau d'instruction, on observe que plus la taille de la population de la région de résidence diminue, plus la proportion de la population qui consacre du temps à des oeuvres sociales augmente. Bien que ce lien ne soit pas aussi prononcé quand on examine les données selon les différentes confessions religieuses, on observe en général des taux de bénévolat plus élevés dans les régions rurales et les petites villes.

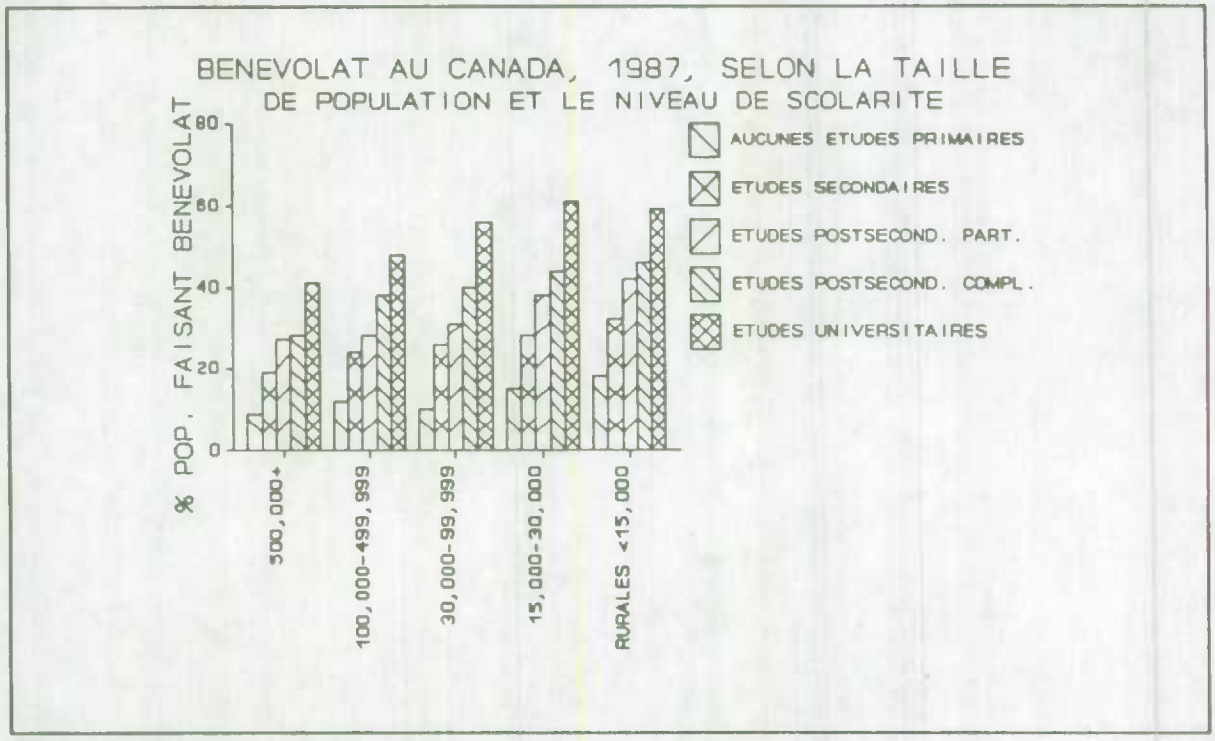

Figure 65

Ces résultats sont en accord avec l'idée qui plaît d'emblée selon laquelle la population des petits centres a un plus grand sens communautaire que celle de la "grande ville" qui est plus individualiste.

4.3.4 Capacités de lecture et d'écriture

En 1989, Statistique Canada a mené une enquête sur les capacités de lecture et d'écriture des Canadiens âgés de 16 à 69 ans. Les répondants ont été regroupés en quatre niveaux d'aptitude à la lecture en fonction de leur capacité de compréhension et d'utilisation du matériel écrit.

Les répondants auxquels on a attribué le niveau le plus haut (niveau 4) sont ceux qui se sont montrés capables de "satisfaire à la plupart des exigences de lecture courantes", tandis que les répondants qui ont eu de la difficulté à traiter l'information tirée d'une texte simple ont été classés au niveau 1.

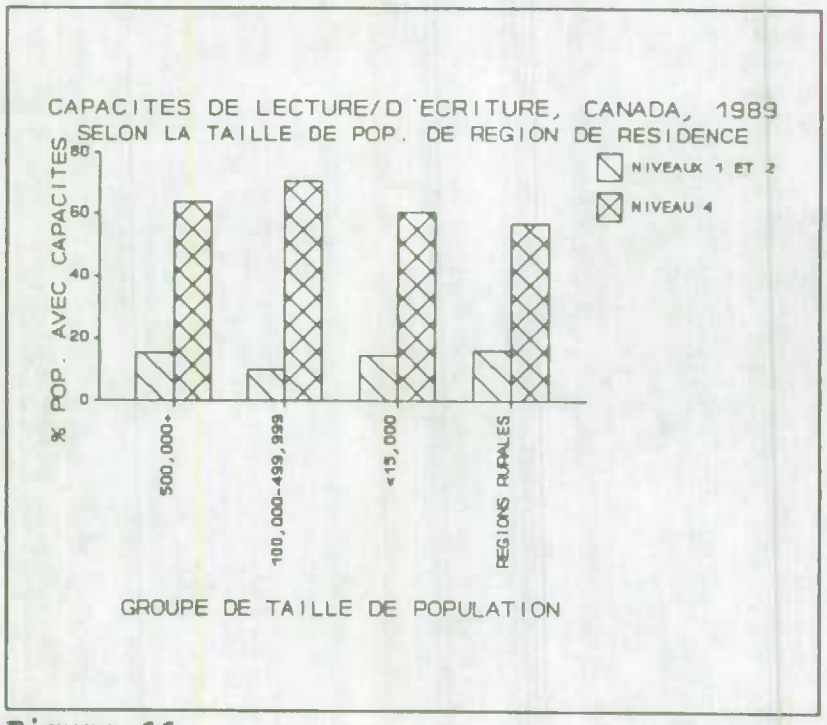

Figure 66

La plus forte proportion d'adultes ayant de faibles capacités de lecture et d'écriture (niveaux 1 et 2) étaient des résidents de régions rurales (figure 66). Le niveau légèrement plus bas des capacités de lecture et d'écriture de la population rurale ne devrait pas nous surprendre étant donné que l'enquête a montré un lien étroit entre un revenu élevé, des niveaux de scolarité élevés et de grandes capacités de lecture et d'écriture.

Nous n'avons pas pu établir de lien uniforme entre la taille de la population et le niveau des capacités de lecture et d'écriture.

Par exemple, la proportion de la population ayant de faibles capacités de lecture et d'écriture était moins élevée dans les petites villes du Canada (régions urbaines de moins de 15,000 habitants) que dans les grandes régions métropolitaines, alors que les plus petites régions métropolitaines (moins de 500,000 habitants) ont enregistré la proportion la plus élevée de résidents (71%) ayant des capacités de lecture suffisantes pour leur permettre de satisfaire aux exigences de lecture courantes.

L'enquête de 1989 évaluait aussi les capacités de calcul des Canadiens. Trois niveaux ont été utilisés pour cette classification, le niveau 3 indiquant que les personnes de ce niveau pouvaient "exécuter des séquences simples d'opérations numériques qui leur permettent de satisfaire à la plupart de leurs besoins quotidiens". La proportion de la population classée aux niveaux inférieurs (1 et 2) était plus élevée chez les adultes des régions rurales (45% comparativement à la moyenne nationale de 38%). Les petites villes arrivaient au deuxième rang (42%), tandis que les régions métropolitaines enregistraient la proportion la plus élevée (65%) (figure 67). L'enquête a montré que les capacités de calcul étaient liées au niveau de scolarité et aux capacités de lecture et d'écriture.

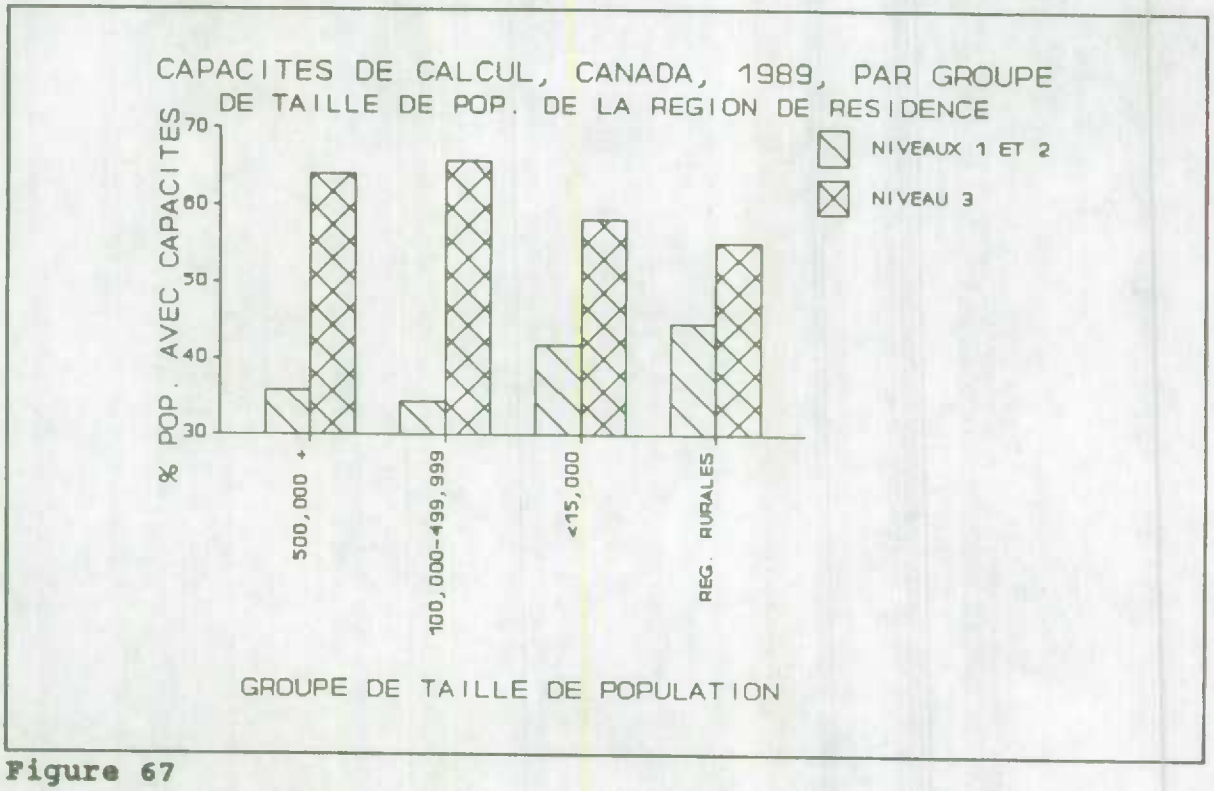

Figure 67

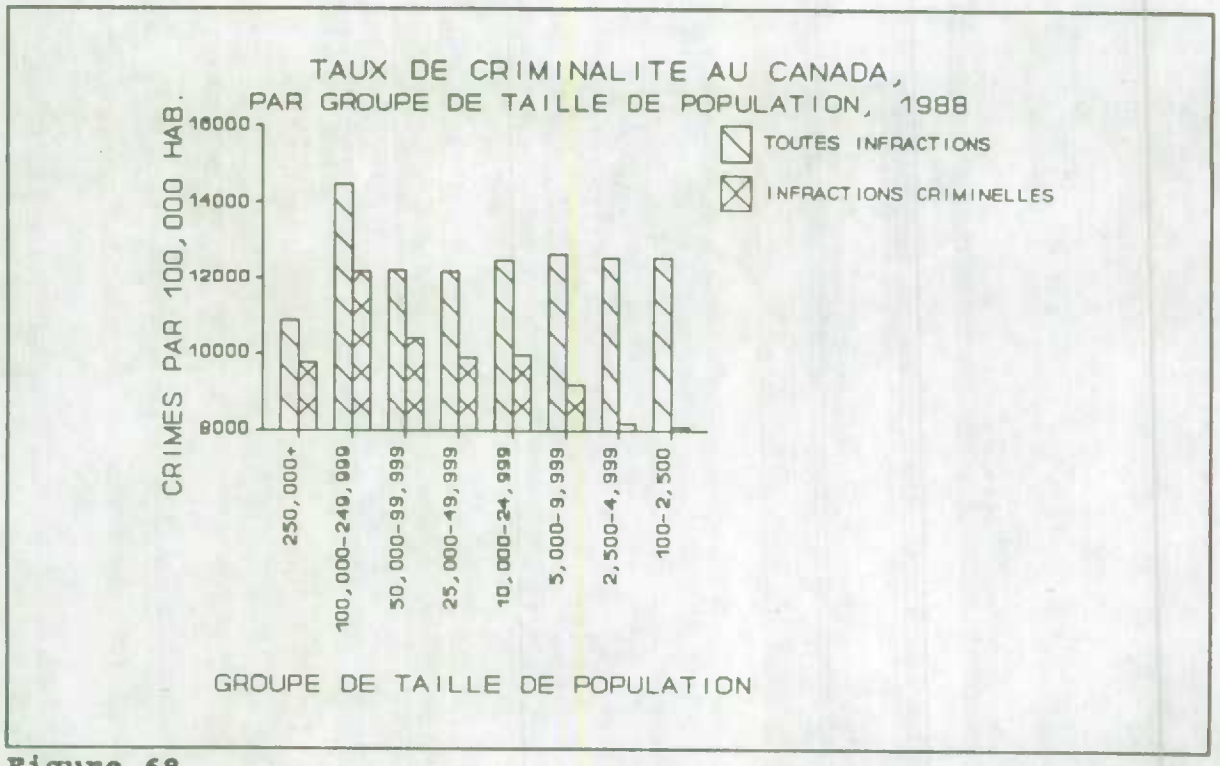

Figure 68

4.3.5 Taux de criminalité

Les données de 1988 sur le taux d'infractions totales (c.-à-d. les infractions criminelles et les autres délits pour 100,000 habitants, à l'exclusion des délits de la route) déclarées par la police montrent peu de variation d'un groupe de taille de population à l'autre. Toutefois, les taux d'infractions criminelles les plus bas ont été enregistrés dans les petits centres urbains (moins de 10,000 habitants) et dans les régions rurales (figure 69). On a observé un écart de 15% entre les taux de crimes avec violence dans les régions métropolitaines et ceux enregistrés dans les régions rurales et les petites villes.

De 1980 à 1988, les régions de moins de 2,500 habitants ont enregistré la plus faible hausse du taux d'infractions au code criminel et du taux de crimes avec violence. De plus, le taux d'infractions totales dans ces régions a diminué de presque 20%.

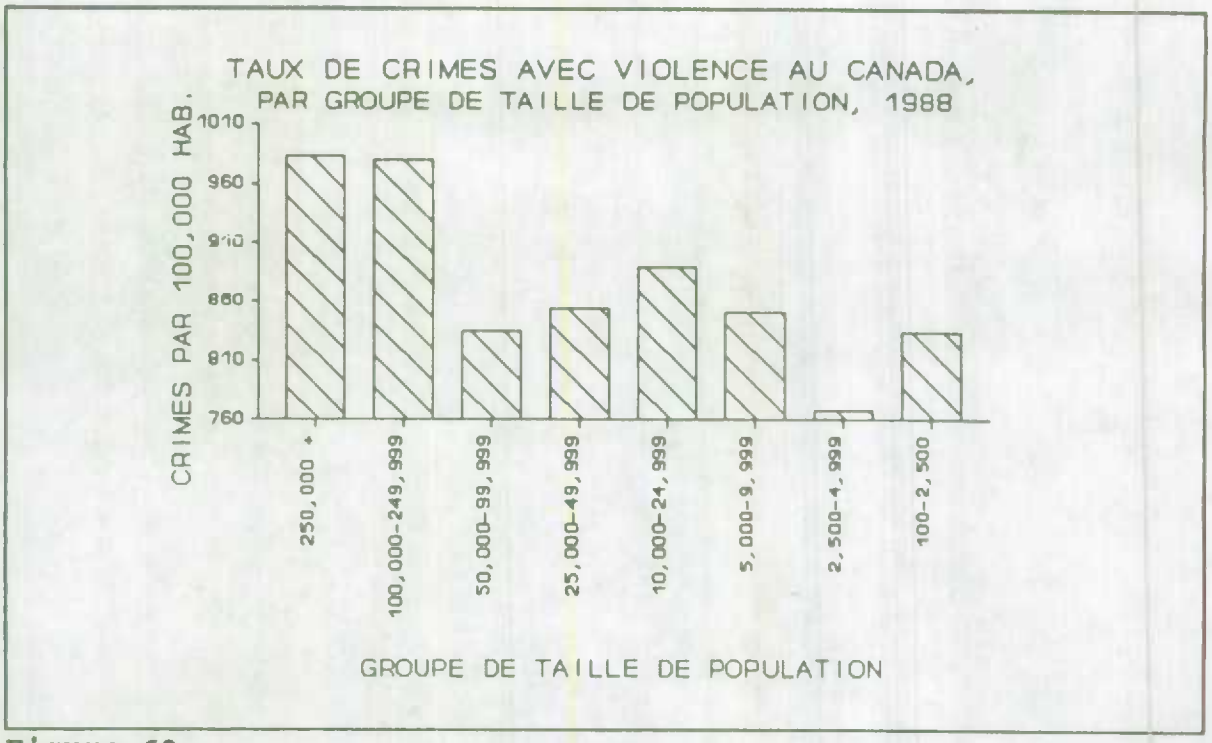

Figure 69

4.36 Lieu de résidence préféré

Le fait que les personnes veuillent quitter leur région actuelle de résidence ou y demeurer nous donne une indication de leur propre sentiment de bien-être. En 1989, le Centre de recherches Décima a mené une enquête sur le lieu de résidence préféré des Canadiens. Les répondants des noyaux urbains ont été les plus nombreux à indiquer une préférence pour un autre genre de collectivité. Bien que 41% d'entre eux aient dit vouloir rester dans le noyau urbain, près de 38% ont répondu qu'ils préféreraient résider en milieu rural.

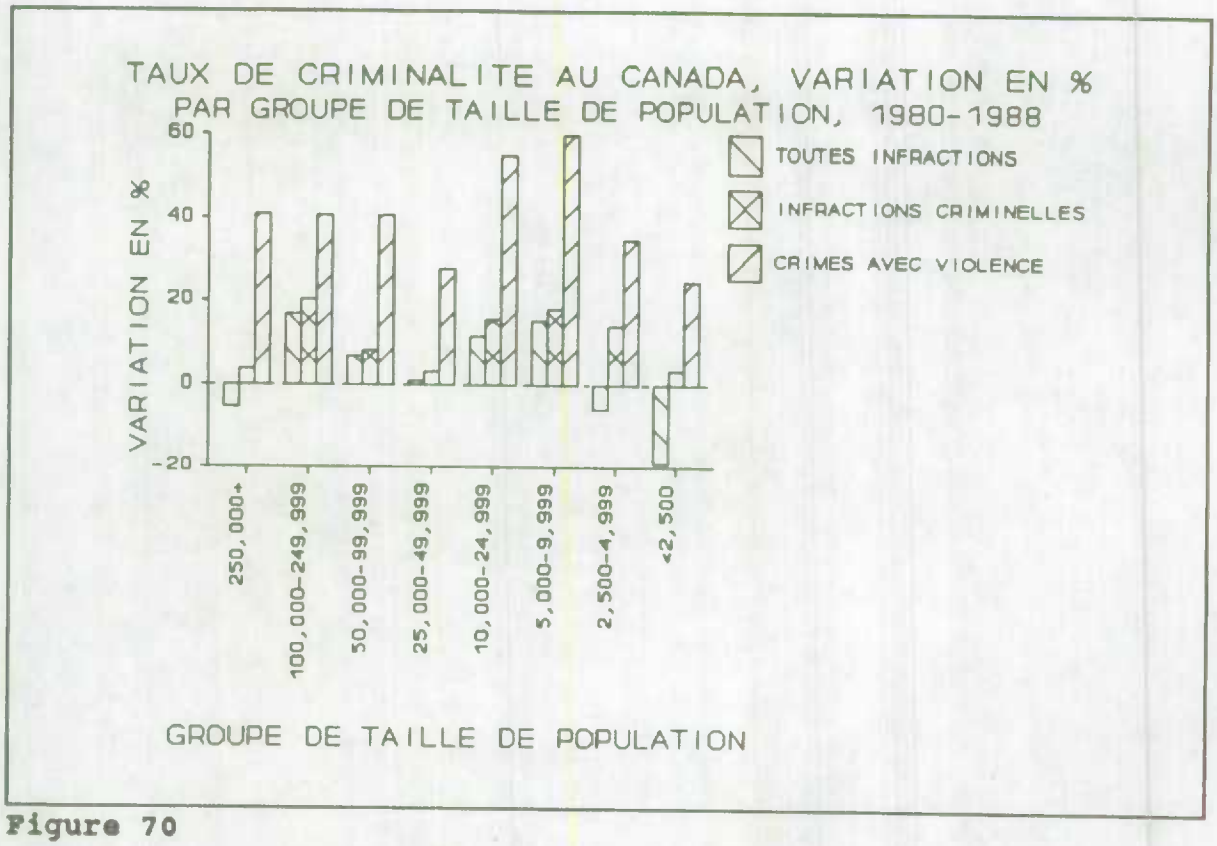

Figure 70

On ne trouve pas chez les résidents ruraux le niveau d'insatisfaction observé chez les résidents des noyaux urbains. Les plus satisfaits de leur lieu actuel de résidence ont été les résidents ruraux agricoles. Près de 90% d'entre eux ont dit qu'ils préféraient rester dans une région rurale agricole. En outre, plus de 85% des Canadiens habitant dans des régions rurales éloignées (c.-à-d. à plus de 100 milles d'un grand centre urbain) ont indiqué qu'ils voulaient rester dans des régions rurales.

5. CONCLUSION

Il est difficile de résumer les données diverses, sinon déconcertantes, que nous avons présentées. Pour interpréter judicieusement les statistiques, il faut reconnaître que les données agrégées que nous avons utilisées ne reflètent pas adéquatement la disparité des régions rurales et des régions urbaines. La définition du concept "rural" adoptée par Statistique Canada englobe à la fois les populations croissantes qui se trouvent à proximité des grands centres urbains et celles des collectivités rurales dont l'existence est menacée par l'évolution de la conjoncture, les changements d'orientation des politiques gouvernementales et le dépeuplement rapide. Ces données agrégées ne favorisent pas une plus grande compréhension des difficultés auxquelles doivent faire face des sous-groupes précis de la population des régions rurales et des petites villes. En outre, comme toute information statistique, les données présentées ici ne peuvent traduire les innombrables aspects de la vie dans les régions rurales et les petites villes.

Cela dit, les données nous ont toutefois permis de faire les observations suivantes :

1) L'urbanisation rapide qu'a connue le Canada pendant les vingt-cinq ans qui ont suivi la Seconde Guerre mondiale a ralenti depuis 1971. Un des facteurs déterminants de ce ralentissement est la croissance de la population rurale qui découle de la migration nette des populations urbaines vers des régions rurales.

2) Malgré une diminution de la population agricole, la population rurale continue de croître en termes absolus. Toutefois, la population des petites villes est relativement constante depuis 1951.

3) Entre 1981 et 1986, la croissance de la population rurale était concentrée dans les banlieues des RMR. Par contre, la population rurale agricole a diminué de 14%, la tendance antérieure à la baisse se poursuivant.

4) Le niveau de l'emploi, par rapport à la population d'âge actif, et les taux d'activité ont montré des tendances semblables dans les régions rurales et urbaines du Canada. Ils étaient systématiquement plus élevés dans les centres urbains.

5) Après la récession du début des années 80, les taux de chômage n'ont pas baissé aussi rapidement dans les régions rurales que dans les régions urbaines. En 1989, il y avait un écart de 2 points de pourcentage entre le taux de chômage dans les régions rurales et le taux de chômage dans les régions urbaines.

6) Malgré une baisse de l'emploi dans le secteur agricole et une hausse dans le secteur des services, l'emploi dans les régions rurales et les petites villes est demeuré relativement concentré dans les industries primaires.

7) La croissance de la population active rurale dans les professions traditionnellement "urbaines" a donné lieu, dans les régions rurales et urbaines, à une répartition similaire de la population active selon la profession.

8) Dans les régions rurales, les revenus moyens sont plus bas et l'inégalité du revenu est apparemment moins grande. Fait peu surprenant, les niveaux de scolarité sont aussi moins élevés chez les résidents ruraux.

9) Les données sur le bénévolat et les taux de criminalité viennent renforcer l'idée selon laquelle la vie en milieu rural est davantage axée sur la collectivité et est moins violente que la vie dans les grands centres urbains.

Ces observations auraient une plus grande importance aux fins de l'orientation des politiques si les données étaient présentées sous une forme plus désagrégée. Une telle méthode serait davantage en accord avec l'opinion selon laquelle le caractère rural d'une région est plus ou moins marqué selon sa proximité d'un centre urbain (p. ex. Gilford et al., 1981, p. 1-25). A tout le moins, la désagrégation des données devrait se faire en fonction de caractéristiques socio-économiques (p. ex. les régions agricoles par rapport aux régions non agricoles) et géographiques (p. ex. les banlieues rurales par rapport aux régions trop éloignées des grands centres urbains pour permettre le navettage). Une analyse fondée sur des données de ce genre favoriserait une meilleure compréhension de la population diversifiée qu'englobe la définition du concept "rural" de Statistique Canada.

Références

Coffey, William J. and Mario Polese (1988), "Locational Shifts in Canadian Employment 1971-1981: Decentralization v. Decongestion", The Canadian Geographer, 32:3, pp. 248-256.

Coffey, William J. (1987), "Structural Changes in the Canadian Space Economy" in William J. Coffey and M. Polese eds. Still Living Together: Recent Trends and Future Directions in Canadian Regional Development, Montreal: Institute For Research on Public Policy, pp.73-120.

Deavers, Kenneth L. (1989), Rural Development in the 1990's: Data and Research Needs, Paper presented for the Rural Social Science Symposium "New Directions in Data, Information Systems, and Their Uses", AAEA, July 1989, Baton Rouge, Louisiana.

Decima Research (1989), Decima Quarterly Report: Executive Summary, 10:3, pp. 45-56.

Department of Regional and Economic Expansion (1979), Single-Sector Communities, Ottawa: Supply and Services.

Fellegi, Ivan P. (1988), "Can We Afford An Aging Society", Canadian Economic Observer, October.

Field, Neil C. (1988), "Migration Through the Rural-Urban Hierarchy: Canadian Patterns" Canadian Journal of Regional Science, 11:1, pp. 33-56.

Gilford, D., Nelson, G and L. Ingram eds. (1981) Rural America in Passage: Statistics for Policy, Washington, D.C.: National Academic Press.

Hodge, Gerald and M. A. Qadeer (1983), Towns and Villages in Canada: The Importance of Being Unimportant (Toronto: Butterworth & Co.).

Joseph, A., Keddie, P. and B. Smit (1988), "Unravelling the Population Turnaround in Rural Canada", The Canadian Geographer, 32:1, pp. 17-30.

Keddie, P. and A. Joseph (1990a), "Reclassification and the Rural-versus-Urban Population Change In Canada, 1976-81: A Tale of Two Definitions" Unpublished paper.

_____(1990b), "The Turnaround of the Turnaround?: Rural Population Change in Canada, 1976 to 1986" The Canadian Geographer (in press).

Martin, F. (1976), Regional Aspects of the Evolution of Canadian Employment (Ottawa: Economic Council of Canada).

Osberg, Lars (1981), Economic Inequality in Canada (Toronto: Butterworth & Co.).

Personick, Valerie (1987), "Industry output and employment through the end of the century", Monthly Labor Review, September, pp.30-45.

Reid, J. Norman (1990), "Economic Change in the Rural U.S.: A Search for Explanations", Paper Presented at the "Europe 1993: Implications For Rural Areas" Seminar, The Arkleton Trust, Douneside, Scotland.

Tremblay, Marc-Adélard, and Walton J. Anderson (1966), Rural Canada in Transition: A Multidimensional Study of the Impact of Technology and Urbanization on Traditional Society (Ottawa: Agricultural Economics Research Council of Canada).

Vanderkamp, John and E. K. Grant (1988), "Canadian Internal Migration Statistics: Some Comparisons and Evaluations", Canadian Journal of Regional Science, 11:1, pp.9-32.

SOURCES DES DONNEES

Toutes les données ont été tirées des publications du recensement, de l'enquête sur la population active, de l'enquête sur les finances des consommateurs et du Centre canadien de la statistique juridique, à l'exception des données suivantes :

1) Les données sur la migration pour 1971-1976 (Field, 1988)

2) Les données sur la migration pour 1981-1986 (données non publiées du recensement)

3) Les données pour 1986 sur les caractéristiques démographiques de la population active selon les subdivisions de recensement (totalisations spéciales du recensement)

4) Les données sur les lieux de résidence préférés (Centre de recherches Décima, 1989)

5) Les données sur les quintiles et les coefficients de Gini pour le revenu selon le groupe de taille de population (totalisations spéciales des données de l'enquête sur les finances des consommateurs)

6) Répartition selon la branche d'activité et selon le groupe de taille de population (totalisations spéciales des données de l'enquête sur la population active)

7) Les données sur le revenu des familles de recensement pour 1986 (régions rurales et urbaines) (données non publiées du recensement)

8) Répartition selon la profession dans les régions rurales et urbaines pour 1986 (données non publiées du recensement).

ANNEXE

STATISTIQUES DE LA POPULATION RURALE
CANADA ET PROVINCES, 1931-1986

	RURALE AGRICOLE*	RURALE NON AGRICOLE	POP. TOTALE	POP. RURALE TOTALE	POP. AGRIC. EN % DE LA POP. RURALE	POP. AGRIC. EN % DE LA POP. TOTALE
CANADA**						
1931	3223422	1568713	10362833	4792135	67.26	31.11
1941	3116922	2122172	11489713	5239094	59.49	27.13
1951	2827660	2533734	13984329	5361394	52.74	20.22
1956	2631535	2710013	16049288	5341548	49.27	16.40
1961	2072720	3441480	18200621	5514200	37.59	11.39
1966	1913622	3349741	19971760	5263363	36.36	9.58
1971	1419715	3712655	21515110	5132370	27.66	6.60
1976	1225485	4370170	22928150	5595655	21.90	5.34
1981	1039840	4835319	24274287	5875159	17.70	4.28
1986	890480	5030440	25233590	5920920	15.04	3.53
TERRE-NEUVE						
1931	n/d	n/d	n/d	n/d	n/d	n/d
1941	n/d	n/d	n/d	n/d	n/d	n/d
1951	15456	191165	361416	206621	7.48	4.28
1956	10138	219684	415074	229822	4.41	2.44
1961	9077	216756	457853	225833	4.02	1.98
1966	8455	218252	493396	226707	3.73	1.71
1971	4525	218775	522105	223300	2.03	.87
1976	3070	226380	557725	229450	1.34	.55
1981	1925	232858	567681	234783	.82	.34
1986	1685	231935	568350	233620	.72	.30
I.-P.-E.						
1931	54963	12690	88038	67653	81.24	62.43
1941	50732	19975	95047	70707	71.75	53.38
1951	46757	26987	98429	73744	63.40	47.50
1956	43112	25703	99285	68815	62.65	43.42
1961	34514	36206	104629	70720	48.80	32.99
1966	30841	37947	108535	68788	44.83	28.42
1971	21130	47725	111635	68855	30.69	18.93
1976	15675	58675	118225	74350	21.08	13.26
1981	12015	65976	122506	77991	15.41	9.81
1986	10270	68085	126640	78355	13.11	8.11
NOUVELLE-ECOSSE						
1931	173965	107227	512846	281192	61.87	33.92
1941	141182	169240	577962	310422	45.48	24.43
1951	112135	185618	642584	297753	37.66	17.45
1956	95381	200242	694717	295623	32.26	13.73
1961	56832	279663	737007	336495	16.89	7.71
1966	45251	271881	756039	317132	14.27	5.99
1971	26270	315290	788965	341560	7.69	3.33
1976	20970	345005	828570	365975	5.73	2.53
1981	17681	362919	847442	380600	4.65	2.09
1986	14170	387880	873175	402050	3.52	1.62

STATISTIQUES DE LA POPULATION RURALE
CANADA ET PROVINCES, 1931-1986

	RURALE AGRICOLE*	RURALE NON AGRICOLE	POP. TOTALE	POP. RURALE TOTALE	POP. AGRIC. EN % DE LA POP. RURALE	POP. AGRIC. EN % DE LA POP. TOTALE
NOUVEAU-BRUNSWICK						
1931	178494	100785	408219	279279	63.91	43.73
1941	163067	150911	457401	313978	51.94	35.65
1951	145771	154915	515697	300686	48.48	28.27
1956	125011	175315	554616	300326	41.63	22.54
1961	62265	257658	597936	319923	19.46	10.41
1966	51504	253059	616788	304563	16.91	8.35
1971	25565	247845	634560	273410	9.35	4.03
1976	18520	304310	677250	322830	5.74	2.73
1981	14972	328211	696403	343183	4.36	2.15
1986	12110	347030	709445	359140	3.37	1.71
QUEBEC						
1931	743598	317051	2874255	1060649	70.11	25.87
1941	823791	398407	3331882	1222192	67.40	24.72
1951	766910	591453	4055681	1358363	56.46	18.91
1956	740387	647153	4628378	1387540	53.36	16.00
1961	564826	787981	5259211	1352807	41.75	10.74
1966	493567	762164	5780845	1255731	39.31	8.54
1971	305300	861215	6027765	1166515	26.17	5.06
1976	234285	1067410	6234445	1301695	18.00	3.76
1981	186362	1258202	6438403	1444564	12.90	2.89
1986	143380	1300085	6532460	1443465	9.93	2.19
ONTARIO						
1931	785550	550141	3431683	1335691	58.81	22.89
1941	694684	754338	3787655	1449022	47.94	18.34
1951	678043	668400	4597542	1346443	50.36	14.75
1956	632153	669861	5404933	1302014	48.55	11.70
1961	505699	906864	6236092	1412563	35.80	8.11
1966	481695	885735	6960870	1367430	35.23	6.92
1971	363640	995840	7703105	1359480	26.75	4.72
1976	331510	1224435	8264465	1555945	21.31	4.01
1981	279826	1298249	8625107	1578075	17.73	3.24
1986	232790	1399485	9101695	1632275	14.26	2.56
MANITOBA						
1931	254302	129868	700139	384170	66.20	36.32
1941	248684	159187	729744	407871	60.97	34.08
1951	214435	122526	776541	336961	63.64	27.61
1956	202163	137294	850040	339457	59.55	23.78
1961	171472	161407	921686	332879	51.51	18.60
1966	159872	157146	963066	317018	50.43	16.60
1971	130410	171390	988245	301800	43.21	13.20
1976	113550	193475	1021505	307025	36.98	11.12
1981	96394	199188	1026241	295582	32.61	9.39
1986	84690	211475	1063015	296165	28.60	7.97

STATISTIQUES DE LA POPULATION RURALE
CANADA ET PROVINCES, 1931-1986

	RURALE AGRICOLE*	RURALE NON AGRICOLE	POP. TOTALE	POP. RURALE TOTALE	POP. EN % POP.	AGRIC. DE LA RURALE	POP. EN % POP.	AGRIC. DE LA TOTALE
SASKATCHEWAN								
1931	561407	69473	921785	630880		88.99		60.90
1941	513279	87567	895992	600846		85.43		57.29
1951	398279	180979	831728	579258		68.76		47.89
1956	360651	198011	880665	558662		64.56		40.95
1961	304672	222418	925181	527090		57.80		32.93
1966	279642	207375	955344	487017		57.42		29.27
1971	233335	202280	926240	435615		53.56		25.19
1976	202110	207880	921325	409990		49.30		21.94
1981	180255	224892	968313	405147		44.49		18.62
1986	161495	227920	1009610	389415		41.47		16.00
ALBERTA								
1931	370899	82198	731605	453097		81.86		50.70
1941	380693	108890	796169	489583		77.76		47.82
1951	339955	149871	939501	489826		69.40		36.18
1956	327201	160091	1123116	487292		67.15		29.13
1961	285823	202910	1331944	488733		58.48		21.46
1966	277598	178198	1463203	455796		60.90		18.97
1971	236025	195590	1627875	431615		54.68		14.50
1976	217915	240955	1838035	458870		47.49		11.86
1981	190755	319424	2237724	510179		37.39		8.52
1986	178115	309955	2365830	488070		36.49		7.53
C.-B.								
1931	100244	199280	694263	299524		33.47		14.44
1941	100810	273657	817861	374467		26.92		12.33
1951	109919	261820	1165210	371739		29.57		9.43
1956	95338	276659	1398464	371997		25.63		6.82
1961	77540	369617	1629082	447157		17.34		4.76
1966	85197	377984	1873674	463181		18.39		4.55
1971	73520	456700	2184620	530220		13.87		3.37
1976	67885	501635	2466610	569520		11.92		2.75
1981	59655	545400	2744467	605055		9.86		2.17
1986	51775	546590	2883370	598365		8.65		1.80

* = LES DONNEES DE 1976 TIENNENT DE LA DEFINITION DE "FERME" ADOPTEE EN 1971.
** = LES DONNEES POUR LE CANADA EXCLUENT LE YUKON ET LES T.N.-O.

TAUX DE DEPENDANCE PAR PROVINCE,
SELON LE GROUPE DE TAILLE DE POPULATION
DE LA REGION DE RESIDENCE, 1951-1986

PROVINCE/ANNEE	GROUPE DE TAILLE DE POPULATION			
COLOMBIE-BRITANNIQUE	REGIONS RURALES	100,000+	10,000-99,999	MOINS DE 10,000
1951	.65	.51	.59	.6
1956	.72	.64	.61	.64
1961	.79	.66	.7	.74
1966	.68	.63	.67	.73
1971	.65	.55	.64	.64
1976	.55	.42	.55	.56
1981	.51	.44	.51	.54
1986	.51	.44	.54	.57
ALBERTA	REGIONS RURALES	100,000+	10,000-99,999	MOINS DE 10,000
1951	.67	.5	.56	.64
1956	.74	.61	.66	.72
1961	.78	.68	.71	.79
1966	.79	.67	.71	.81
1971	.72	.58	.63	.73
1976	.63	.47	.55	.65
1981	.57	.39	.49	.58
1986	.55	.41	.51	.59
SASKATCHEWAN	REGIONS RURALES	100,000+	10,000-99,999	MOINS DE 10,000
1951	.67		.52	.59
1956	.75		.61	.71
1961	.8	.64	.73	.77
1966	.79	.67	.74	.8
1971	.71	.61	.67	.76
1976	.65	.52	.58	.72
1981	.63	.48	.58	.7
1986	.65	.48	.6	.75

TAUX DE DEPENDANCE PAR PROVINCE,
SELON LE GROUPE DE TAILLE DE POPULATION
DE LA REGION DE RESIDENCE, 1951-1986

PROVINCE/ANNEE	GROUPE DE TAILLE DE POPULATION			
MANITOBA	REGIONS RURALES	100,000+	10,000-99,999	MOINS DE 10,000
1951	.7	.45	.56	.63
1956	.77	.59	.61	.74
1961	.82	.64	.67	.76
1966	.82	.63	.66	.76
1971	.77	.56	.59	.72
1976	.68	.5	.56	.68
1981	.63	.48	.54	.67
1986	.62	.47	.53	.68
ONTARIO	REGIONS RURALES	100,000+	10,000-99,999	MOINS DE 10,000
1951	.68	.44	.52	.62
1956	.75	.54	.63	.71
1961	.79	.61	.68	.78
1966	.79	.6	.67	.76
1971	.72	.52	.63	.72
1976	.59	.48	.53	.61
1981	.52	.43	.5	.58
1986	.51	.42	.51	.58
QUEBEC	REGIONS RURALES	100,000+	10,000-99,999	MOINS DE 10,000
1951	.87	.46	.59	.69
1956	.89	.55	.71	.76
1961	.9	.6	.6	.78
1966	.85	.58	.65	.73
1971	.76	.6	.63	.69
1976	.58	.45	.47	.53
1981	.51	.41	.43	.49
1986	.5	.4	.45	.5
NOUVEAU-BRUNSWICK	REGIONS RURALES	100,000+	10,000-99,999	MOINS DE 10,000
1951	.88		.57	.7
1956	.92		.66	.77
1961	.95		.7	.83
1966	.89		.68	.78
1971	.76		.61	.69
1976	.65		.53	.61
1981	.62		.49	.56
1986	.53		.48	.54

TAUX DE DEPENDANCE PAR PROVINCE,
SELON LE GROUPE DE TAILLE DE POPULATION
DE LA REGION DE RESIDENCE, 1951-1986

PROVINCE/ANNEE	GROUPE DE TAILLE DE POPULATION			
NOUVELLE-ECOSSE	REGIONS RURALES	100,000+	10,000-99,999	MOINS DE 10,000
1951	.79		.57	.69
1956	.82	.68	.66	.73
1961	.84	.69	.76	.75
1966	.83	.66	.71	.74
1971	.73	.54	.65	.67
1976	.64	.47	.59	.61
1981	.57	.42	.55	.57
1986	.54	.4	.55	.56
I.-P.-E.	REGIONS RURALES	100,000+	10,000-99,999	MOINS DE 10,000
1951	.81		.58	.71
1956	.89		.65	.79
1961	.92		.74	.8
1966	.89		.73	.83
1971	.79		.67	.79
1976	.68		.58	.72
1981	.6		.54	.66
1986	.57		.52	.63
TERRE-NEUVE	REGIONS RURALES	100,000+	10,000-99,999	MOINS DE 10,000
1951	.90		.63	.84
1956	.93		.74	.9
1961	.99		.78	.87
1966	.95		.72	.85
1971	.86		.57	.74
1976	.75		.58	.69
1981	.65		.52	.61
1986	.57	.46	.49	.54

TENDANCES OBSERVEES DANS LA POPULATION URBAINE, CANADA ET PROVINCES, 1951-1986, SELON LE GROUPE DE TAILLE DE POPULATION DE LA REGION DE RESIDENCE

TAILLE DE LA POPULATION	1951	1956	1961	1966	1971	1976	1981	1986
CANADA								
100,000+	3362521	6225939	7923997	9469304	10246165	11685300	12593235	13363486
10,000-99,999	2958985	2492270	2753898	2941192	3679130	3466630	3557945	3758667
<10,000	2306747	1996646	2022495	2316263	2485475	2215020	2284745	2229932
TERRE-NEUVE								
100,000+	0	0	0	0	0	106680	110020	117875
10,000-99,999	52873	101216	133406	119752	136040	87895	86465	82835
<10,000	101922	84036	98614	146937	162750	133760	136400	134360
ILE-DU-PRINCE-EDOUARD								
100,000+	0	0	0	0	0	0	0	0
10,000-99,999	15887	16707	18318	35993	37630	37120	36160	40700
<10,000	8798	13763	15591	3754	5145	6755	8350	7460
NOUVELLE-ECOSSE								
100,000+	0	272547	276284	293874	190290	206235	222355	238125
10,000-99,999	178708	22551	49065	50953	122495	148075	134365	129365
<10,000	166123	103996	75163	94080	134620	108270	110115	103370
NOUVEAU-BRUNSWICK								
100,000+	0	0	0	0	0	0	0	0
10,000-99,999	127209	166333	197726	230056	242645	255330	253020	253635
<10,000	87802	87957	80287	82169	118505	99080	100190	97165
QUEBEC								
100,000+	1185536	2009887	2637872	3052509	3186885	3396820	3637740	3758665
10,000-99,999	752071	581595	662177	830649	969440	993330	814545	796700
<10,000	759711	649356	606355	641956	704915	542610	541550	534500

TENDANCES OBSERVEES DANS LA POPULATION URBAINE, CANADA ET PROVINCES, 1951-1986, SELON LE GROUPE DE TAILLE DE POPULATION DE LA REGION DE RESIDENCE

TAILLE DE LA POPULATION								
ONTARIO								
100,000+	1307751	2292467	2958955	3676125	4125850	4941495	5204170	5563160
10,000-99,999	1227852	1204528	1232704	1217672	1502510	1102855	1189605	1253600
<10,000	715496	605924	631870	699643	715255	664180	653260	651445
MANITOBA								
100,000+	235710	409121	465712	500258	528250	549215	563675	593045
10,000-99,999	109036	45555	51100	52667	71970	72885	73650	76630
<10,000	94834	55907	71995	93123	86225	92380	93350	97535
SASKATCHEWAN								
100,000+	0	0	112141	247019	265915	283340	316830	352625
10,000-99,999	166091	223731	176874	103081	106640	113265	120265	146695
<10,000	86379	98272	109076	118227	118075	114715	126070	119530
ALBERTA								
100,000+	288691	451453	605342	711369	858070	982480	1188295	1290110
10,000-99,999	39311	62626	79550	100348	122540	163725	256395	307130
<10,000	121673	121745	158319	195690	215635	232955	282855	280205
COLOMBIE-BRITANNIQUE								
100,000+	344833	790464	867691	988150	1090895	1219035	1350155	1449530
10,000-99,999	289947	67428	152978	200021	356000	478830	578645	645300
<10,000	158691	168575	161256	222322	207515	199230	210615	190220

TAUX DE CHOMAGE
CANADA ET PROVINCES, 1976-1989

	CANADA		TERRE-NEUVE		I.-.P.-E.		NOUVELLE-ECOSSE		NOUVEAU-BRUNSWICK		QUEBEC	
	UAR	UNAR	UAR	UNAR	UAR	UNAR	UAR	UNAR	UAR	UNAR	UAR	UNAR
1976	6.76	7.52	12.25	15.94	8.93	9.90	9.22	9.86	8.59	13.23	7.79	11.51
1977	7.63	9.51	13.20	20.38	9.46	10.05	10.08	11.21	10.98	25.29	9.62	12.36
1978	7.96	9.38	14.43	19.72	8.85	10.41	10.03	11.03	10.29	24.22	10.33	12.49
1979	7.05	8.51	13.29	18.57	11.59	10.99	10.07	10.08	9.17	23.00	9.14	11.01
1980	7.04	8.48	11.63	16.14	11.58	10.19	9.64	9.81	9.65	21.96	9.46	11.04
1981	7.28	8.27	12.80	15.87	12.54	10.58	10.13	10.00	9.09	13.66	9.88	11.77
1982	10.74	11.57	15.48	19.00	15.10	11.85	12.56	13.68	12.39	15.64	13.08	15.72
1983	11.80	11.97	16.55	22.23	12.13	12.29	12.60	13.64	12.96	16.39	13.43	15.32
1984	11.09	11.57	17.46	25.34	11.49	13.34	12.67	13.45	13.00	16.32	12.38	14.12
1985	10.23	11.13	16.58	26.49	11.83	14.72	13.27	14.04	13.28	17.22	11.56	12.72
1986	9.20	10.52	14.99	24.78	11.80	14.11	12.96	13.34	11.76	17.18	10.56	12.29
1987	8.60	9.57	14.14	22.68	11.28	14.01	11.50	13.54	11.14	15.25	10.14	10.75
1988	7.45	8.69	12.85	21.10	11.30	13.69	10.00	10.55	9.94	14.43	9.20	9.94
1989	7.11	8.81	11.71	20.79	12.37	14.83	9.37	10.68	9.63	15.71	8.87	10.68

TAUX DE CHOMAGE
CANADA ET PROVINCES, 1976-1989

	ONTARIO		MANITOBA		SASKATCHEWAN		ALBERTA		C.-B.	
	UAR	UNAR	UAR	UNAR	UAR	UNAR	UAR	UNAR	UAR	UNAR
1976	6.07	6.48	4.89	3.68	4.65	2.89	4.12	3.25	8.32	9.28
1977	6.58	6.99	6.06	5.32	5.19	3.48	4.76	3.92	8.20	9.46
1978	6.82	7.02	6.70	5.28	6.21	3.49	5.10	3.82	8.04	9.00
1979	5.98	6.61	5.57	4.50	5.50	2.88	4.12	3.31	7.47	8.22
1980	6.14	6.89	5.80	4.78	5.85	3.20	4.02	3.16	6.32	8.07
1981	6.47	6.86	6.42	4.84	5.94	3.39	4.04	3.29	6.07	8.57
1982	9.74	9.70	9.18	6.50	7.61	4.56	8.31	6.31	11.23	14.79
1983	10.36	10.13	10.41	6.93	9.30	5.32	11.92	7.93	13.48	14.90
1984	8.92	9.04	9.17	6.66	10.19	5.67	12.83	7.69	14.20	16.03
1985	7.90	8.42	8.82	6.56	9.55	6.45	10.88	8.01	13.69	15.77
1986	6.81	7.56	8.29	6.09	9.25	5.79	10.69	7.83	11.88	14.80
1987	6.00	6.44	7.97	5.80	8.70	5.78	10.12	8.44	11.69	12.84
1988	4.84	5.69	8.11	6.92	8.47	6.38	8.63	6.55	9.96	11.87
1989	4.90	5.77	7.85	6.73	8.72	5.88	7.83	5.69	8.57	11.27

RAPPORT EMPLOI-POPULATION
(EMPLOI/POPULATION 15 ANS ET PLUS, EN %)
CANADA ET PROVINCES, 1976-1989

	CANADA		TERRE-NEUVE		I.-P.-E.		NOUVELLE-ECOSSE		NOUVEAU-BRUNSWICK		QUEBEC	
	UAR	UNAR	UAR	UNAR	UAR	UNAR	UAR	UNAR	UAR	UNAR	UAR	UNAR
1976	58.72	51.94	49.45	33.68	53.65	50.01	53.24	46.34	53.86	42.92	55.51	47.22
1977	58.53	52.24	49.97	32.81	52.74	50.55	52.91	45.50	51.62	42.65	54.79	47.90
1978	59.36	53.24	49.93	34.43	56.28	49.77	53.73	46.84	53.45	43.38	55.37	48.49
1979	60.68	54.34	51.42	35.70	53.53	51.92	54.60	47.23	53.75	44.91	56.33	49.91
1980	61.26	54.94	53.08	36.98	51.26	53.67	56.34	47.38	53.86	46.09	57.12	50.13
1981	61.91	55.08	51.63	37.56	49.38	53.48	55.84	47.49	55.16	45.65	57.41	49.59
1982	59.05	52.58	50.15	35.77	49.88	50.58	53.77	45.47	52.10	43.43	54.32	46.47
1983	58.33	53.02	48.79	34.64	53.37	52.68	54.26	45.65	52.63	43.13	54.11	47.95
1984	59.16	53.65	49.18	33.24	54.34	52.09	55.93	46.95	53.01	42.38	55.34	49.27
1985	60.26	53.72	51.11	33.11	54.66	52.75	54.46	46.01	53.04	43.34	56.67	49.53
1986	61.21	54.68	51.96	34.19	53.45	53.85	55.74	46.23	53.97	44.46	57.24	50.69
1987	62.09	55.75	52.15	35.30	54.78	54.47	56.90	46.73	54.20	46.89	58.42	52.36
1988	63.02	57.55	54.01	37.33	55.60	55.75	57.70	50.31	56.79	46.62	59.21	54.44
1989	63.64	57.41	54.53	39.32	55.94	55.82	58.13	51.16	56.91	47.14	59.79	53.22

RAPPORT EMPLOI-POPULATION
(EMPLOI/POPULATION 15 ANS ET PLUS, EN %)
CANADA ET PROVINCES, 1976-1989

	ONTARIO		MANITOBA		SASKATCHEWAN		ALBERTA		C.-B.	
	UAR	UNAR	UAR	UNAR	UAR	UNAR	UAR	UNAR	UAR	UNAR
1976	60.90	56.50	60.23	55.00	61.55	55.18	65.32	63.03	57.04	52.72
1977	61.02	56.46	59.78	54.43	60.78	57.57	65.08	62.72	57.26	53.76
1978	61.79	58.08	60.62	55.62	59.91	58.28	66.33	63.05	58.65	54.85
1979	63.56	58.53	61.79	57.49	60.58	58.96	68.34	64.79	59.18	55.71
1980	63.44	59.19	62.09	58.35	60.07	59.77	69.88	65.47	60.77	56.66
1981	64.21	59.26	61.74	59.33	61.58	59.16	71.18	66.85	61.77	57.70
1982	61.58	57.60	60.09	57.86	60.83	58.70	66.99	64.53	58.11	52.17
1983	61.00	57.68	60.04	58.26	60.57	59.79	64.29	63.72	56.44	52.23
1984	62.38	58.61	60.33	59.05	60.19	59.95	64.16	63.72	55.57	52.30
1985	63.68	58.61	61.12	58.79	60.94	60.89	65.20	63.76	56.62	51.03
1986	64.76	59.71	61.82	60.11	61.45	61.56	65.54	64.09	58.48	52.07
1987	65.82	61.00	62.04	60.52	61.57	61.49	65.91	63.22	58.92	53.68
1988	66.89	62.93	62.16	59.77	61.59	61.28	67.03	65.79	59.64	55.94
1989	67.20	62.53	62.75	60.10	61.68	60.84	67.65	66.17	61.55	57.28

TAUX D'ACTIVITE
CANADA ET PROVINCES, 1976-1989

	CANADA		TERRE-NEUVE		I.-.P.-E.		NOUVELLE-ECOSSE		NOUVEAU-BRUNSWICK		QUEBEC	
	UAR	UNAR	UAR	UNAR	UAR	UNAR	UAR	UNAR	UAR	UNAR	UAR	UNAR
1976	62.98	56.16	56.35	40.06	58.91	55.50	58.65	51.41	58.92	49.46	60.20	53.36
1977	63.36	57.73	57.56	41.20	58.25	56.19	58.84	51.25	57.99	57.09	60.62	54.66
1978	64.50	58.75	58.34	42.89	61.74	55.56	59.72	52.65	59.58	57.24	61.75	55.41
1979	65.28	59.40	59.31	43.84	60.55	58.33	60.72	52.52	59.18	58.32	61.99	56.09
1980	65.90	60.03	60.07	44.09	57.97	59.76	62.35	52.53	59.61	59.05	63.09	56.35
1981	66.77	60.04	59.22	44.65	56.46	59.80	62.14	52.76	60.67	52.88	63.70	56.20
1982	66.16	59.46	59.33	44.16	58.75	57.37	61.49	52.68	59.48	51.48	62.49	55.14
1983	66.14	60.23	58.47	44.54	60.74	60.06	62.09	52.85	60.47	51.58	62.50	56.63
1984	66.54	60.67	59.58	44.52	61.40	60.11	64.04	54.25	60.93	50.64	63.16	57.37
1985	67.13	60.45	61.27	45.03	61.99	61.85	62.79	53.53	61.16	52.35	64.08	56.74
1986	67.41	61.11	61.13	45.45	60.60	62.70	64.04	53.34	61.16	53.67	64.00	57.79
1987	67.93	61.65	60.74	45.65	61.74	63.34	64.30	54.05	61.00	55.33	65.01	58.67
1988	68.09	63.02	61.98	47.32	62.68	64.60	64.11	56.24	63.06	54.49	65.21	60.45
1989	68.52	62.96	61.77	49.64	63.84	65.53	64.13	57.28	62.97	55.93	65.60	59.59

TAUX D'ACTIVITE
CANADA ET PROVINCES, 1976-1989

	ONTARIO		MANITOBA		SASKATCHEWAN		ALBERTA		C.-B.	
	UAR	UNAR	UAR	UNAR	UAR	UNAR	UAR	UNAR	UAR	UNAR
1976	64.83	60.42	63.33	57.10	64.56	56.82	68.13	65.15	62.22	58.11
1977	65.32	60.70	63.64	57.49	64.11	59.64	68.34	65.28	62.37	59.38
1978	66.31	62.46	64.97	58.72	63.88	60.39	69.90	65.56	63.78	60.28
1979	67.61	62.67	65.43	60.19	64.11	60.71	71.28	67.01	63.95	60.69
1980	67.59	63.58	65.91	61.27	63.81	61.75	72.81	67.60	64.87	61.63
1981	68.65	63.62	65.97	62.35	65.46	61.23	74.17	69.12	65.76	63.11
1982	68.23	63.79	66.16	61.89	65.84	61.50	73.06	68.88	65.46	61.23
1983	68.05	64.18	67.01	62.60	66.78	63.15	72.99	69.21	65.24	61.38
1984	68.49	64.44	66.42	63.26	67.01	63.55	73.59	69.03	64.76	62.28
1985	69.15	64.00	67.03	62.92	67.37	65.09	73.16	69.31	65.60	60.58
1986	69.49	64.60	67.41	64.01	67.72	65.34	73.39	69.53	66.36	61.12
1987	70.02	65.19	67.41	64.25	67.44	65.26	73.33	69.04	66.72	61.59
1988	70.29	66.73	67.65	64.21	67.29	65.46	73.36	70.39	66.24	63.47
1989	70.67	66.36	68.10	64.44	67.57	64.63	73.39	70.16	67.32	64.55

Statistique Canada

Documents de travail de l'agriculture

Numéro d'enregistrement	Titre du document de travail de l'agriculture (Numéro de produit 21-0010MPF)	Prix
01000	Stuart Pursey, Description de la méthode Theil de prévision de l'erreur quadratique moyenne pour la statistique agricole	$5.00
03000	Bernard Rosien et Elizabeth Lecluse, Examen du projet de l'estimation du bétail et recommandation de mesures à prendre	$5.00
04000	Glenn Lennox La secteur canadien des oléagineux: vue d'ensemble	$5.00
05000	Lambert Gauthier, Analyse préliminaire de la contribution des paiements directs du gouvernement dans le revenu net agricole réalisé	$5.00
06000	Jean B. Down, Les caractéristiques des exploitants entrant en agriculture et leurs entreprises au sud de l'Ontario pour la période 1966 à 1976 (1984)	$5.00
07000	Allister Hickson, Sommaire des programmes d'aide à la production agricole aux États-Unis (1984)	$5.00
08000	Lee Macartney, Intensité de la pratique de la jachère dans les Prairies: Une analyse des données du recensement de 1981 (1984)	$5.00
09000	Mike Shumsky, Evolution de la structure du secteur porcin au Canada (1985)	$5.00
10000	Mike Trant, Révisions au traitement de loyers de maisons imputés dans les comptes de fermes canadiennes, 1926-1979 (1986)	$10.00
11200	François Maranda et Stuart Pursey, L'estimateur par le quotient: explication intuitive et utilisation pour estimer les variables agricoles (1992)	$10.00
12100	Rick Burroughs, L'effet de la distorsion géographique causée par la regle de l'emplacement (1991)	$5.00
13100	Stuart Pursey, La qualité des données agricoles: forces et faiblesses (1991)	$5.00
14200	A.M. Fuller, Derek Cook et John Fitzsimons, Autres cadres d'examen des données rurales (1992)	$10.00
15300	Brian Biggs, Ray Bollman et Michael McNames Tendances et caractéristiques relatives aux régions rurales et aux petites villes du Canada (1993)	$10.00
16200	Philip Ehrensaft et Ray Bollman La microdynamique et l'organisation économique de la famille agricole dans le changement structurel en agriculture	$10.00
17100	Section du bétail et des produits d'origine animal Consommation de céréales et de graines oléagineuses par le bétail et la volaille Canada et Provinces, 1992	$50.00
18000	Ray Bollman, Leslie A. Whitener, Fu Lai Tung Changements structurels dans le domaine agricole - Étude comparative des tendances et des modèles observés au Canada et aux	$5.00
19000	Saiyed Ruzvi, David Culver, Patti Negrave et Lina DiPietro Revenu total de la famille agricole selon le type d'exploitation et la taille de celle-ci, et selon la région, en 1991	$10.00
20000	George McLaughlin L'adaptation dans le secteur agricole au Canada	$10.00
21000	Fred Gale et Stuart Pursey Microdynamique de la croissance et de la décroissance des exploitations agricoles: une comparaison Canada - États-Unis	$5.00
22000	Leonard Apedaile, Charles Barnard, Ray Bollman et Blaine Calkins	$5.00
23000	Glenn Zepp, Charles Plummer et Barbara McLaughlin Secteur de la pomme de terre : comparaison entre le Canada et les États-Unis	$5.00
24000	Victor J. Oliveira, Leslie A. Whitener et Ray Bollman	$5.00
25000	Karen Gray Méthodes statistiques de la sous-section de la commercialisation des céréales, document de travail, version 2	$10.00
26000	W. Steven Danford	$5.00
27000	Brian Biggs La mesure de l'emploi touristique dans les régions rurales	$5.00

Statistique Canada

Documents de travail de l'agriculture

POSTEZ À:

Veuillez expédier à: (Lettres moulées, s.v.p.)

Organisme: _____

Division: _____

Attention: _____

Adresse: _____

Ville: _____

Province: _____ Code Postal: _____

Téléphone: _____ Télécopieur: _____

MODALITÉS DE PAIEMENT

☐ Ma remise payable au Receveur général du Canada est annexée.

☐ Portez à mon compte Master Card

☐ Portez à mon compte Visa

Nº de compte _____

Date d'expiration _____

Nom du détenteur de la carte (lettres moulées s.v.p.) _____

_____

Signature _____

Numéro d'enregistrement	*Titre du document de travail de l'agriculture (Numéro de produit 21-601MPF)*	*Prix*	*Quantité*	*Total $*
17100	Section du bétail et des produits d'origine animal Consommation de céréales et de graines oléagineuses par le bétail et la volaille Canada et Provinces, 1992	$50.00		
18000	Ray Bollman, Leslie A. Whitener, Fu Lai Tung Changements structurels dans le domaine agricole - Étude comparative des tendances et des modèles observés au Canada et aux États-Unis	$5.00		
19000	Sayyed Rizvi, David Culver, Patti Negrave et Lina DiPietro Revenu total de la famille agricole selon le type d'exploitation et la taille de celle-ci, et selon la région, en 1991	$10.00		
20000	George McLaughlin L'adaptation dans le secteur agricole au Canada	$5.00		
21000	Fred Gale et Stuart Pursey Microdynamique de la croissance et de la décroissance des exploitations agricoles: une comparaison Canada - États-Unis	$5.00		
22000	Leonard Apedaile, Charles Barnard, Ray Bollman et Blaine Calkins	$5.00		
23000	Glenn Zepp, Charles Plummer et Barbara McLaughlin Secteur de la pomme de terre : comparaison entre le Canada et les États-Unis	$5.00		
24000	Victor J. Oliveira, Leslie A. Whitener et Ray Bollman	$5.00		
25000	Karen Gray Méthodes statistiques de la sous-section de la commercialisation des céréales, document de travail, version 2	$10.00		
26000	W. Steven Danford	$10.00		
27000	Brian Biggs La mesure de l'emploi touristique dans les régions rurales	$5.00		
			Total	
			TPS (7 %)	
			TOTAL GÉNÉRAL	

Statistique Canada Statistics Canada

Canada

STATISTICS CANADA LIBRARY
STATISTICS CANADA LIBRARY
1010260901

Ca OOS

ex. 3